Rapport Annuel d'Activités
Exercice 2022

TABLE DES MATIERES

MOTS DU DIRECTEUR GENERAL 3

PREMIERE PARTIE: ACTIVITES DE L'INSTITUTION 6

I-PRESENTATION DE L'INSTITUTION 7

II-SERVICES OFFERTS 8

III-ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE 13

III-1-ANALYSE DES SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION 13

III-2-SITUATION PATRIMONIALE 17

III-3-GESTION BUDGETAIRE EN 2022 24

IV - ANALYSE DU PORTEFEUILLE 31

IV-1-ACTIVITE DE CREDIT 31

V-ACTIVITES DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION ET RESSOURCES HUMAINES 46

VI-ACTIVITES DU DEPARTEMENT INFORMATIQUE 54

VII - ACTIVITES DE LA DIRECTION JURIDIQUE ET CONTENTIEUX 56

VIII- GESTION DES PROJETS 60

VIII-1-PARTENARIAT AVEC WSM 60

VIII-2- PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT AFRICAIN POUR LE DÉVELOPPEMENT ECO NOMIQUE ET SOCIAL-CENTRE AFRICAIN DE FORMATION (INADES FORMATION) 65

VIII-2-- PARTENARIAT AVEC LE SECRÉTARIAT D'ETAT CHARGÉ DE LA FINANCE INCLUSIVE ET DU SECTEUR INFORMEL : FONDS NATIONAL DE LA FINANCE INCLUSIVE (FNFI) 65

IX-ACTIVITES DE LA DIRECTION AUDIT ET CONTROLE INTERNE 67

X-ACTIVITES DE LA DIRECTION GESTION DU RISQUE 81

X-1- LES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE LA DIRECTION GESTION DU RISQUE 81

DEUXIEME PARTIE: ETATS FINANCIERS EXCERCICE 2022 90

MOT DU DIRECTEUR GENERAL,

« Dans un environnement économique très mouvementé, avec une concurrence accrue, la sagesse recommande le calme prenant sa source à la confiance à son créateur, l'Eternel Dieu qui, Lui, a la solution à toute situation. C'est ainsi que WAGES a amorcé l'année 2022 en s'appuyant sur Dieu ; ce qui lui a permis de réaliser les activités avec assurance car la provision divine est là. La consolidation de la rentabilité de l'institution s'est poursuivie et l'année est en toute beauté.

Les actions entamées en 2021 ont été poursuivie en 2022 avec à l'ouverture de deux guichets à Lomé dans les zones de Adétikopé au nord de Lomé et Agbavi au sud-est de Lomé et une agence dans la ville de Kara dans la région de la Kara afin de rendre les services proches des populations. La préoccupation de WAGES demeure la fourniture aux populations des services à valeur ajoutée afin de mieux les satisfaire. Les actions de l'institution s'orientent toujours dans ce sens et le service de Mbanking dénommé M'HEZA mis en place en novembre 2021 qui est aussi l'une de ses actions continue donner la joie à ses souscripteurs.

Conscient de l'environnement dans lequel l'institution évolue (augmentation des prix au niveau mondial, concurrence accrue au niveau local), WAGES ne manque de prendre des dispositions appropriées pour renforcer sa résilience. C'est ainsi que les actions de sensibilisations sont régulières à l'endroit des clients, de coaching et formation à l'endroit du personnel et aussi des membres des organes n'ont cessé d'être développées.

Des efforts ont été faits pour amener les clients qui avaient des difficultés de remboursement de leur crédit à payer leur dette tout en étant attentif à leurs problèmes afin que chacun puisse tirer son « épingle du jeu » ; ce qui a été profitable pour l'institution. Ainsi l'année 2022 a été clôturée avec un résultat bénéficiaire à la satisfaction de tous; et nous rendons grâce à l'Eternel Dieu qui l'a voulu ainsi.

Les actions de mobilisation des ressources internes se sont poursuivies, plus particulièrement la mobilisation de l'épargne domestique auprès des populations. Pour WAGES, il s'agira d'arriver à un niveau où l'encours d'épargne dépasse l'encours de crédit afin de renforcer sa liquidité ; et WAGES court inexorablement vers ce but. L'atteinte de cet objectif permettra aussi à l'institution de placer des DAT et de lever aisément des emprunts lorsque les circonstances l'imposent.

Les activités de crédit se poursuivent ; mais la concurrence est tellement rude que seule l'innovation dans les pratiques permettra de faire la différence. Ainsi WAGES a affûté ses armes dans ce sens pour contrer les influences négatives afin de conserver sa part de marché et la faire évoluer sans incidents. Certes, le contexte économique mondial perturbe le bon déroulement des activités économiques des clients et par ricochet des impacts négatifs sur les portefeuilles à risque qui sont toujours au-dessus des nomes de la profession. Toutefois la situation est sous contrôle car l'institution récupère les crédits en retard pour la plus grande partie ; ce qui fait que la norme de taux de perte reste respectée. WAGES évolue alors dans ce contexte la tête haute.

Tous les ratios prudentiels sont respectés à la fin de l'exercice clos au 31 décembre 2022 avec un résultat positif de plus de **533** millions de francs CFA portant les fonds propres pour la même période à plus de 4,8 milliards de francs CFA.

Nous ne nous lasseront pas ; nous resterons éveiller et nous développeront toujours des actions tendant au renforcement de WAGES et faire d'elle une institution pérenne et modèle au service et à l'écoute des clients, et contribuant ainsi à l'amélioration de leurs conditions de vie et celles des employés. Une attention particulière sera mise sur les points suivants au cours de l'année 2023 :

- ✓ le renforcement et la poursuite du développement de l'approche clientèle,
- ✓ le renforcement et l'innovation dans les actions de mobilisation de l'épargne (surtout l'Epargne Vieux Jour et l'Epargne Tontine),
- ✓ le renforcement et l'innovation dans les produits de crédit pour la satisfaction des besoins des clients en vue de leur fidélisation,
- ✓ l'innovation dans les actions de mise en place et de recouvrement des crédits pour l'amélioration de la qualité du portefeuille afin de ramener le PAR à la norme,
- ✓ des actions pour le développement de M'HEZA (Mbanking) et de la finance digitale, etc.),
- ✓ l'ouverture de nouveaux guichets / agences à Lomé (comme Avédji – Telessou ou Vakpossito, etc.) et à l'intérieur du pays (comme Cinkassé),
- ✓ la poursuite des travaux de construction du siège de WAGES jusqu'à terme,
- ✓ la construction du bâtiment de WAGES sur son propre terrain à Agoè et le déménagement dans le bâtiment construit,
- ✓ la poursuite des actions conduisant à l'efficacité et à l'efficience dans les opérations en vue de la maîtrise des charges,

- ✓ la poursuite des actions assurant le respect de manière permanente des ratios prudentiels,
- ✓ la poursuite de l'extension des activités dans les zones péri-urbaines à forte potentialité pour être plus proche des clients,
- ✓ la poursuite du renforcement de la contrepartie des fonds propres,
- ✓ la mise en œuvre des actions en vue de la transformation institutionnelle,
- ✓ la mise en œuvre des des actions prévues au plan d'affaires.

Le tableau suivant retrace l'évolution des grands agrégats de l'institution durant les quatre dernières années :

Tableau d'évolution des grands agrégats au 31/12/2022

Eléments	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**Variation (2021-2022)**
Résultat	381 830 170	468 742 128	110 890 299	694 557 793	533 333 629	-30,23%
Encours Epargne	9 047 022 292	10 248 431 961	11 032 440 595	12 593 846 954	14 213 383 609	11,39%
Encours de crédit	10 804 420 358	12 021 296 448	11 807 344 515	12 844 823 587	14 860 604 948	13,56%
Total Actif	13 833 270 426	15 132 510 493	15 325 775 324	18 049 458 144	21 009 613 233	14,09%
Total des fonds propres	3 007 625 792	3 407 162 770	3 510 990 487	4 344 142 852	4 838 578 106	10,22%
Total crédits sortis au cours de l'année	15 100 540 500	16 345 741 645	14 091 696 500	15 953 776 920	18 789 902 126	15,09%
Nombre de prêts en cours	15 085	16 650	14 968	15 201	16 391	7,26%
Nombre d'agences et guichets	24	26	27	29	32	9,38%

PREMIERE PARTIE

ACTIVITES DE L'INSTITUTION

I - PRESENTATION DE L'INSTITUTION

Sous forme de projet sur l'initiative de CARE International Togo avec pour objectif de départ, la satisfaction des besoins socio-économiques de 3 900 femmes à Lomé sur une période de trois ans renouvelable une fois, WAGES (Women and Associations for Gain both Economic and Social) a démarré ses activités en 1994.

En moins de trois ans, l'objectif de départ a été atteint et dépassé grâce à l'engagement du personnel. Eu égard aux résultats remarquables obtenus, le projet WAGES a été transformé en une IMF (Institution de Microfinance).

- En 1998, WAGES est devenue un SFD sous forme associative
- Elle est officiellement reconnue par le Ministère de l'Economie et des Finances sous la Convention n°002/MEF/SG/CAS-IMEC
- le Ministère de la Planification en tant que ONG et le Ministère de l'intérieur en tant qu'association
- En 2014, WAGES a obtenu son agrément sous le numéro 208/MEF/SG/CAS-IMEC et est enregistrée sous le numéro T/1/GFLM/2014/215A

La mission

«Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations, en majorité les femmes, menant des activités économiques en zones urbaines et rurales du Togo en leur offrant des services financiers et non financiers»

La vision

« Devenir une institution de Microfinance pérenne et modèle au Togo », et participer de manière active au développement socio - économique de la communauté de base.

WAGES intervient dans les zones urbaines, périurbaines et rurales du Togo de par ses agences et contribue surtout à l'amélioration des conditions de vie de la communauté de base.

Au 31 décembre 2022, WAGES dispose d'un siège social en plus de sept (7) agences dans la capitale Lomé (Aguiarkomé, Akodéssewa, Baguida, Hédzranawoé, Adidogomé, Agoè, et Avédji) ; huit (8) agences dans les villes de l'intérieur du pays (Agbodrafo, Tsévié, Sokodé, Atakpamé, Aného, Anié, Kpalimé et Kara) et treize (13) guichets Assivito; Zossimé ; Adakpamé ; sagbado, Agoe assiyeye, Gbossime, Zanguera, Legbassito, Kelegougan, Notse ; Tchamba ; Adetikopé et Agbavi . WAGES dispose aussi de cinq (4) points de service, pour les crédits ruraux, à Sotouboua, à Kaboli, à Pagala-Gare, et à Hahotoé.

Les fonds propres de WAGES sont constitués à la base de fonds de dotation initialement obtenus de CARE sous forme de lignes de crédits non remboursables et du cumul des résultats enregistrés.

Les valeurs que véhicule WAGES sont : l'honnêteté, l'équité, l'efficacité, et l'efficience, dans le but de mieux servir sa clientèle.

II - SERVICES OFFERTS

2-1- Les services financiers :

2-1-1- Les services d'Epargne

- **Epargne HOLA (Healthy Opportunity for Life Assured)**

C'est le dépôt à vue. Le compte est ouvert à vue à la demande de toute personne, sur remplissage d'un formulaire de demande d'ouverture du compte épargne individuelle**.** C'est un compte de dépôt sur lequel l'on peut faire des retraits à tout moment.

- **DAT (Dépôt à Terme)**

C'est une épargne faite par le client sur un compte bloqué suivant un contrat dont la est minimum de six mois (durée au cours de laquelle l'épargne ne peut être retirée sous peine de pénalité) avec un taux de rémunération compétitif.

- **Epargne tontine**

C'est une collecte de proximité ; les agents de collecte vont chez les clients, sur leurs lieux d'activité et font la collecte quotidienne suivant une mise du client fixée de commun accord à partir de 200 FCFA généralement.

- **Epargne vieux jours**

C'est une épargne que son souscripteur constitue mensuellement, régulièrement et pour une période de cinq ans auprès de WAGES en vue de s'assurer une couverture sociale dans les cas de force majeure ou lorsque sa force diminuera d'intensité.

- **Domiciliation Salaire**

C'est un compte qui permet à un salarié (employé, ouvrier, quel que soit son secteur d'activités) de bénéficier d'un virement périodique (par mois ou par quinzaine) de son salaire.

2-1-2- Les produits de crédit

- **Le crédit ordinaire**

Ce crédit est octroyé aux associations ou groupes de solidarité et aux membres individuels. Le taux d'intérêt est de 1,44% dégressif le mois.

- **Le crédit spécial**

C'est un crédit d'opportunité que WAGES offre à ses clients. Il est destiné aux individus, aux associations et groupes de solidarité, ayant respecté les échéances des remboursements, pour des activités ponctuelles. Il est d'une courte durée (3 à 5 mois).

- **Le crédit à épargne déductible**

C'est un crédit sans épargne préalable pour lequel le bénéficiaire s'engage à déposer un fonds de garantie correspondant à 20% du montant du crédit sollicité.

- **Le crédit direct**

Ce produit est plus développé dans les zones périurbaines et rurales réputées pour leur misère sociale. Il est destiné aux plus démunis regroupés au sein des groupes de solidarité et sans épargne préalable qui est constituée au cours du remboursement.

- **Le crédit tontine**

C'est un crédit de court terme (de 3 à 12 mois) associé à l'épargne tontine afin de faciliter aux clients, quel que soit leur niveau d'activité, l'ouverture d'un compte épargne et l'accès au crédit pour le développement de leurs activités.

- **Le Crédit Rural**

C'est un crédit destiné au monde rural organisé en groupements et en entreprises agricoles.

- **Le Crédit Domiciliation Salaire**

C'est un crédit qui permet aux employés d'autres institutions ayant domicilié leur salaire à WAGES de pouvoir solliciter un prêt.

- **Crédit sur salaire par ordre de virement permanent :**

C'est un crédit qui permet aux employés d'autres institutions ayant domicilié leur salaire ailleurs et sous crédit déjà, de pouvoir solliciter un prêt en faisant un ordre de virement permanent.

- **Le Crédit aux IMF**

C'est un crédit destiné aux institutions de Microfinance, bien installées et reconnues comme ayant des potentialités de développement.

- **Le Crédit Privilège**

C'est un crédit destiné aux bons clients disposant d'une ancienneté suffisante ou ayant atteint cinq cycles de crédit. Le bon client est celui qui a bien remboursé ses échéances.

- **Le Crédit WACA**

C'est un crédit destiné aux professionnels du transport public, membre d'une organisation régulièrement constituée pour leur permettre de payer l'assurance de leurs véhicules chez les compagnies d'assurance.

- **Le Crédit aux Organisations Sociales**

C'est un crédit destiné aux Organisations Sociales normalement enregistrées pour leur permettre de répondre à leur besoin de financement en immobilisation et en équipement.

- **Le Crédit tontine prépayée**

C'est un crédit sur un mois destiné aux clients qui font déjà l'épargne tontine pour leur permettre de répondre à des besoins ponctuels de leur activité.

- **Crédit fêtes**

C'est un crédit sur 10 mois avec un taux de 12% destinée aux clients épargnants faisant mouvementer régulièrement leur compte, les clients ayant domicilié leurs salaires à WAGES, aux clients pouvant faire des virements permanents de leurs salaires pour remboursement du crédit et aux bons clients individuels.

- **Crédit fondement**

Il est destiné aux personnes dynamiques, engagées menant des activités génératrices de revenus (AGR) avec expérience d'au moins 1 an, qui font obligatoirement la tontine ou ayant un compte ouvert aux moins 2 mois. Le montant maximum du crédit est de 600.000 FCFA. Le taux d'intérêt est de 17,34% dégressif l'an et la durée maximale est de 10 mois. La Caution financière est de 1/5 du crédit sollicité.

- **Crédit spécial (Découvert)**

WAGES donne la possibilité d'octroyer du crédit spécial (Découvert) sans exiger encore d'épargne préalable lorsque l'encours du crédit courant augmenté du découvert ne dépasse pas ledit crédit courant ; mais la durée de remboursement du découvert ne peut excéder quatre (4) mois.

Ce crédit requiert l'autorisation préalable de la Direction Générale. Le client devra donc adresser un courrier au Directeur Générale, avoir l'accord avant tout montage de dossier.

- **Crédit scolaire aux clients**

Le crédit scolaire s'adresse aux clients épargnants faisant mouvementer régulièrement leur compte, aux clients ayant domicilié leurs salaires à WAGES, aux clients pouvant faire des virements permanents d'une partie de leurs salaires pour le remboursement du crédit et aux bons clients sous prêt avec un bon historique de remboursement.

- **Crédit émergence**

Certains clients qui ont une expérience prouvée avec WAGES sont limités dans le financement de leurs activités parce qu'ils n'arrivent pas à trouver la garantie physique nécessaire leur permettant de porter leur crédit au-delà d'un million. Pour cela, le crédit émergence est créé et destiné à cette clientèle particulière.

- **Crédit à la consommation**

Le crédit à la consommation est un crédit fait par WAGES pour permettre à ses clients d'acheter des biens de consommation et de soutenir la croissance de l'économie notamment les dépenses d'aménagement. Le crédit à la consommation ne peut être souscrit pour le financement d'une activité professionnelle ou financer l'acquisition d'un bien immobilier.

2-1-3- Le transfert d'argent

En partenariat avec ECOBANK TOGO, WAGES offre aussi un service de transfert d'argent (Western Union) permettant à ses clients d'envoyer et de recevoir de l'argent de par le monde.
En partenariat avec WARI, WAGES offre un service de transfert d'argent et de payement de facture WARI
En partenariat avec la banque atlantique, WAGES offre le service de transfert d'argent MONEY GRAM et RIA.
WAGES a également développé les produits de mobile banking avec les opérateurs de téléphonie Togocel (Tmoney) et Moov (Flooz).

2-2-Les services non financiers :

La formation : WAGES forme dans les domaines économique et social. Les modules développés sont :

- La gestion de l'épargne / crédit
- La gestion financière
- Le marketing

- La tenue des documents comptables
- L'alphabétisation fonctionnelle
- La sensibilisation sur le SIDA et le paludisme
- Les techniques de transformation et de production
- La gestion des exploitations agricoles
- Etc.

L'appui institutionnel: Cet appui concerne essentiellement le renforcement de bases juridiques des groupes, groupements, organisations professionnelles paysannes et associations.

Les textes juridiques mis à la disposition des groupes de solidarité et des associations leur permettent d'asseoir une base juridique saine. Afin de faciliter la rédaction de ces textes dans les groupes, il leur est proposé des projets de statuts et de règlement intérieur qu'ils adaptent aux réalités de leurs groupes respectifs.

III- ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE

III-1- ANALYSE DES SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION

L'année 2022 fut une année de relance des activités après la pandémie à la COVID 19. Après cette pandémie qui a impacté deux exercices entiers, 2020 et 2021, l'institution a entrepris en 2022, la reprise effective de ses activités. Ainsi deux guichets et une agence ont été lancés. La construction du siège de l'institution a démarré ainsi que la construction effective de deux agences.

Ainsi, la machine de production a été lancée par des objectifs précis à atteindre. Toutes ces actions n'ont pas laissé le suivi rigoureux des crédits des clients dont les activités ont été affectées par la pandémie ainsi que ceux dont les crédits ont été octroyés en période de pandémie.

A travers les actions citées précédemment, l'année 2022 s'est terminée avec un résultat excédentaire louable. Néanmoins, et afin d'améliorer la performance des exercices à venir, et assurer une pérennité à l'institution, la réalisation d'une analyse financière s'avère nécessaire voire inévitable. Cette analyse permettra d'éprouver les résultats obtenus sur ledit exercice et ainsi tirer des leçons en vue de prendre des décisions de gestion pour l'exercice à venir afin d'améliorer les performances de l'institution.

Ainsi, afin d'opérer une bonne analyse financière, le reclassement des comptes par catégories est une étape importante. Pour cette année 2022, le reclassement ci-après est réalisé sur les trois derniers exercices :

Tableau n° 1 : Données d'exploitation

	RUBRIQUES	2020	2021	2022
1	Produits Financiers	1 780 307 267	1 973 842 260	2 290 935 376
2	Charges Financières	258 332 557	172 759 427	294 412 726
3	**MARGE FINANCIERE (1-2)**	**1 521 974 710**	**1 801 082 833**	**1 996 522 650**
4	Autres Commissions Reçus	467 875 145	578 423 213	689 139 551
5	Autres Commissions Versées	3 476 556	1 571 758	1 862 489
6	**MARGE SUR COMMISSIONS (4-5)**	**464 398 589**	**576 851 455**	**687 277 062**
7	+ Autres Produits financiers	151 680 014	128 168 622	140 054 867
8	**PRODUIT NET BANCAIRE**	**2 138 053 313**	**2 506 102 910**	**2 823 854 579**
9	- Frais de Personnel	1 065 237 542	1 275 832 682	1 558 127 039
10	- Autres Frais d'Exploitation	488 305 667	507 906 893	661 798 450
11	- Dotations aux amortissements	105 483 504	119 895 006	123 683 848
12	**TOTAL FRAIS GENERAUX**	**1 659 026 713**	**1 903 634 581**	**2 343 609 337**
13	Autres Produits	13 962 860	19 988 535	13 701 622

14	Reprise Provisions d'exploitation	7 584 428	59 594 375	154 162 904
15	Dotation aux provisions pour risques	91 742 772	209 573 801	187 660 685
16	**RESULTAT D'EXPLOITATION**	**408 831 116**	**472 477 438**	**460 449 083**
17	Produits Exceptionnels (Hors Quotes Parts)	66 282 589	45 546 185	17 033 001
18	Charges Exceptionnelles	7 297 654	1 509 148	10 790 127
19	**RESULTAT EXCEPTIONNEL (15-16)**	**58 984 935**	**44 037 037**	**6 242 874**
20	Reprise Provisions mauv. Créances et récup. sur créances amorties	775 910 293	1 013 832 317	679 097 544
21	Prov./Pertes sur crédits en souffrances	1 160 037 793	862 103 866	634 483 460
22	**RESULTAT DE LA QUALITE DU PORTEFEUILLE**	**- 384 127 500**	**151 728 451**	**44 614 084**
23	**RESULTAT NET HORS SUBVENTIONS ET QUOTES PARTS**	**83 688 551**	**668 242 926**	**511 306 041**
24	Subventions reçues	27 201 748	26 314 867	22 027 588
25	Quotes Parts			
26	**TOTAL SUBVENTIONS ET QUOTES PARTS**	**27 201 748**	**26 314 867**	**22 027 588**
27	**RESULTAT NET AVEC SUBVENTIONS ET QUOTES PARTS**	**110 890 299**	**694 557 793**	**533 333 629**

Notre analyse débutera par celle des comptes d'exploitation des trois derniers exercices reclassés en soldes intermédiaires de gestion qui nous permettra d'analyser les performances de cet exercice et l'évolution de l'institution sur les trois (03) dernières années.

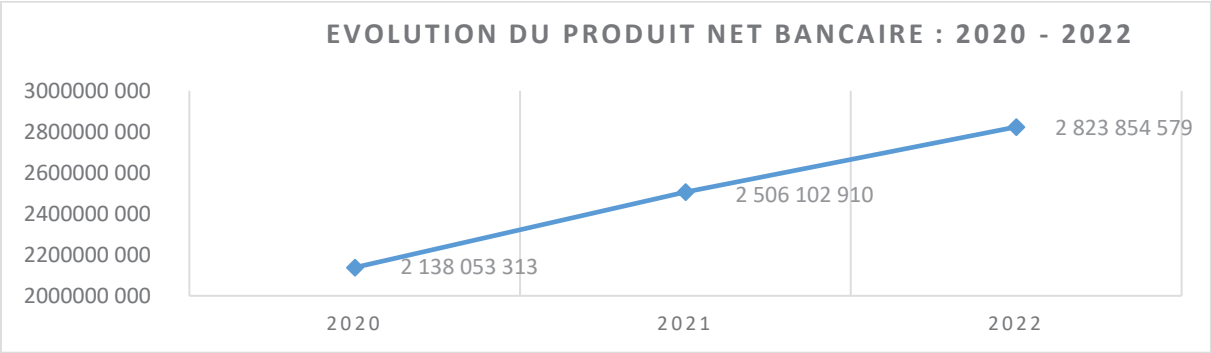
Pour débuter l'analyse des données d'exploitation, le premier élément qui ressort est la hausse de 16,06% des produits des capitaux prêtés. Ils sont passés de 1,973 milliards en 2021 à 2,290 milliards soit une hausse en valeur absolue de 317 093 116 FCFA. Cette hausse démontre réellement la reprise des activités suite à la pandémie.

Le second élément important à noter est la hausse importante des coûts des ressources financières de 70,42% contrairement à une baisse de 33,13% en 2021. Cette hausse s'explique par l'accroissement de la mobilisation de l'épargne et le recours aux emprunts afin de pouvoir répondre aux demandes de financement des clients de WAGES.

Malgré cette hausse du coût des ressources financières, le produit net bancaire pour cette année 2022 a connu une hausse qui se chiffre en valeur absolue pour un montant de 317 751 669 FCFA soit un taux de 12,68%.

Le graphique suivant retrace l'évolution du PNB sur les 3 derniers exercices.

Graphique N° 1 :



Comme vous pouvez le voir sur ce graphique, le PNB a connu une croissance de 2021 à 2022. L'élément le plus important à retenir est que le PNB est en croissance de 2020 à 2022.

Afin de mieux apprécier la rentabilité de l'institution, l'évolution du Produit Net Bancaire seul ne suffit pas. Il faut également analyser l'évolution des frais généraux qui impacte le PNB pour la détermination du résultat d'exploitation.

Sur les frais généraux, une hausse de 23,11% est enregistrée, soit en valeur absolue une augmentation de 439 974 756 FCFA. Cette hausse s'explique en partie par l'augmentation des salaires du personnel et à leur bonification pour les efforts consentis au moment de la pandémie et par des charges d'exploitation mises en œuvre pour la croissance.

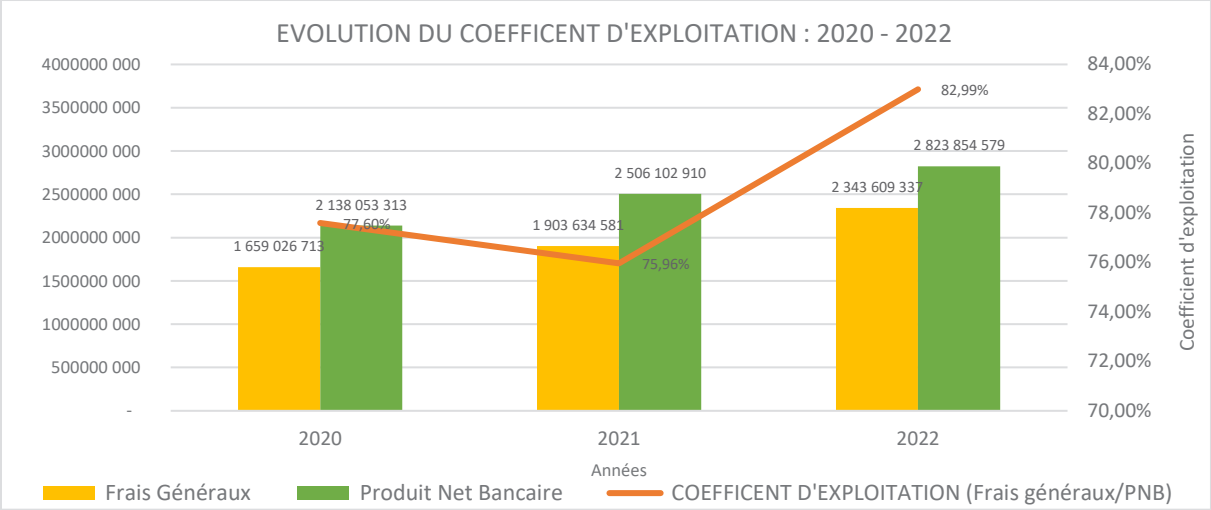
Afin de pousser l'analyse et de mesurer l'impact de cette hausse des frais généraux sur cet exercice, le coefficient d'exploitation constitue un bon élément car il est le rapport des frais généraux (ou charges d'exploitation, soit les salaires, loyers, autres services…) sur le PNB. Il permet de mesurer le poids de ces charges dans la richesse créée par le SFD. Plus ce ratio est élevé, plus la richesse est perdue dans des dépenses de fonctionnement.

Tableau N° 2 : Calcul du coefficient d'exploitation

RUBRIQUES	2020	2021	2022
Frais Généraux	1 659 026 713	1 903 634 581	2 343 609 337
Produit Net Bancaire	2 138 053 313	2 506 102 910	2 823 854 579
COEFFICENT D'EXPLOITATION (Frais généraux/PNB)	**77,60%**	**75,96%**	**82,99%**
Résultat Net	**110 890 299**	**694 557 793**	**533 333 629**
Résultat Net / PNB	**5,19%**	**27,71%**	**18,89%**

Les graphiques ci-dessous illustrent l'évolution des frais généraux, du Produit Net Bancaire, du coefficient d'exploitation ainsi que celle des résultats de WAGES.

Graphique N° 2 :



Une hausse est constatée sur le coefficient d'exploitation qui est passé de 75,96% en 2021 à 82,99% en 2022. Cette hausse s'explique par la croissance des frais généraux malgré l'augmentation du PNB.

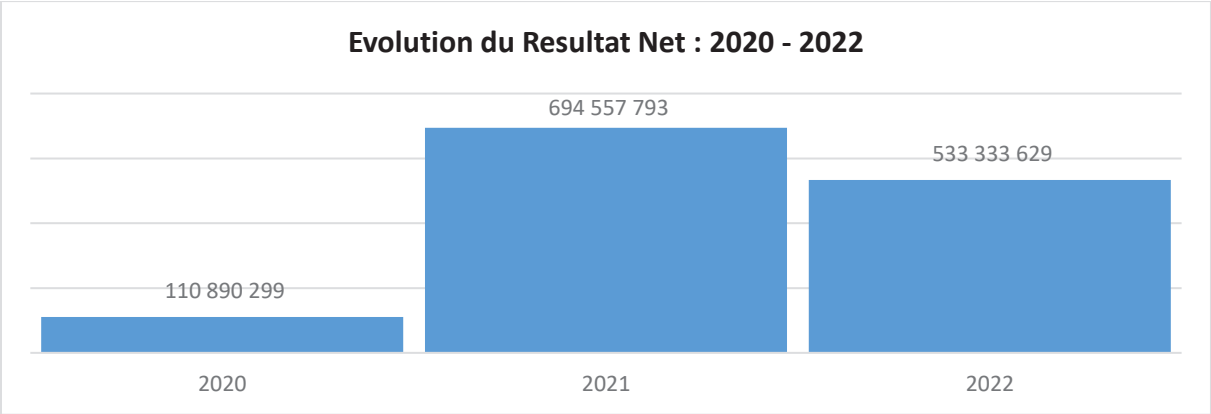
Cette remarque est bien illustrée sur le graphique n°2. On remarque ainsi que l'écart entre le PNB et les frais généraux est moins important sur l'exercice 2022 par rapport à 2021.

Cette hausse du coefficient d'exploitation s'impacte sur le résultat d'exploitation hors provisions et reprises de provisions mauvaises créances a connu une baisse de 2,55% soit un montant de 12 028 355 FCFA en passant de 472 477 438 FCFA en 2021 à 460 449 083 FCFA en 2022.

Au résultat d'exploitation vient s'ajouter un résultat exceptionnel excédentaire de 6 242 874 FCFA et un résultat également excédentaire sur la qualité du portefeuille de 44 614 084 FCFA.

De ces résultats précédents viennent s'ajouter les subventions d'exploitation d'un montant de
22 027 588 FCFA. Tout cela permet à WAGES de dégager un résultat net de 533 333 629 FCFA.

Graphique N° 3 :



III-2- SITUATION PATRIMONIALE

Pour une analyse plus complète de l'évolution de WAGES, un examen des grandes masses de la situation patrimoniale sur les trois dernières années est fondamental.

Reflétant l'image complète de la structure financière de WAGES, le bilan condensé sur les exercices 2020 à 2022, nous permettra de voir l'évolution des grandes masses.

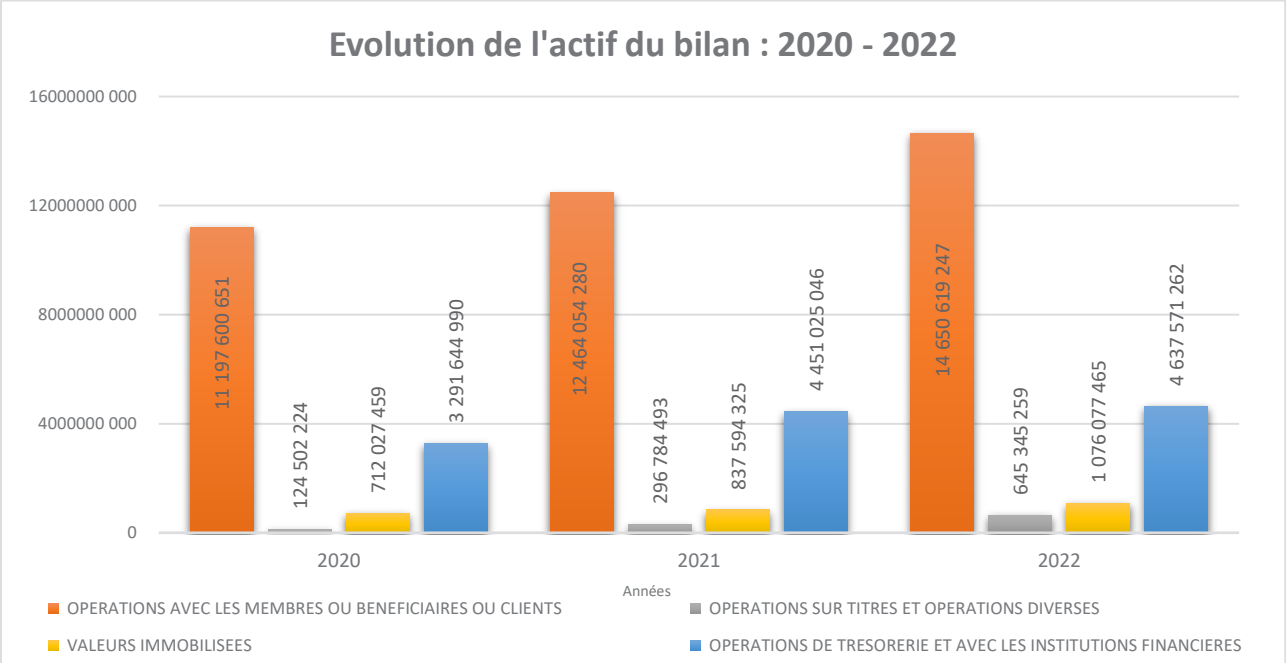
Tableau n°3 : Bilan condensé

ACTIF	2020	2021	2022
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	3 291 644 990	4 451 025 046	4 637 571 262
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	11 197 600 651	12 464 054 280	14 650 619 247
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	124 502 224	296 784 493	645 345 259
VALEURS IMMOBILISEES	712 027 459	837 594 325	1 076 077 465
TOTAL ACTIF	**15 325 775 324**	**18 049 458 144**	**21 009 613 233**
PASSIF	**2020**	**2021**	**2022**
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	459 044 596	738 983 083	1 519 812 827
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	11 115 400 290	12 689 813 649	14 296 961 359
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	240 339 951	276 518 560	354 260 941
PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	3 510 990 487	4 344 142 852	4 838 578 106
TOTAL PASSIF (1)	**15 325 775 324**	**18 049 458 144**	**21 009 613 233**

Analyse des éléments d'Actif

De l'analyse du bilan condensé ci-dessus, nous enregistrons pour l'exercice 2022 une hausse du patrimoine de WAGES de 16,40%. Le graphique suivant vous présente l'évolution des agrégats de l'actif du bilan de WAGES sur les trois derniers exercices.

Graphique 4 :



Une analyse succincte de l'actif du bilan et du graphique ci-dessus nous amène aux constats suivants :

La hausse du total actif constaté sur cet exercice, dénote des efforts mis en œuvre pour la relance de l'activité.

L'analyse individuelle de chaque poste d'actif nous permettra d'explorer plus en détail l'évolution du patrimoine sur l'exercice 2022.

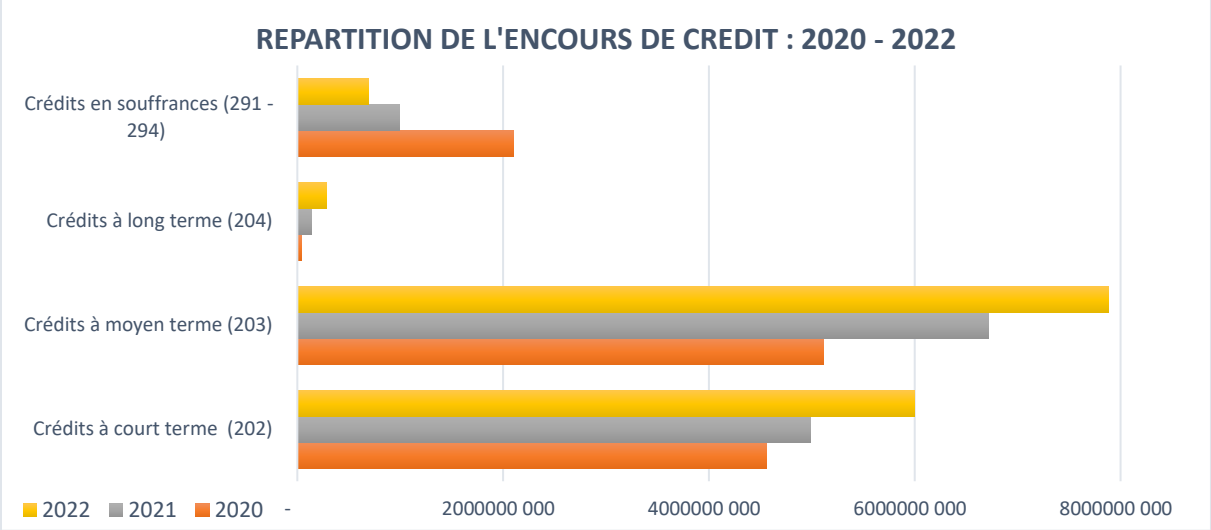
<u>Les opérations avec les membres bénéficiaires et clients :</u>

Constituant au 31 décembre 2022, 69,73% du total actif, cette masse est la plus importante et constitue le moteur de production. De 2021 à 2022 les **« opérations avec les membres bénéficiaires et clients »** ont connu une hausse de 17,54% soit 2,186 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique par les efforts mis en œuvre pour relancer la production après la pandémie à la COVID 19.

Aussi, une importante diminution de 30,52% est constatée sur les créances en souffrance de 2021 à 2022 et du PAR 90J qui est passé 7,6% à 4,6%. Cela dénote de l'amélioration de la qualité du portefeuille suite au suivi des crédits des clients affecté par les effets de la pandémie en 2020 dont les crédits ont été reportés suite à l'avis de la BCEAO sur les reports d'échéances

Pour cet exercice 2022, ce poste se compose de crédits à Court Terme (40,92%), de crédits à Moyen Terme (53,82%), de Crédit à Long Terme (1,96%), des crédits en souffrance (2,58%) et des créances rattachées (0,72%).
Le graphique suivant illustre l'évolution de chacun de ces éléments sur les 3 dernières années.

Graphique N° 5 :

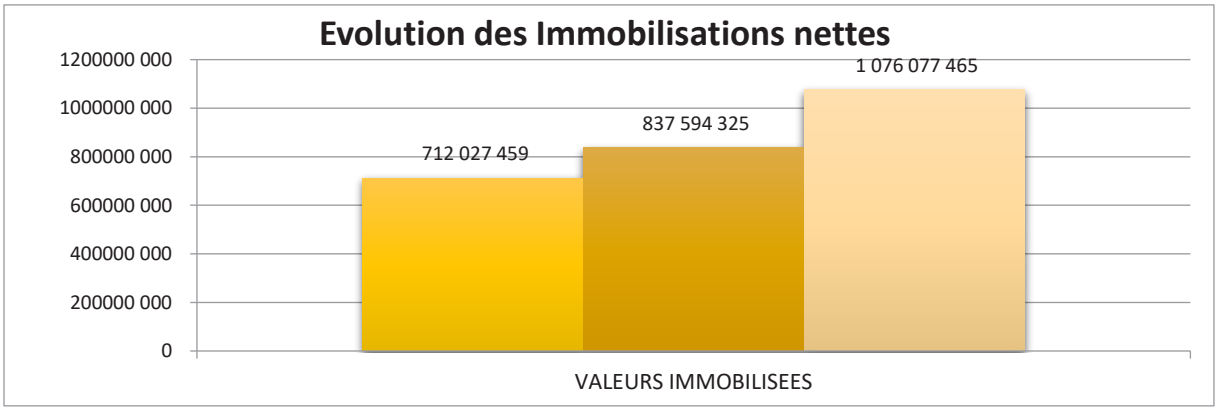


En dehors du poste phare ci-dessus analysé, des commentaires portent sur les postes suivants de la surface financière de l'actif :

<u>Les Immobilisations</u> :

Une hausse de 28,47% est constatée sur les immobilisations au cours de l'exercice 2022. Le total net des immobilisations est passé de 837 594 325 FCFA de 2021 à 1 076 077 465 FCFA soit une évolution de 238 483 140 FCFA. Cela est dû à la construction des agences de Baguida et de Kara et à la reprise de certains amortissements constatés lors d'un changement de taux d'amortissement en 2017.

Graphique N° 6 :



Les Opérations de trésorerie et avec les Institutions financières :

Se chiffrant à un total de 4,637 milliards de francs CFA, ce poste a connu une hausse de 22,07%. Il est composé essentiellement de trois rubriques à savoir :

- Les valeurs en caisse : 180 964 967 FCFA soit 3,90% du total du poste ;
- Les Comptes ordinaires chez les institutions financières : 1 006 606 295 FCFA soit 21,71% du total ;
- Les dépôts de garantie et dépôts à terme chez les institutions financières : 3 450 000 000 FCFA soit 74,39% du total.

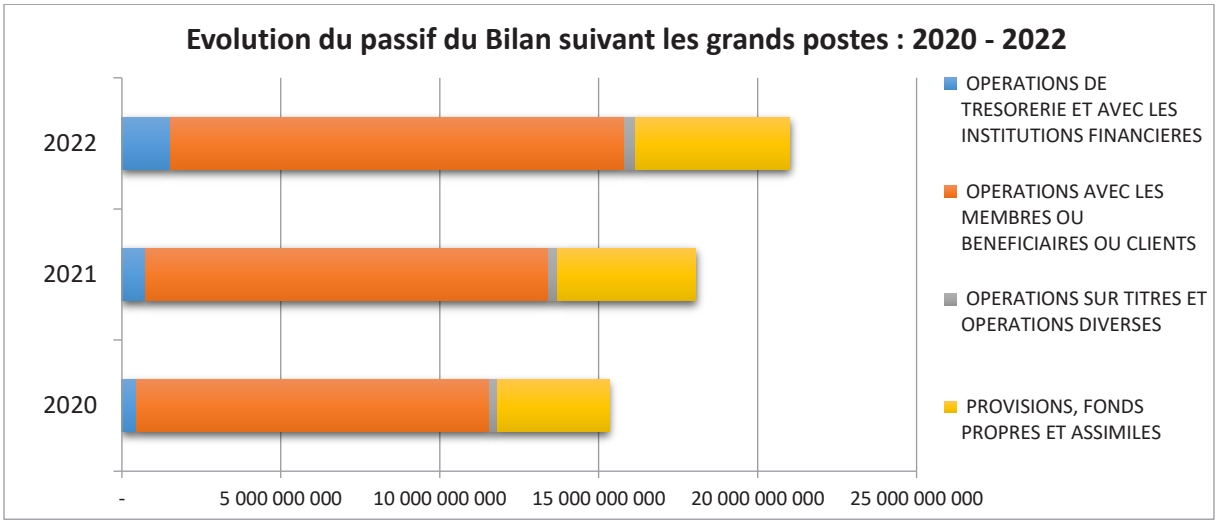
Les Opérations Diverses :

Ce poste a connu une hausse de 117,45% par rapport à l'année 2021 en passant de 296,784 millions de FCFA à 645,345 millions de FCFA.

Analyse des éléments du Passif

Comme pour les postes de l'actif, les postes du Passif sont reclassés en quatre grandes masses pour faciliter l'analyse.

Graphique N°7

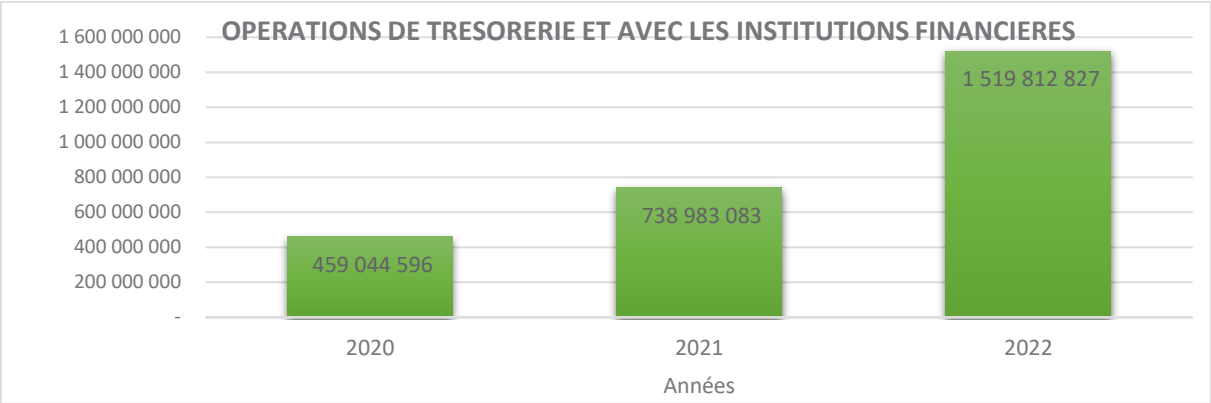


Les Opérations avec les institutions financières :

Etant un poste du passif et comme le dit son nom, ce poste est composé des dettes de WAGES envers les autres institutions financières que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Ce poste a enregistré globalement pour 2022, une hausse de 105,66% s'expliquant par une nécessité de recourir à des emprunts dans le but de faire face aux besoins de crédit des clients et de disposer d'une trésorerie importante pour le respect de la norme de liquidité.

Graphique N°8



Les opérations avec les membres ou bénéficiaires ou clients

Représentant 68,05% du passif et se chiffrant à un montant total de **14 296 961 359 FCFA**, ce poste est la plus importante ressource, autre que les fonds propres sur lequel WAGES finance son activité. Il a connu au cours de cet exercice une hausse de 12,66% soit une évolution en montant de **1 607 147 710 FCFA**. Cette croissance en valeur absolu dénote que tous les efforts mis en œuvre par l'institution pour la mobilisation de l'épargne donnent des résultats louables. Il se décompose en cinq grands éléments :

- **Les Comptes ordinaires :** Composés des épargnes volontaires des clients (Epargnes libres), les comptes ordinaires se chiffrent à 7 590 837 974 FCFA et représentent 53,09% des opérations avec les membres ou bénéficiaires ou clients. Ils ont connu une croissance de 13,75% soit un montant de 917 334 029 FCFA de 2021 à 2022. Ils se décomposent comme suit au 31 décembre 2022 :

  - Comptes ordinaires des Membres Associations : **129 646 481 soit 1,71%**
  - Comptes ordinaires des membres EPI : **6 473 116 350 FCFA soit 85,28%**
  - Comptes ordinaires des membres TONTINE : **932 046 528 FCFA soit 12,28%**
  - Comptes ordinaires des membres : Zone Rurale : **12 089 602 FCFA soit 0,16%**
  - Comptes ordinaires des membres PSAEG : **11 368 624 FCFA soit 0,15%**
  - Comptes ordinaires des membres : Domiciliation salaire : **32 570 389 FCFA soit 0,43%.**

- **Les Dépôts à terme reçus :** les dépôts à terme ont connu une hausse de **105,94%** sur l'exercice 2022 et se chiffrent à **297 082 000 FCFA.**

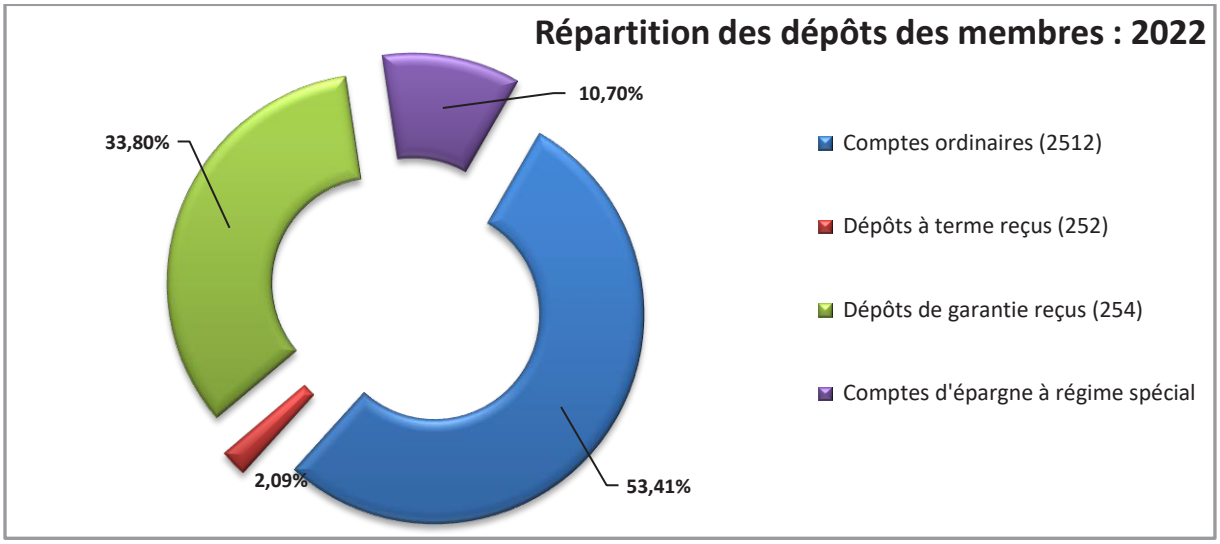
- **Les Dépôts de garantie reçus :** Constitués des cautions des clients dans le but de bénéficier des produits de crédit de WAGES, et représentant en majorité le quart (1/4) du

montant du crédit demandé, les dépôts de garanties représentant 33,60% de ce poste, ont connu une hausse de 11,08% en 2022.

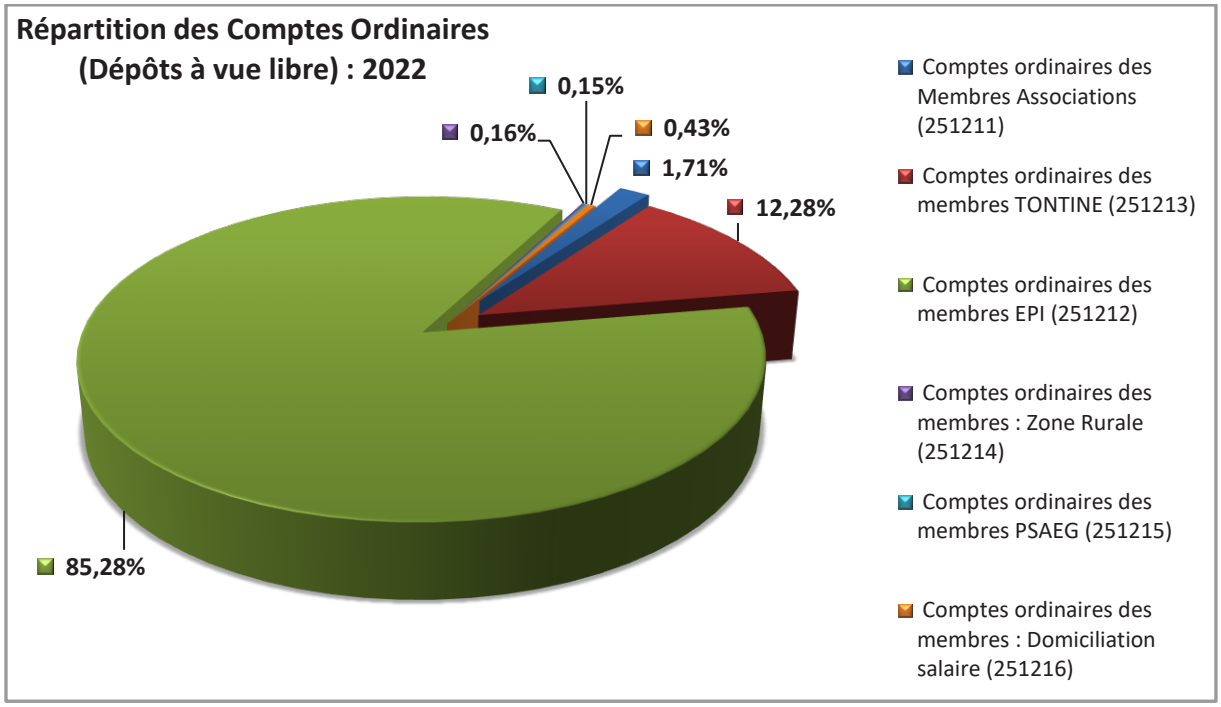
- **Autres Dépôts reçus :** Ils sont constitués des comptes épargne vieux jours. Ils ont connu en 2022 une croissance de 4,83% et représentent 10,64% des dépôts des membres.

Les deux graphiques suivants illustrent parfaitement les commentaires réalisés ci-dessus.

Graphique N°9



Graphique N°10



Les opérations sur titres et opérations diverses

Le poste « **Opérations sur Titres et Opérations Diverses** » qui est constitué par les mouvements des créditeurs divers et des sous postes de régularisation du passif, a, au cours de l'exercice 2022, connu une hausse de 11,38% en passant de 276,518 millions de francs CFA à 354,260 millions de francs CFA.

Provisions fonds propres et assimilés :

Constituant la ressource de base de toute institution, le poste « **Provisions fonds propres et assimilés** » a connu une croissance de 16,40% au cours de l'exercice 2022. Il se décompose comme suit :

- **Les Subventions d'investissement :** d'un montant de 20,209 millions, il est composé du solde des subventions (Don en immobilisation des partenaires ou de l'état) après déduction des quotes parts (prise en compte des amortissements des immobilisations données).

- **Les fonds affectés** : d'un montant total de 56,720 millions, il est composé des fonds de garanties des partenaires (Etat Togolais et INADES Formations) en couverture des risques **(risques de non-paiement)** sur les crédits octroyés dans le cadre des projets pilotés de commun accord avec lesdits partenaires.

- **Les fonds de crédit** : Composés de fonds mis à la disposition de WAGES par l'Etat et des institutions comme le PRADEB, le FAIEJ, dans le cadre de projets et dans le but d'octroyer des crédits à des populations cible bien spécifique selon les termes des projets. Les fonds de crédits se chiffrent à 96 426 277 FCFA au 31 décembre 2022.

- **Les Provisions pour Risques et Charges** : elles sont essentiellement constituées des provisions pour charge de retraite des membres du personnel de WAGES, mais aussi des autres provisions pour litiges. Ils se chiffrent au 31 décembre 2022 à un montant total de 493 961 954 FCFA.

- **Les Réserves** : Ce poste est composé des réserves obligatoires de 15% du résultat que WAGES dote chaque année. Il s'élève à 1 553 131 018 FCFA au 31 décembre 2022.

- **Les Fonds de Dotation :** ce poste est composé principalement de ligne de crédit non remboursable de CARE international et se chiffre donc au 31 décembre 2022, à
  132 356 518 FCFA.

- **Le Report à Nouveau :** Composé de la dotation de 85% du résultat de chaque exercice (Résultat après dotation de 15% de la réserve obligatoire) et des résultats déficitaires, il se chiffre à 1 952 439 708 au 31 décembre 2022.

- **Le résultat de l'exercice :** Un résultat net de **533 333 629 FCFA** est enregistré sur cet exercice 2022.

III-3- GESTION BUDGETAIRE EN 2022

État prévisionnel et limitatif des recettes et dépenses d'une période donnée, le budget de WAGES se subdivise en trois grandes parties à savoir : les investissements, les charges et les produits. Il convient en dernier lieu à la fin de l'exercice de faire le suivi définitif du budget afin de dégager les différents points de dépassements et de sous activités par rapport aux prévisions.

Une analyse plus approfondie de la réalisation du budget, à travers les postes budgétaires nous permettra de faire le bilan des réalisations budgétaires au cours de cet exercice 2022.

Tableau N°4 : Réalisation du Budget de WAGES – Exercice 2022

REALISATION DU BUDGET 2022 : WAGES

I. INVESTISSEMENTS

N° de Compte	Intitulés	BUDGET 2022	REALISATION 2022	% REALISATION
42	Dépôts et cautionnements			
44	Immobilisation d'Exploitation	1 228 268 861	223 778 625	18,22%
TOTAL INVESTISSEMENTS		**1 228 268 861**	**223 778 625**	**18,22%**

II. FONCTIONNEMENTS

N° de Compte	Intitulés	BUDGET 2022	REALISATION 2022	% REALISATION
60	Charges d'exploitation financière	297 214 100	296 275 215	99,68%
61	Achats et variations de stocks	216 076 891	185 549 098	85,87%
62	Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	693 476 726	455 582 006	65,70%
63	Impôts, taxes et versements assimiles	10 380 500	10 667 346	102,76%
64	Charges de personnel	1 425 938 905	1 558 127 039	109,27%
66	Dotation amort. & prov	1 316 381 058	945 827 993	71,85%
67	Charges exceptionnelles et pertes sur exercices antérieurs	17 764 400	10 790 127	60,74%
69	Impôts sur les excédents		10 000 000	0,00%
TOTAL CHARGES		**3 977 232 580**	**3 472 818 824**	**87,32%**

III. RECETTES

N° de Compte	Intitulés	BUDGET 2022	REALISATION 2022	% REALISATION
70	Produits d'exploitation financière	3 033 737 901	3 120 129 794	102,85%
71	Ventes et variations de stocks	175 000		0%
72	Produits divers d'exploitation	9 122 000	13 701 622	150%
74	Subventions d'exploitation	20 000 000	22 027 588	110%
76	Reprises d'amortissements, de provisions et récupérations sur créances irrécouvrables	1 303 075 125	833 260 448	64%
77	Produits exceptionnels et profits sur exercices antérieurs	14 224 969	17 033 001	119,74%
TOTAL RECETTES		**4 380 334 995**	**4 006 152 453**	**91,46%**

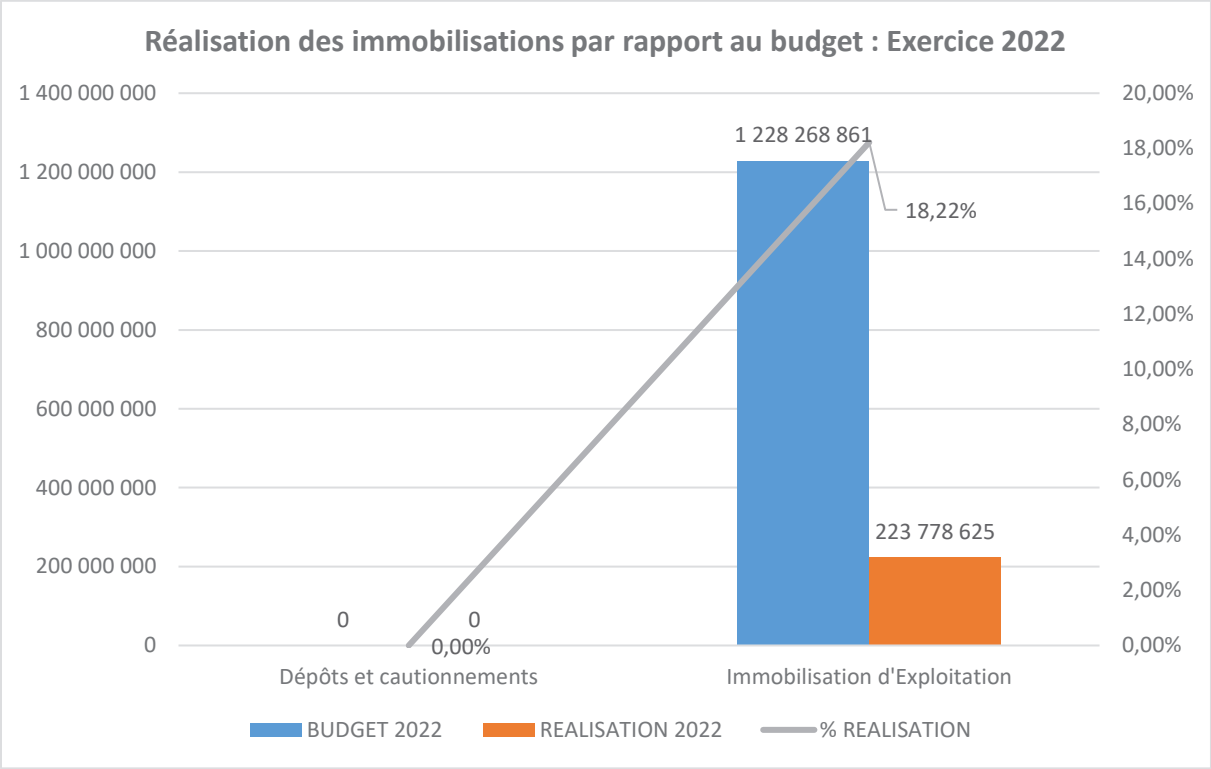
RESULTAT D'EXPLOITATION	**403 102 415**	**533 333 629**	**132,31%**

LES INVESTISSEMENTS

WAGES dans son processus de maitrise des charges et de ces ressources a financé et exécuté son budget en fonction de ses revenus et de sa trésorerie disponible au cours de l'exercice 2022. Ainsi, pour une prévision de 1,228 milliards d'investissement, 223,778 millions ont été réalisés soit un taux de réalisation de 18,22%.

Le graphique suivant illustre le degré de réalisation du budget d'investissement par poste.

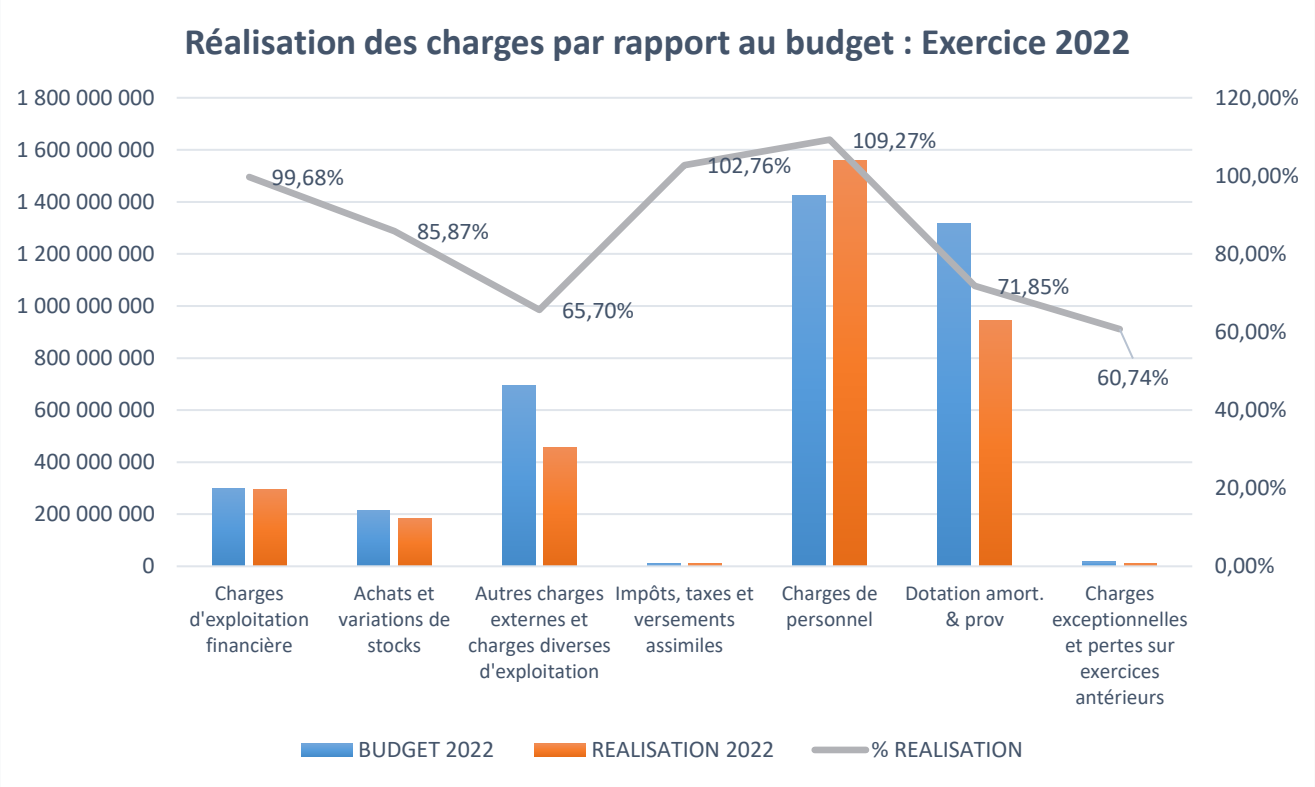
Graphique N°11



LES CHARGES

Globalement, nous constatons dans le tableau de réalisation budgétaire que le taux global de réalisation des charges est de 87,32%. Cela démontre la mise en œuvre du budget afin d'obtenir les résultats prévus. L'accent a été mis sur la maitrise des charges. Cela se démontre par le taux de réalisation de 65,70% enregistré sur les « Autres charges externes et charges diverses d'exploitation ». Le poste « Charges de personnel » enregistre lui un léger dépassement dû à une augmentation de salaire pour le personnel de WAGES au cours de l'exercice.

Graphique N°12

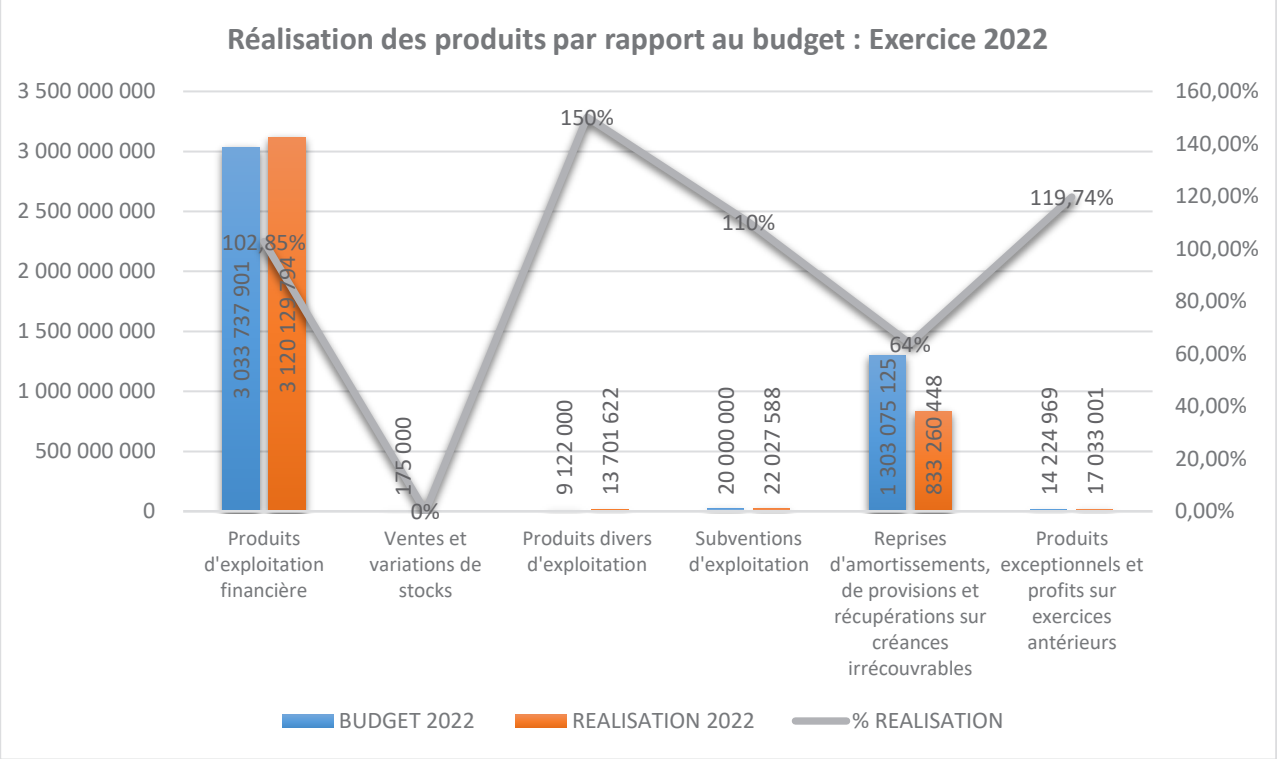


LES PRODUITS

Un taux de réalisation de 91,46% est enregistré pour l'ensemble des produits. Il est à noter que toutes les prévisions au niveau des recettes sont dans la majorité réalisées sauf au niveau du poste « reprises d'amortissements, de provisions et récupérations sur créances irrécouvrables » qui a enregistré un taux de réalisation de 64%.

Tout ceci démontre que durant l'activité 2022 de WAGES, les charges de fonctionnement ont été inférieures aux produits. De cela découle le résultat excédentaire budgétaire de **533 333 629 FCFA** soit un taux de réalisation de **132%**.

Graphique N°13



RAPPORT AVEC LES PARTENAIRES FINANCIERS ET D'AIDE AU DEVELOPPEMENT 2022

Pour maintenir sa croissance et avoir des ressources disponibles pour satisfaire les demandes des crédits de ses membres, WAGES sollicite auprès des partenaires locaux et étrangers des financements pour atteindre ses objectifs.

- **Les partenaires locaux**

BANQUE ATLANTIQUE

Le partenariat avec la banque atlantique s'est poursuivi au cours de l'année 2022. WAGES a des contrats de transfert Money Gram et RIA avec la Banque Atlantique. Au 31/12/22, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la BANQUE ATLANTIQUE.

BIA

Comme par le passé, le fructueux partenariat entre WAGES et la BIA se passe de tout commentaire en 2022. WAGES mouvemente ses comptes à la BIA par des opérations de dépôts et de retraits en vue de satisfaire ses clients. Au 31/12/22, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la BIA.

SUNU BANK

Le partenariat entre WAGES et SUNU BANK se poursuit par le dépôt sur notre compte ouvert dans ses livres et par le retrait en vue de satisfaire nos clients. L'encours d'engagement au 31/12/22 est de 362.264.239 (Trois Cent Soixante Deux Millions Deux Cent Soixante Quatre

Mille Deux Cent Trente Neuf) francs CFA. Aussi, WAGES dispose d'un DAT de 700 000 000 (Cinq Cent Millions) de Francs CFA au 31/12/22.

BTCI

Le partenariat avec la BTCI se poursuit normalement. Au 31/12/22, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la BTCI.

CORIS BANK

Le partenariat entre CORIS BANK et WAGES se poursuit normalement à la grande satisfaction des deux parties. L'encours d'engagement au 31/12/22 est de 260.451.779 (Deux Cent Soixante Millions Quatre Cent Cinquante Un Mille Sept Cent Soixante Dix Neuf) francs CFA. Aussi, WAGES dispose d'un DAT de 750 000 000 (Sept Cent Cinquante Millions) de Francs CFA au 31/12/22.

NSIA BANQUE

L'alimentation et le retrait sur le compte courant est toujours en cours. Au 31/12/22, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la NSIA BANQUE.

ECOBANK

Le partenariat avec Ecobank sur les activités de Western Union s'est poursuivi en 2022.
Aussi, est-il à souligner que le contrat de location de coffre-fort signé avec Ecobank en 2008 pour la conservation du double des sauvegardes de notre système hors de nos locaux pour la sécurité des données est toujours en vigueur.

ORABANK

Le partenariat entre ORABANK et WAGES se poursuit par les opérations de dépôt et de retrait. Au 31/12/22, WAGES a deux engagements auprès de l'ORABANK respectivement de 500.000.000 (Cinq cent mille) pour le financement de notre encours de crédit et de 200.000.000 (Deux cent millions) pour la construction de notre siège en ce décembre. Aussi, WAGES dispose d'un DAT de 2.000 000 000 (Deux Milliards) de Francs CFA chez ORABANK au 31/12/22.

PARESOC

Le partenariat entre PARESOC et WAGES ne s'est plus poursuivi depuis 2008 mais jusqu'alors il y a un engagement de 4.900.000 (Quatre Millions Neuf Cent Mille) F CFA que WAGES doit honorer.

UTB

Ce compte enregistre seulement les opérations des dépôts, de retrait et des virements permanents des clients de WAGES. Outre cela il n'y a pas d'engagement auprès UTB au 31/12/22.

FNFI

Comme par le passé, WAGES poursuit toujours l'octroi des prêts aux désireux. Au 31/12/22, l'engagement de WAGES auprès de FNFI s'élève à 17.281.332 (Dix Sept Millions Deux Cent Quatre Vingt Mille Trois Cent Trente Deux) francs CFA.

- **Les partenaires étrangers.**

FEFISOL

Le partenariat entre FEFISOL et WAGES s'est poursuivi au cours de 2022 par des échanges. WAGES n'a pas d'engagement auprès de FEFISOL au 31/12/22.

SIDI

WAGES n'a pas d'engagement auprès de SIDI au 31/12/22 mais des correspondances se font entre les deux institutions.

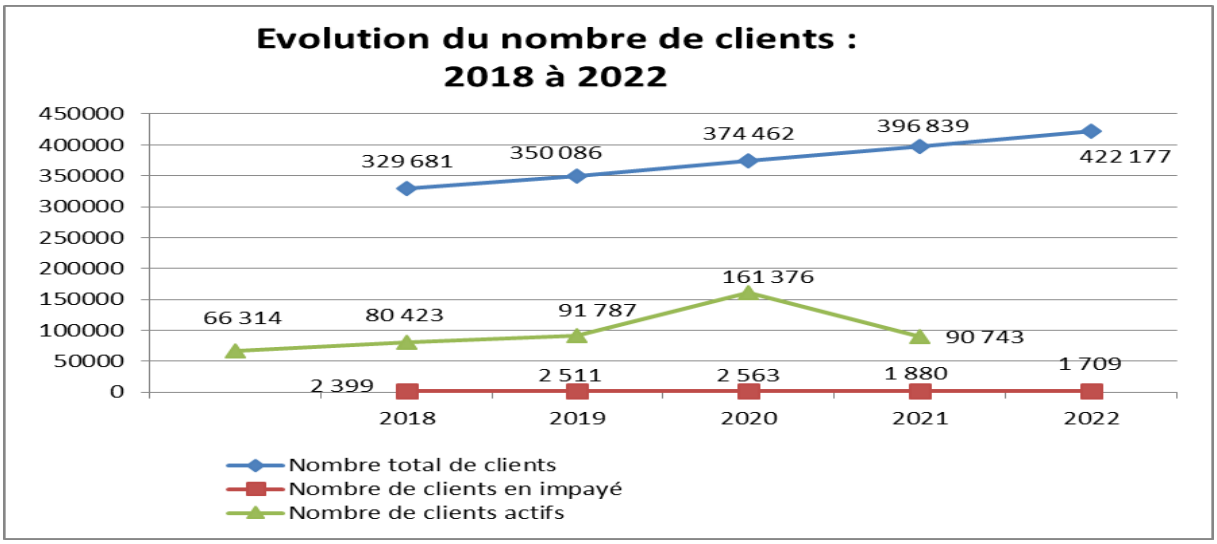
IV-ANALYSE DU PORTEFEUILLE

VI-1- ACTIVITE DE CREDIT

Tableau n°5 : Evolution de la clientèle de 2018 à 2022

EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS: 2018 à Décembre 2022						
Années	2018	2019	2020	2021	2022	VARIATION (2021 à 2022)
Nombre total de clients	329 681	350 086	374 462	396 839	422 177	6,4%
Nombre de clients actifs	66 314	80 423	91 787	161 376	90 743	-43,8%
Nombre de clients en impayé	2 399	2 511	2 563	1 880	1 709	-9,1%

Graphique n°14 :



Comme l'indique le tableau et les graphiques, le nombre de client total de WAGES a connu une augmentation malgré le contexte de 2020 à 2022 peu favorable avec les effets de la COVID-19. Le nombre de clients a connu une augmentation de 6,4% et le nombre de clients actifs a connu une baisse spectaculaire de 43,8% entre 2021 et 2022. Cette contre-performance s'explique par l'environnement peu favorable et les résidus des effets COVID et les effets de la crise liée à la guerre en Europe. Le nombre de clients en impayé a diminué de 9,1% confirmant que les actions de recouvrement entreprises donnent des résultats. Après la hausse des impayés en 2020 et 2021 imputables aux effets néfastes de la COVID-19, des dispositions de suivi ont été prises et les rencontres personnalisées avec les clients en difficultés ont permis de solder plusieurs crédits en impayés dans le respect des clients en 2022 et ainsi améliorer la relation avec la clientèle. Les difficultés connues par les opérateurs

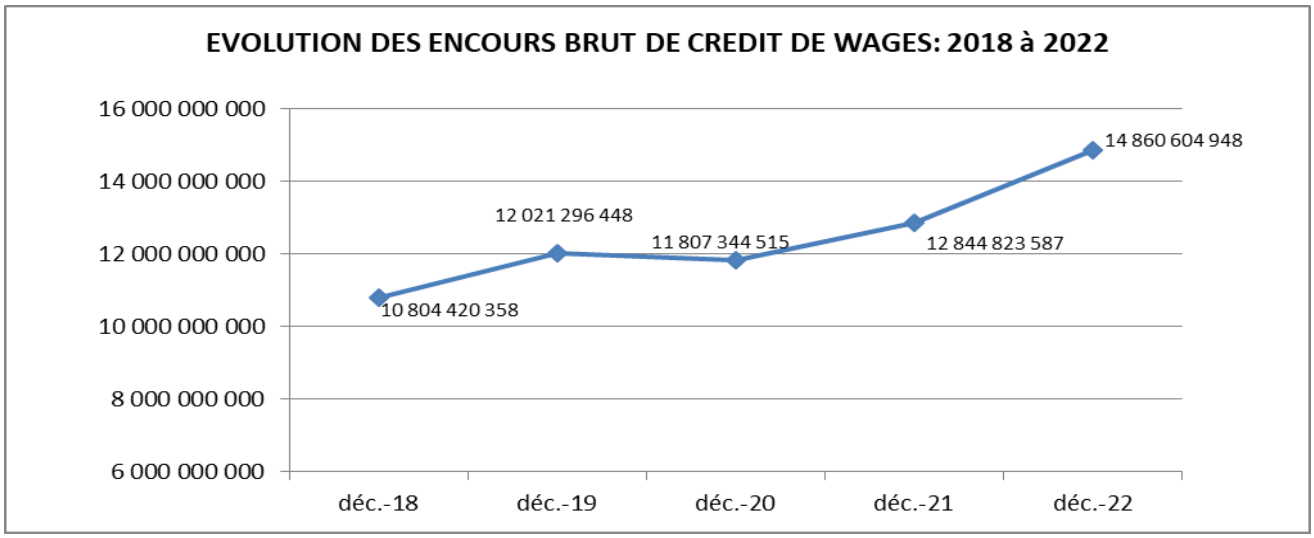
économiques clients de WAGES au cours de l'année 2020 et 2021 sont gérées au cas par cas au point qu'en 2022, la reprise des activités a permis à WAGES d'améliorer la qualité et la quantité du portefeuille.

IV-1 -1- Analyse du portefeuille brut de crédit

Tableau n°6: Evolution de l'encours brut de crédit de 2018 à 2022

EVOLUTION DES ENCOURS BRUT DE CREDIT DE WAGES: 2018 à 2022						
PRODUIT	déc-18	déc-19	déc-20	déc-21	déc-22	VARIATION (2021 à 2022)
Encours de crédit	10 804 420 358	12 021 296 448	11 807 344 515	12 844 823 587	14 860 604 948	15,7%

Graphique n°15 :



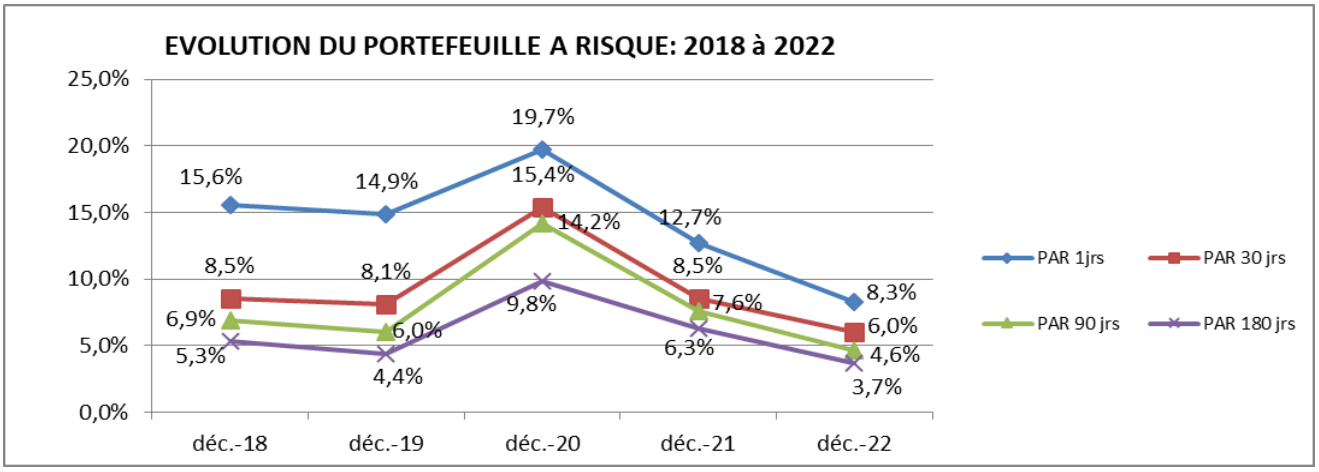
L'encours de crédit a connu une forte augmentation en 2022 après une baisse en 2020 et un léger rebond en 2021. Il a connu une augmentation de 15,7% à cause du renouvellement des crédits par les clients qui ont connu d'énormes difficultés à cause des effets néfastes de la COVID-19 en 2020 et 2021 et l'élargissement de la relation clientèle à travers la création de nouveaux guichets dans les zones périphériques de Lomé et l'emprise des anciens guichets dans leur zone d'implantation.. Le ralentissement de l'activité à l'échelle nationale et internationale et les mesures prises par les autorités du TOGO pour contrer la pandémie à la COVID ont affecté la sortie des crédits en 2020 et en 2021 mais les stratégies mises en œuvre par WAGES en 2022 lui ont permis de redynamiser les sorties de crédits prouvant ainsi sa résilience avec comme corollaire une augmentation de l'encours de crédit.

IV-1 -2- Analyse du portefeuille à risque

Tableau n°7: Evolution du portefeuille à risque de 2018 à 2022

Ages de retard	déc-18	déc-19	déc-20	déc-21	déc-22
PAR 1jrs	15,6%	14,9%	19,7%	12,7%	8,3%
PAR 30 jrs	8,5%	8,1%	15,4%	8,5%	6,0%
PAR 90 jrs	6,9%	6,0%	14,2%	7,6%	4,6%
PAR 180 jrs	5,3%	4,4%	9,8%	6,3%	3,7%

Graphique n°16 :



L'analyse du tableau permet de constater une amélioration significative de la qualité du portefeuille en 2022 après le pic de dégradation de la qualité du portefeuille en 2020 à tous les niveaux. Ce pic est dû aux effets de la COVID-19 qui a entraîné des difficultés au niveau des opérateurs économiques partenaires de WAGES. En 2022, grâce aux mesures prises par la direction de WAGES pour contenir les effets et les mesures prises par le gouvernement, le PAR1j, 30j, 90, et 180j, ont considérablement diminué confirmant ainsi la pertinence des stratégies de recouvrement entreprises par WAGES..

En effet, à la fin du premier trimestre 2020, à l'annonce de la pandémie à la COVID-19, la vie économique s'est presque arrêtée. Tous les opérateurs étaient désorientés. Le gouvernement togolais avait pris plusieurs mesures fortes notamment :

- Le couvre-feu à partir de 21h rendant impossibles les activités de nuit
- La fermeture des églises, lieux de culte et écoles paralysant ce secteur

- La fermeture des hôtels, restaurants, bars, discothèques, etc
- La fermeture des frontières et le bouclage des villes empêchant la libre circulation des personnes et des biens

Toutes ces mesures ont affecté négativement les activités entrainant la mévente et l'incapacité des clients à honorer leurs engagements vis-à-vis de WAGES en 2020 et en 2021. Mais en 2022, avec la levée progressive des mesures, l'activité économique a repris et les opérateurs ont innové d'autres stratégies pour la mise en marché de leurs biens.

Au niveau de WAGES, l'adoption de nouvelles stratégies en 2022 (le développement des crédits orientés vers les produits alimentaires, les matériaux de construction, les activités agricoles, la petite transformation, les micro crédits aux femmes et les virements permanents non directement affectés par la COVID-19) et d'un système d'étude en amont des demandes par la direction générale, a permis de limiter les nouveaux cas d'impayés et d'accroître le niveau de l'activité en 2021 et en 2022..

IV-1 -3- Analyse du poids de chaque Agence dans l'encours de crédit et le portefeuille à risque de WAGES

Tableau n°8 : Evolution du portefeuille à risque et de l'encours de crédit par agence

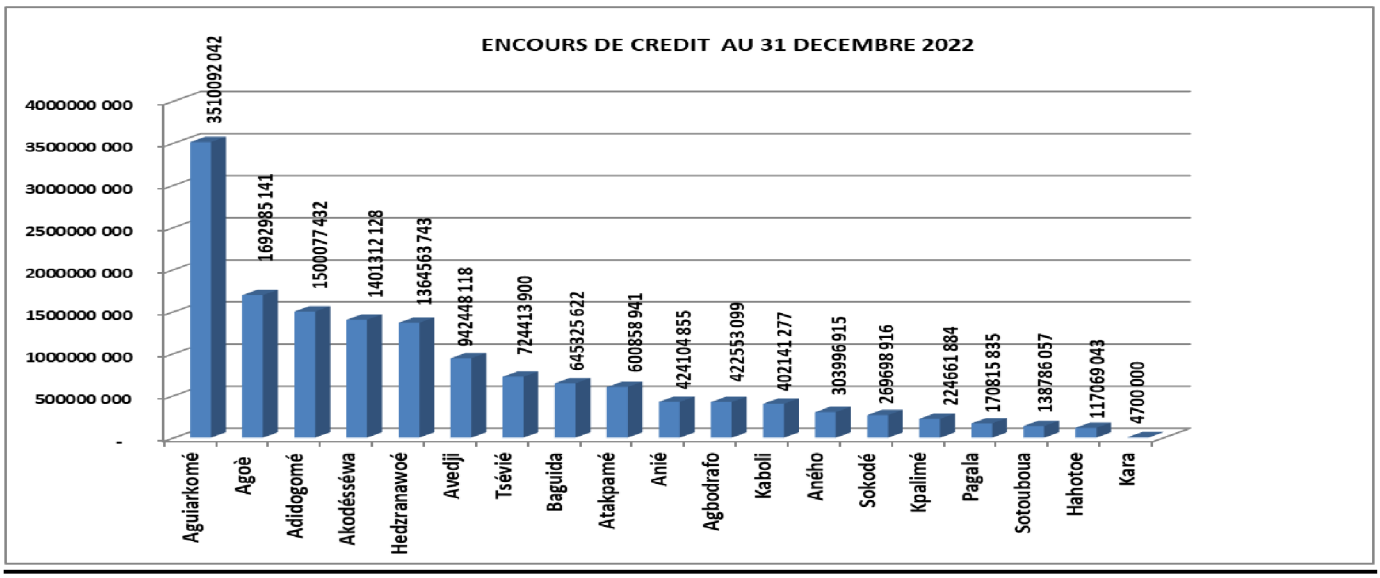
ENCOURS DE CREDIT ET PORTEFEUILLE A RISQUE AU 31 Decembre 2022

Agence	Encours de crédit	Poids dans l'encour	Encours en retard de plus de 1 jour	PAR > 1 jour	Poids dans le PAR 1 Jour	Encours en retard de plus de 30 jours	PAR > 30 jours	Poids dans le PAR 3	Encours en retard de plus de 90 jours	PAR > 90 jours	Poids dans le PAR 9	Encours en retard de plus de 180 jours	PAR > 1 80jours	Poids dans le PAR 18
Aguiarkomé	3 510 092 042	23,6%	259 009 293	7,4%	1,7%	182 493 102	5,2%	1,2%	138 740 882	4,0%	0,9%	107 992 052	3,1%	0,7%
Agoè	1 692 985 141	11,4%	77 531 197	4,6%	0,5%	48 569 007	2,9%	0,3%	37 928 957	2,2%	0,3%	32 893 612	1,9%	0,2%
Adidogomé	1 500 077 432	10,1%	152 555 420	10,2%	1,0%	111 103 899	7,4%	0,7%	101 288 884	6,8%	0,7%	86 749 751	5,8%	0,6%
Akodésséwa	1 401 312 128	9,4%	138 607 536	9,9%	0,9%	113 284 300	8,1%	0,8%	94 516 675	6,7%	0,6%	71 859 206	5,1%	0,5%
Hedzranawoé	1 364 563 743	9,2%	128 529 876	9,4%	0,9%	93 032 189	6,8%	0,6%	49 471 611	3,6%	0,3%	44 476 326	3,3%	0,3%
Avedji	942 448 118	6,3%	99 047 577	10,5%	0,7%	75 770 498	8,0%	0,5%	55 783 149	5,9%	0,4%	46 365 916	4,9%	0,3%
Tsévié	724 413 900	4,9%	63 320 920	8,7%	0,4%	55 376 790	7,6%	0,4%	37 564 860	5,2%	0,3%	33 485 350	4,6%	0,2%
Baguida	645 325 622	4,3%	64 677 547	10,0%	0,4%	55 777 652	8,6%	0,4%	39 504 361	6,1%	0,3%	25 006 451	3,9%	0,2%
Atakpamé	600 858 941	4,0%	20 018 979	3,3%	0,1%	9 535 265	1,6%	0,1%	6 102 110	1,0%	0,0%	4 564 090	0,8%	0,0%
Anié	424 104 855	2,9%	19 504 150	4,6%	0,1%	4 574 290	1,1%	0,0%	4 199 725	1,0%	0,0%	3 046 430	0,7%	0,0%
Agbodrafo	422 553 099	2,8%	56 624 400	13,4%	0,4%	41 062 405	9,7%	0,3%	38 925 653	9,2%	0,3%	35 140 785	8,3%	0,2%
Kaboli	402 141 277	2,7%	30 385 295	7,6%	0,2%	22 054 018	5,5%	0,1%	20 863 298	5,2%	0,1%	14 274 088	3,5%	0,1%
Aného	303 996 915	2,0%	36 539 015	12,0%	0,2%	22 173 005	7,3%	0,1%	17 010 405	5,6%	0,1%	16 553 680	5,4%	0,1%
Sokodé	269 698 916	1,8%	29 992 005	11,1%	0,2%	15 946 220	5,9%	0,1%	12 278 130	4,6%	0,1%	11 100 225	4,1%	0,1%
Kpalimé	224 661 884	1,5%	13 341 254	5,9%	0,1%	5 523 124	2,5%	0,0%	3 439 890	1,5%	0,0%	2 046 985	0,9%	0,0%
Pagala	170 815 835	1,1%	20 628 370	12,1%	0,1%	15 961 995	9,3%	0,1%	15 191 295	8,9%	0,1%	1 591 195	0,9%	0,0%
Sotouboua	138 786 057	0,9%	6 128 675	4,4%	0,0%	4 110 235	3,0%	0,0%	3 590 210	2,6%	0,0%	3 294 005	2,4%	0,0%
Hahotoe	117 069 043	0,8%	17 851 018	15,2%	0,1%	13 378 058	11,4%	0,1%	11 172 193	9,5%	0,1%	9 449 521	8,1%	0,1%
Kara	4 700 000	0,0%	-	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%
	14 860 604 948	**100,0%**	**1 234 292 527**	**8,3%**	**8,3%**	**889 726 052**	**6,0%**	**6,0%**	**687 572 288**	**4,6%**	**4,6%**	**549 889 668**	**3,7%**	**3,7%**

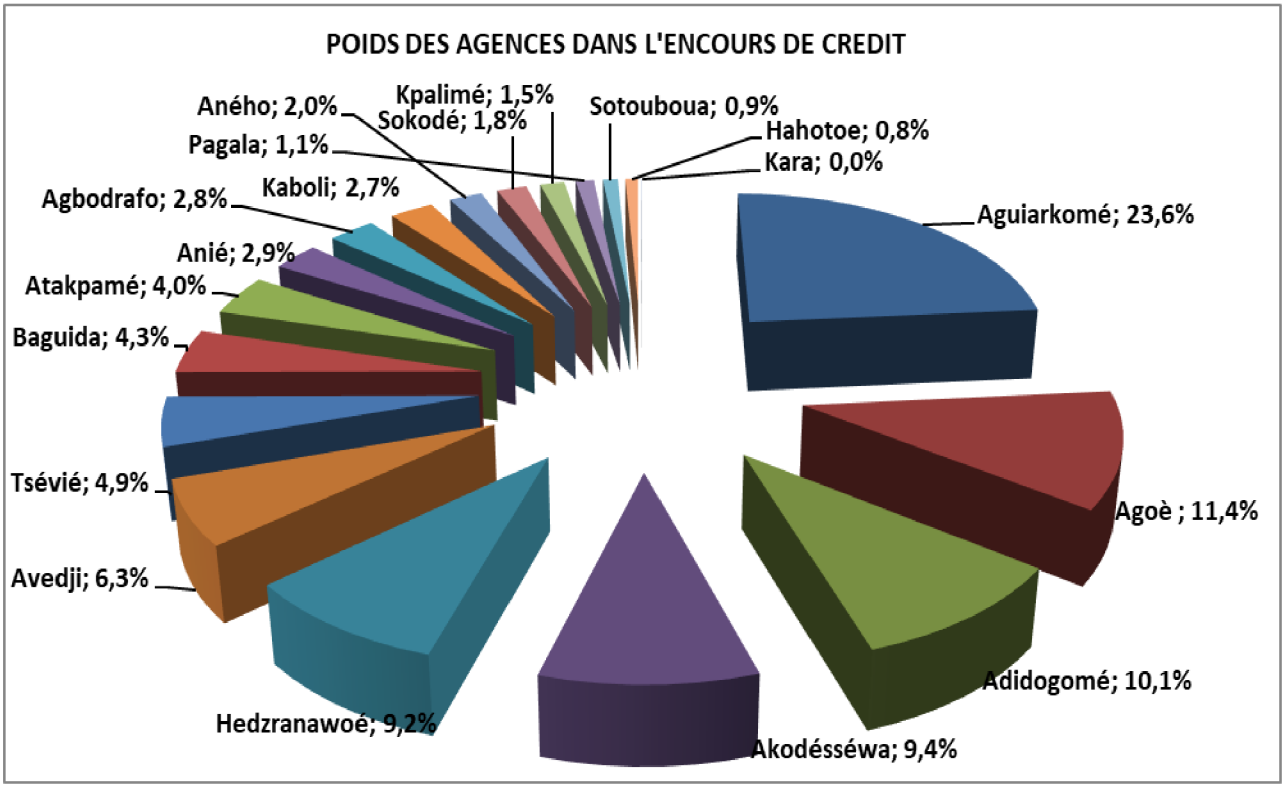
Le tableau indique clairement que ce sont les agences d'Akodessewa,, Baguida, Tsevié, Hahotoe, Agbodrafo, Aneho, Pagala, Sokodé et Avedji qui ont porté la grande partie des impayés.

En effet, si la situation économique due à la COVID est très morose en général pour tous les opérateurs économiques, les clients dont l'activité est tournée vers l'extérieur (pour les ventes dans la sous-région ouest-africaine) et qui s'approvisionnent en chine et en Europe ont été les plus affectés. Les agences citées ont le plus grand nombre de clients ayant reçu des gros montants et dont les activités sont totalement à l'arrêt. C'est ce qui explique le niveau de dégradation des portefeuilles de ces agences. Cette dégradation a commencé en 2020 et malgré toutes les actions menées auprès des clients, les crédits n'ont pu être soldés à cause des montants de départ élevés et les difficultés de reconversion des clients débiteurs.

Graphique n°17

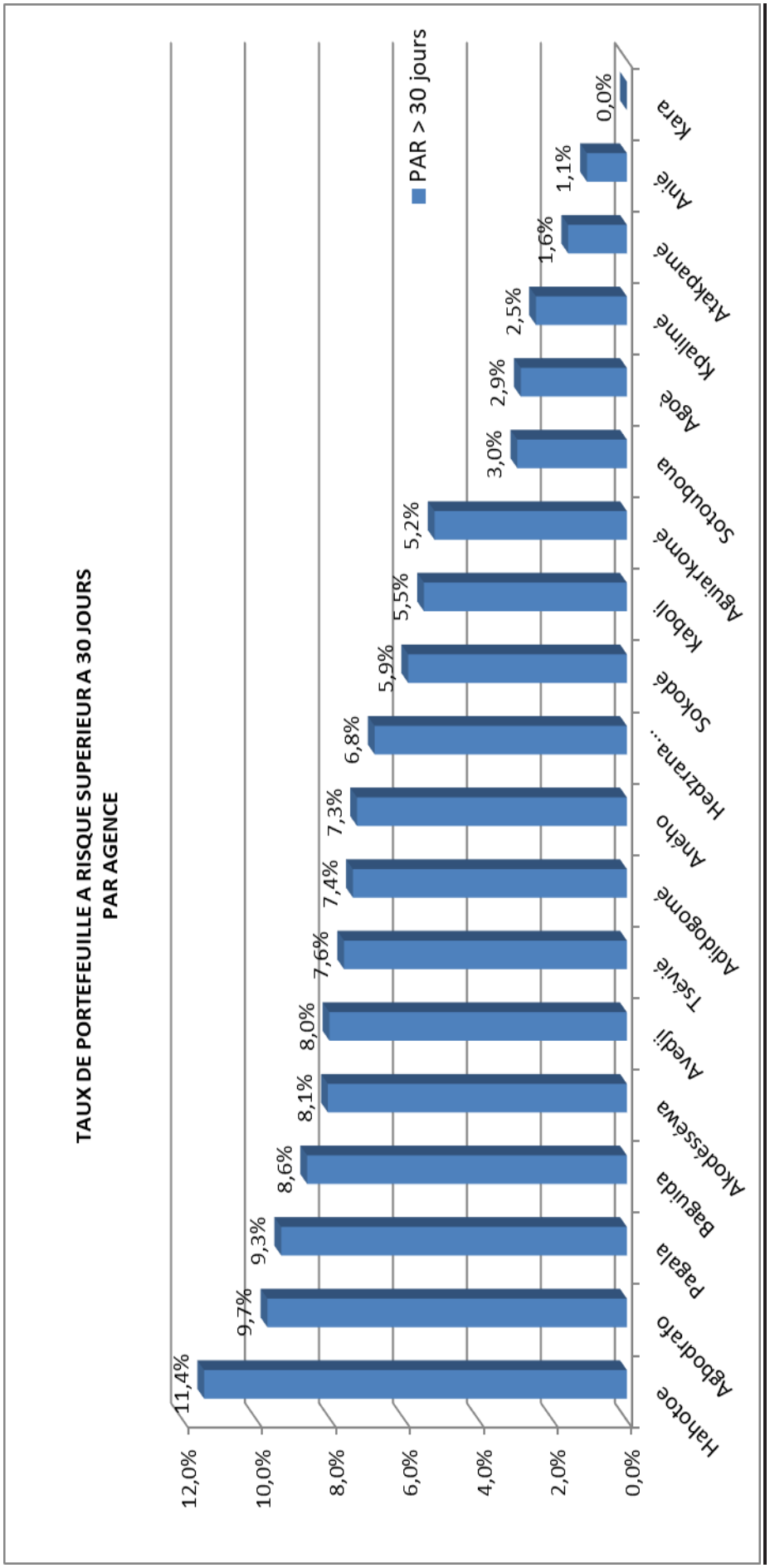


Graphique n°18



Le tableau et les graphiques ci-dessus indiquent clairement que plus de 80% de l'encours de crédit de WAGES est concentré dans la région maritime. Cette situation a poussé WAGES a s'étendre dans la région de Kara et centrale à travers de nouveaux guichets. cette extension va se poursuivre aussi bien dans les zones périphériques de Lomé mais aussi sur toute l'étendue du territoire national.

Graphique n°19:



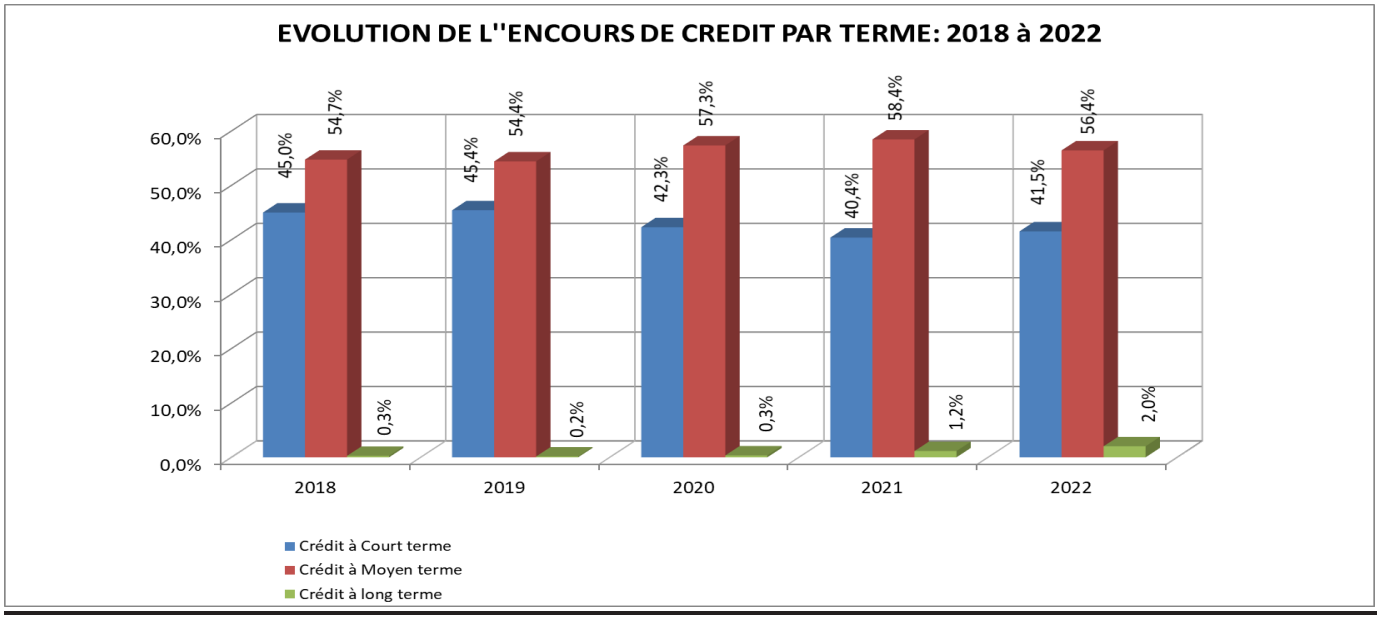
IV-1 -4- Analyse de l'évolution des encours par terme

Tableau n°9 : Evolution de l'encours de crédit par terme de 2018 à 2022

EVOLUTION DE L'ENCOURS DE CREDIT PAR TERME : 2018 à 2022																				
Crédit par terme	2 018				2 019				2 020				2 021				2 022			
	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant
Crédit à Court terme	4 862 212 141	45,0%	173 713 810	24,9%	5 461 035 460	45,4%	238 455 140	32,8%	4 995 673 631	42,3%	507 646 755	30,3%	5 189 820 322	40,4%	257 114 165	26,3%	6 173 537 592	41,5%	228 364 362	33,2%
Crédit à Moyen terme	5 913 426 313	54,7%	519 506 394	74,3%	6 540 602 948	54,4%	488 422 569	67,2%	6 770 565 480	57,3%	1 156 584 332	69,0%	7 507 256 547	58,4%	709 198 379	72,6%	8 385 787 886	56,4%	447 624 691	65,1%
Crédit à long terme	28 781 904	0,3%	5 558 212	0,8%	19 658 040	0,2%	-	0,0%	41 105 404	0,3%	11 804 860	0,7%	147 746 718	1,2%	10 406 358	1,1%	301 279 470	2,0%	11 583 235	1,7%
Total	**10 804 420 358**	**100,0%**	**698 778 416**	**100,0%**	**12 021 296 448**	**100,0%**	**726 877 709**	**100,0%**	**11 807 344 515**	**100,0%**	**1 676 035 947**	**100,0%**	**12 844 823 587**	**100,0%**	**976 718 902**	**100,0%**	**14 860 604 948**	**100,0%**	**687 572 288**	**100,0%**

La déclinaison de l'encours global de crédit par terme montre que 98,3% de l'encours est constitué de prêts à court et moyen terme. La maturité des ressources disponibles à WAGES ne lui permettent pas de faire les prêts à long terme et sa clientèle est beaucoup plus dans les activités génératrices de revenus.

Graphique n°20 :

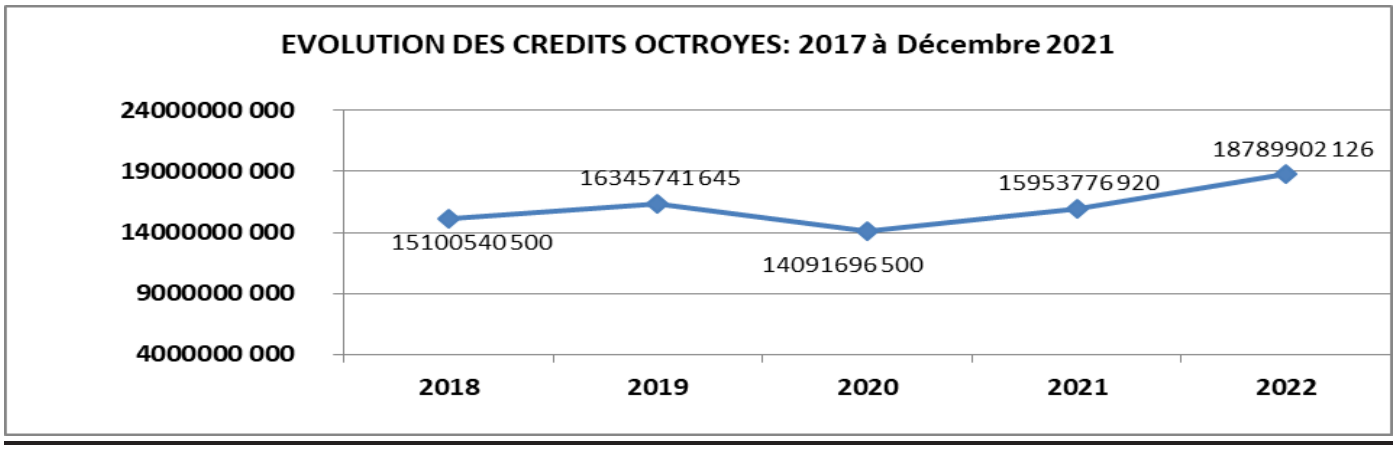


IV-1 -5 Analyse de l'évolution des crédits sortis

Tableau n° 10 : Evolution des crédits octroyés de 2018 à 2022

EVOLUTION DES CREDITS OCTROYES: 2018 A 2022					
Années	2018	2019	2020	2021	2022
Crédits accordés	15 100 540 500	16 345 741 645	14 091 696 500	15 953 776 920	18 789 902 126

Graphique n° 8 :



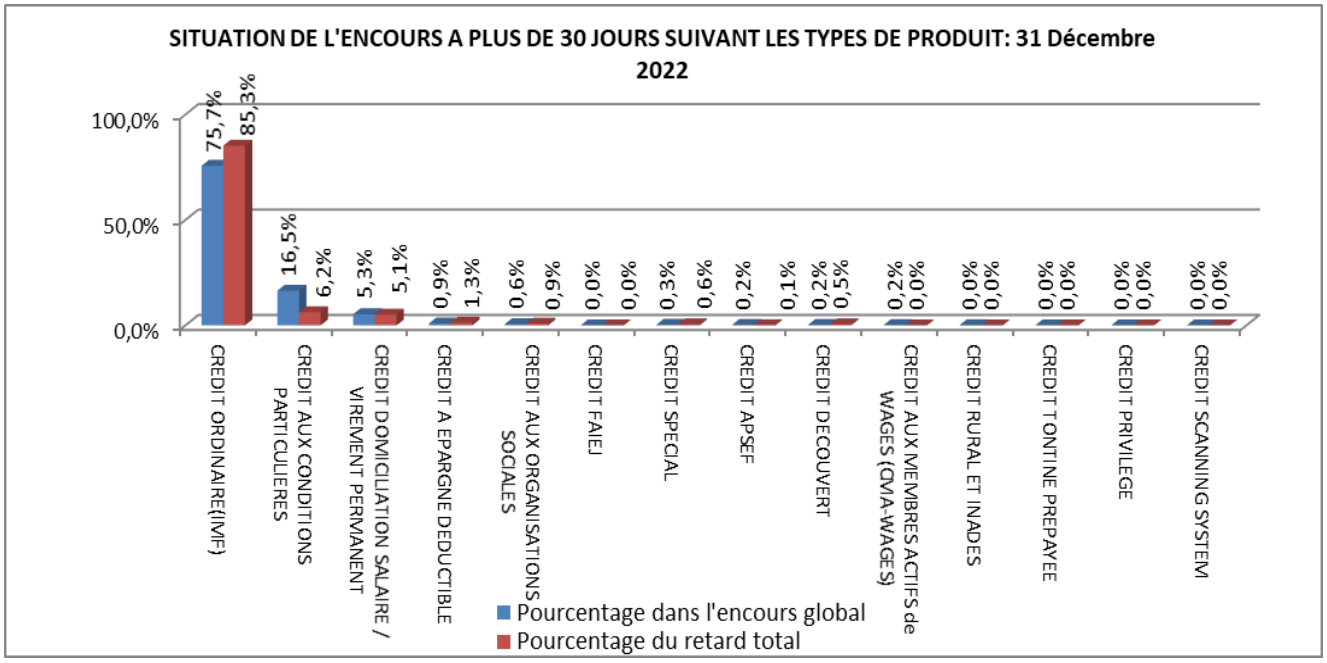
En 2022, on note une forte augmentation du montant total de crédit décaissé après une diminution en 2020 et une légère reprise en 2021 à cause des conséquences liées à la COVID-19 et les mesures de contrôle de la pandémie prise par le gouvernement. Malgré que la pandémie a continué en 2022 et que les mesures prises ne sont pas officiellement levées, WAGES a développé des stratégies payantes élucidées plus haut qui ont permis la relance des activités.

IV-1 -6 Analyse du poids de chaque type de crédit dans l'encours global de crédit

Tableau n° 11 : Situation du portefeuille de crédit par type de crédit

SITUATION DU PORTEFEUILLE DE CREDIT PAR TYPE DE PRODUIT: 31 Décembre 2022					
Produits de crédit	**Encours de crédit**	**Pourcentage dans l'encours global**	**Encours en retard de plus de 30 jours**	**Pourcentage du retard total**	**Poids dans le PAR 30 Jours**
CREDIT ORDINAIRE(IMF)	11 250 706 687	75,7%	758 503 569	85,3%	5,1%
CREDIT AUX CONDITIONS PARTICULIERES	2 445 103 388	16,5%	55 545 950	6,2%	0,4%
VIREMENT PERMANENT	788 189 448	5,3%	45 539 253	5,1%	0,3%
CREDIT A EPARGNE DEDUCTIBLE	136 027 965	0,9%	11 701 590	1,3%	0,1%
CREDIT AUX ORGANISATIONS SOCIALES	89 899 855	0,6%	7 750 595	0,9%	0,1%
CREDIT FAIEJ		0,0%		0,0%	0,0%
CREDIT SPECIAL	45 273 685	0,3%	4 989 125	0,6%	0,0%
CREDIT APSEF	35 078 380	0,2%	951 500	0,1%	0,0%
CREDIT DECOUVERT	34 744 470	0,2%	4 744 470	0,5%	0,0%
CREDIT AUX MEMBRES ACTIFS de WAGES (CMA-WAGES)	28 325 690	0,2%	-	0,0%	0,0%
CREDIT RURAL ET INADES	6 775 000	0,0%	-	0,0%	0,0%
CREDIT TONTINE PREPAYEE	480 380	0,0%	-	0,0%	0,0%
CREDIT PRIVILEGE	-	0,0%	-	0,0%	0,0%
CREDIT SCANNING SYSTEM	-	0,0%	-	0,0%	0,0%
TOTAL	**14 860 604 948**	**100,0%**	**889 726 052**	**100,0%**	**6,0%**

Graphique n° 22:



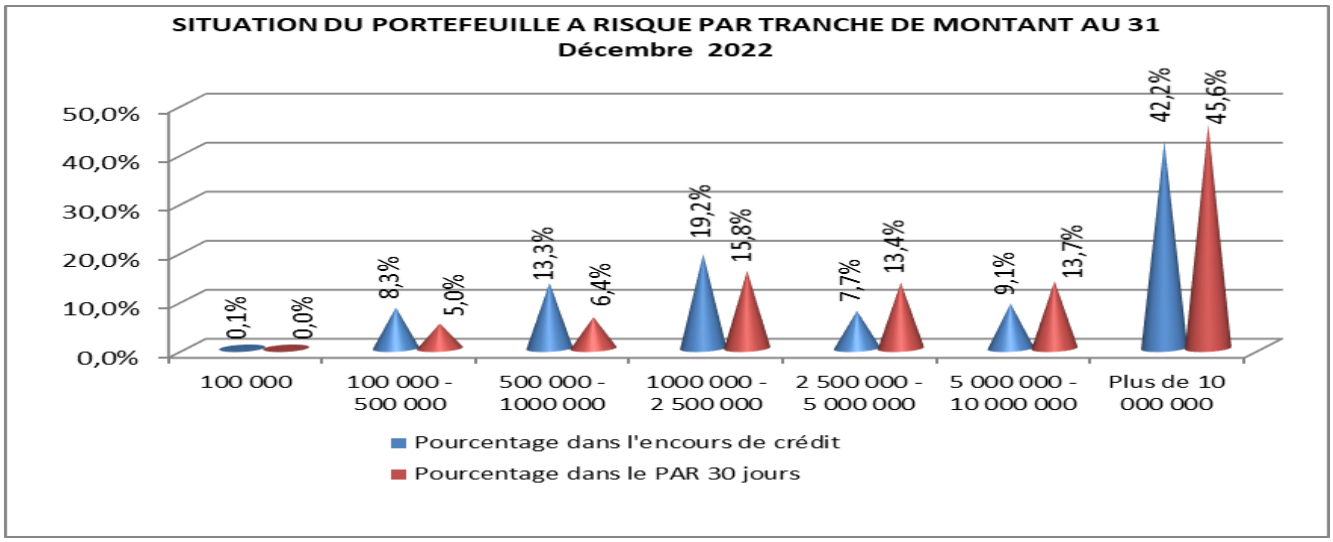
IV-1 -7 Analyse du poids par tranche de montant dans le portefeuille de crédit

Tableau n° 12: Situation du poids par tranche de montant dans le portefeuille de crédit

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR TRANCHE DE MONTANT AU 31 decembre 2022					
Tranches de montant	**Encours de crédit**	**Pourcentage dans l'encours de crédit**	**Encours à plus de 30 j**	**Poids dans le PAR 30 jours**	**Pourcentage dans le PAR 30 jours**
100 000	15 979 956	0,1%	394 640	0,0%	0,0%
100 000 - 500 000	1 238 989 229	8,3%	44 907 195	0,3%	5,0%
500 000 - 1000 000	1 983 877 047	13,3%	56 808 021	0,4%	6,4%
1000 000 - 2 500 000	2 858 412 925	19,2%	140 636 624	0,9%	15,8%
2 500 000 - 5 000 000	1 138 555 602	7,7%	119 152 652	0,8%	13,4%
5 000 000 - 10 000 000	1 352 320 397	9,1%	121 975 706	0,8%	13,7%
Plus de 10 000 000	6 272 469 792	42,2%	405 851 214	2,7%	45,6%
Total	**14 860 604 948**	**100,0%**	**889 726 052**	**6,0%**	**100,0%**

Le tableau ci-dessus montre clairement que près de 45% de l'encours concerne les crédits de montant octroyé supérieur à 10 millions. Cette même tranche concentre le montant d'impayé le plus élevé en 2021 et en 2022. Cette situation s'explique par le fait que la pandémie a affecté plus les clients de gros montants que les clients de petits montants. Ces gros débiteurs essentiellement tourné vers l'import-export, ont du mal à solder leur prêt une fois que ceux tombent en impayé.

Graphique n° 23:



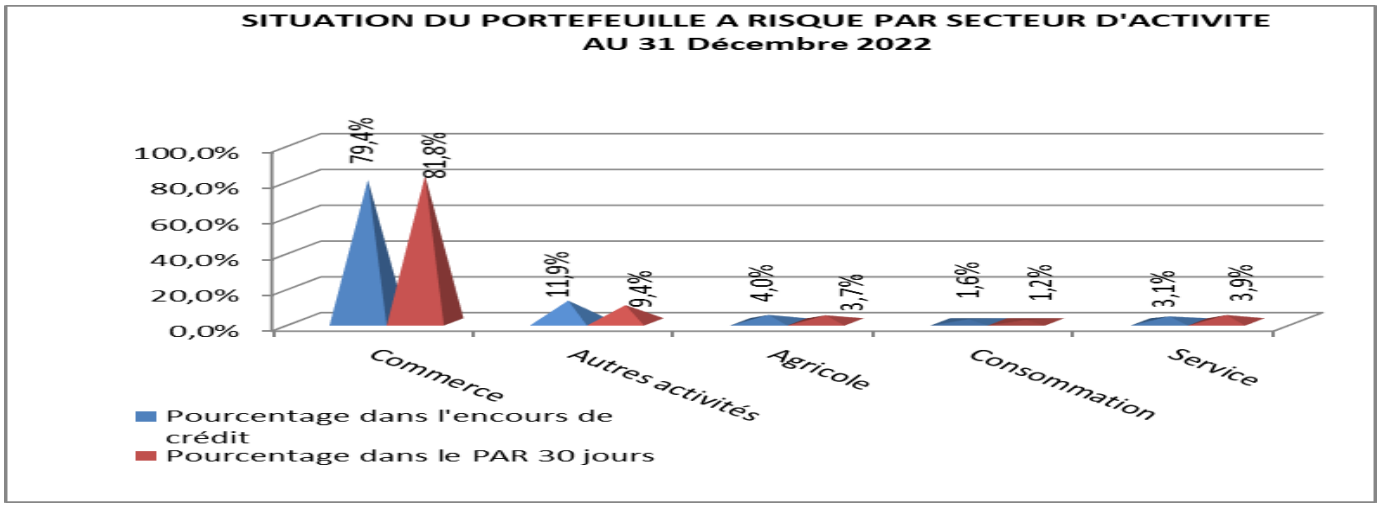
Le commerce, l'hôtellerie, et la transformation à eux seuls cumulent 95% de l'encours de crédit. Il est donc indispensable pour WAGES de diversifier son portefeuille vers d'autres cibles pour mieux anticiper sur les risques liés à ces secteurs très fragiles aujourd'hui à cause de CORONA virus.

IV-1 -8 Analyse du poids par secteur d'activité dans l'encours de crédit

Tableau n° 13:

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR SECTEUR D'ACTIVITE AU 31 Décembre 2022					
Secteur d'activité	**Encours de crédit**	**Pourcentage dans l'encours de crédit**	**Encours à plus de 30 j**	**Poids dans le PAR 30 jours**	**Pourcentage dans le PAR 30 jours**
Commerce	11 797 871 696	79,4%	727 640 393	4,9%	81,8%
Autres activités	1 772 650 733	11,9%	83 838 080	0,6%	9,4%
Agricole	588 564 476	4,0%	32 927 994	0,2%	3,7%
Consommation	236 338 370	1,6%	10 972 145	0,1%	1,2%
Service	465 179 673	3,1%	34 347 440	0,2%	3,9%
Total	**14 860 604 948**	**100,0%**	**889 726 052**	**6,0%**	**100,0%**

Graphique n° 24 :

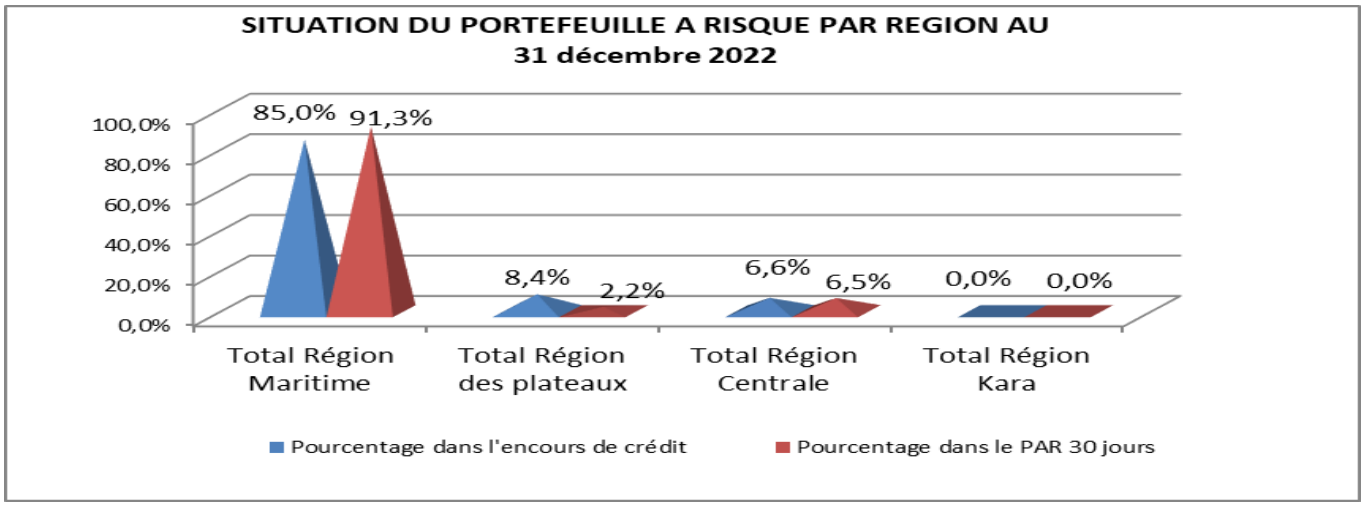


IV-1 -9 Analyse du poids par région administrative dans l'encours de crédit

Tableau n°14: situation du portefeuille à risque par région

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR REGION AU 31 décembre 2022					
Secteur d'activité	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
Total Région Maritime	12 624 837 183	85,0%	812 020 905	5,5%	91,3%
Total Région des plateaux	1 249 625 680	8,4%	19 632 679	0,1%	2,2%
Total Région Centrale	981 442 085	6,6%	58 072 468	0,4%	6,5%
Total Région Kara	4 700 000	0,0%	-	0,0%	0,0%
Total	**14 860 604 948**	**100,0%**	**889 726 052**	**6,0%**	**100,0%**

Graphique n°25 :



La région maritime concentre les montants d'impayés les plus élevés et l'encours de crédit les plus importants.

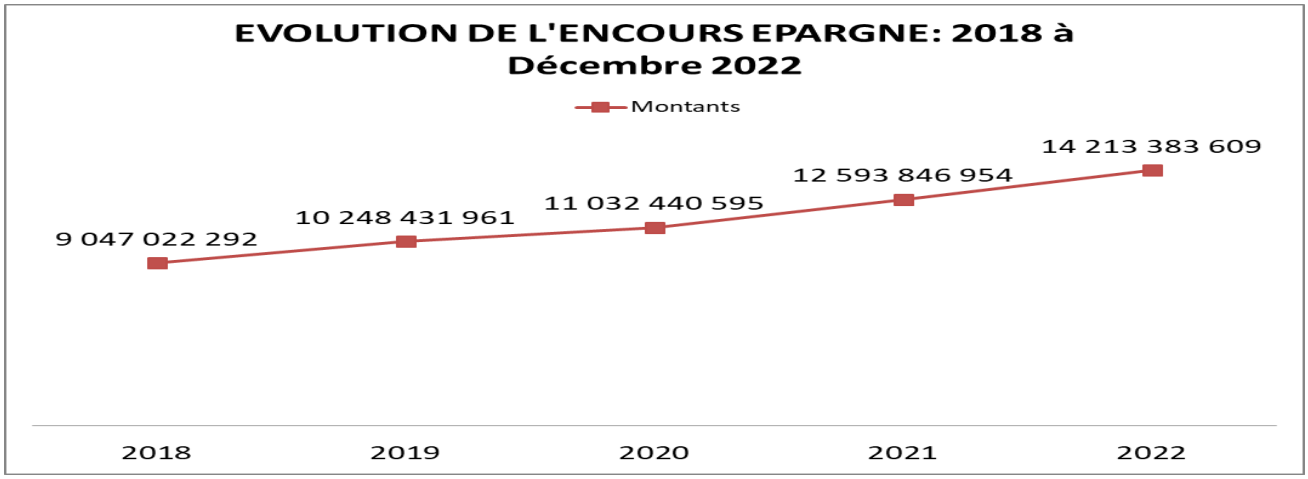
IV-1 -10 EVOLUTION DE L'EPARGNE

La mobilisation de l'épargne a toujours été un défi pour WAGES. WAGES depuis sa création a été une institution de crédit direct et les clients ne se sont jamais intéressés à déposer leurs avoirs à WAGES. La vision de la direction générale étant d'inverser la courbe de la tendance crédit-épargne, a travaillé toutes les stratégies pour qu'en 2022, de résultats encourageants soient obtenus.

Tableau n°15: Evolution de l'encours épargne

EVOLUTION DE L'ENCOURS EPARGNE: 2018 à 2022						
Années	2018	2019	2020	2021	2022	VARIATION (2020 à 2022)
Montants	9 047 022 292	10 248 431 961	11 032 440 595	12 593 846 954	14 213 383 609	12,9%

Graphique n°26 :



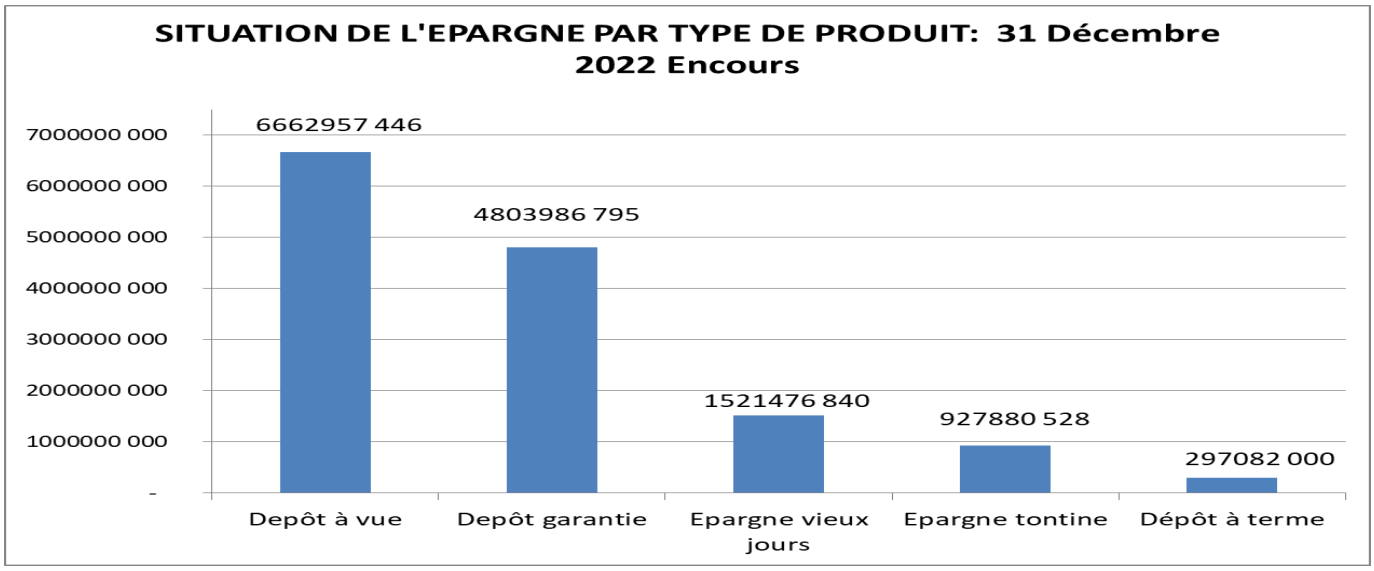
On note une forte augmentation de l'encours de l'épargne malgré les effets négatifs de la pandémie. Depuis 2017, le produit épargne vieux jours a permis d'améliorer significativement l'épargne. Avec la création des guichets, et l'instauration de la mesure de mettre les crédits sous remboursement avec la tontine, le recrutement et la formation des agents tontine plus performants, les produits tontine et épargne vieux jours ont permis d'atteindre les résultats observés en 2022.

Il est indispensable de préciser que la direction générale a changé le paradigme par rapport à la nécessité d'inverser la tendance de l'encours de l'épargne par rapport à l'encours de crédit. WAGES a décidé de mobiliser de l'épargne locale pour assurer son autonomie vis-à-vis de certains partenaires étrangers en vue d'améliorer sa rentabilité.

Tableau n°16: Evolution de l'encours épargne par type de produit

SITUATION DE L'EPARGNE PAR TYPE DE PRODUIT: 31 Décembre 2022		
Produits d'épargne	**Encours**	**Pourcentage dans l'encours global**
Depôt à vue	6 662 957 446	46,9%
Depôt garantie	4 803 986 795	33,8%
Epargne vieux jours	1 521 476 840	10,7%
Epargne tontine	927 880 528	6,5%
Dépôt à terme	297 082 000	2,1%
TOTAL	**14 213 383 609**	**100,0%**

Graphique n°27:



V- ACTIVITES DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION ET RESSOURCES HUMAINES

L'évolution du management surtout dans le secteur de la micro finance qui est un secteur évoluant dans un environnement complexe et confronté à des défis de taille oblige WAGES qui est un système Financier Décentralisé à mettre en place une politique de gestion des ressources humaines, moderne, efficace et source de satisfaction tant pour son personnel que pour la clientèle. Cette politique conduit à la performance de WAGES qui dépend étroitement de la confiance dont elle bénéficie au quotidien de la part des clients. Cette confiance constitue un indicateur de performance dans la mesure où elle vient récompenser la qualité des services offerts par WAGES. Pour préserver cet avantage concurrentiel et suivre voire anticiper sur l'évolution du marché de la microfinance, WAGES au cours de cette année 2022 malgré la situation économique mondiale et les corolaires de la guerre en Ukraine, a poursuivi des efforts de renforcement des capacités de son personnel et des administrateurs.

Ainsi, les actions entreprises au cours des années antérieures ont été accentuées en 2022.
Au cours de l'année 2022, l'effectif du personnel a augmenté à cause du recrutement de personnel pour les 3 nouveaux guichets de WAGES (Adéticopé, Agbavi et Kara) d'une part et le renforcement de l'effectif dans les autres agences et directions d'autre part.

En fin d'exercice 2022, les statistiques concernant la gestion des ressources humaines se présentent comme suit :

- L'effectif total est de 402 employés contre 368 employés pour l'année 2021.
- Le nombre d'employés sous contrat à durée indéterminée est passé à 267 contre 257 en 2021.
- On note 135 employés sous contrat à durée déterminée contre 111 en 20201et 29 stagiaires en 2022 contre 21 en 2021.

Restant toujours fidèle à sa politique de participation au développement et d'assistance à la jeunesse et aux populations démunies, au cours de cette année 2022, malgré la conjecture financières, WAGES a continué par accorder des stages à des jeunes sortis des écoles ou universités afin de leur permettre de rédiger leurs mémoires ou de leur offrir la possibilité de comprendre les réalités du monde professionnel.

Tableau N°17 : EFFECTIF TOTAL DE WAGES

La situation de l'effectif du personnel au 31-12-2022 se récapitule comme suit :

Employés	Total
Permanents	267
Contrat à durée déterminée	135
TOTAL	**402**

Tableau N°18 : EFFECTIF TOTAL PAR AGENCE ET PAR SEXE

Le niveau d'effectif de WAGES démontre sa participation dans la lutte contre le chômage et au développement du TOGO.

Sur ces six dernières années, l'évolution de l'effectif du personnel de WAGES se présente comme suit :

AGENCES	Hommes	Femmes	Total
LOME-SIEGE	43	13	56
AGUIAR-KOME	18	23	41
HEDJRANAWOE	13	10	23
AKODESSEWA	19	13	32
BAGUIDA	04	09	13
ADIDOGOME	12	20	32
AGOE	21	22	43
TSEVIE	09	05	14
SOKODE	07	06	13
AGBODRAFO	09	09	18
ATAKPAME	15	06	21

ANEHO	06	05	11
AVEDJI	10	16	26
ANIE	07	05	12
SOTOUBOUA	04	02	06
PAGALA-GARE	04	00	04
KABOLI	08	06	14
KARA	03	05	08
HAHOTOE	05	01	06
KPALIME	06	02	08
TOTAL	225	177	402

Tableau N°19 : EVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL SUR 6 ANS

	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Nombre total de salariés	**295**	**319**	**337**	**349**	**368**	**402**
Personnel de direction générale (cadres dirigeants)	1	1	1	1	1	1
Directeurs et responsable pôle	5	5	5	5	5	7
Responsable	10	10	09	09	08	08
Chef d'agence	15	14	14	14	14	12
Responsable guichet	3	6	9	10	08	20
Chargés d'Epargne et de crédit	107	78	82	78	80	75
Personnel administratif (secrétaires, gestionnaire de risque, caissiers contrôleurs internes, comptables …)	127	134	120	151	151	154
Personnel de soutien (gardien, coursier, chauffeurs)	15	15	15	16	11	15

Agents de Tontine	50	69	81	103	105	110
Stagiaires	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**295**	**319**	**337**	**349**	**368**	**402**

Tableau N°20 : EVOLUTION DU PERSONNEL PAR SEXE SUR 6 ANS

Nombre total de salariés	2017	2018	2019	2020	2021	2022
TOTAL	**295**	**319**	**337**	**349**	**368**	**402**
HOMMES	188	194	196	194	214	225
FEMMES	107	125	141	155	154	177

L'effectif de 402 employés obtenus au 31-12-2022 est le résultat d'un mouvement d'employés constaté au cours de l'année 2021 par rapport à l'année 2020.

Stagiaires

Au cours de l'exercice 2021, WAGES a accordé 29 stages aux jeunes sans emploi. La plupart de ces stagiaires sont des étudiants en fin de cycle de formation des Centres de formation professionnelle et ont écrit leur mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention de leur diplôme ou pour l'acquisition de l'expérience professionnelle.

Départs

Durant l'exercice 2022, trente-deux (32) employés ont quitté WAGES soit par démission (18), fin de contrat (09), licenciement à la suite des malversations (5) ou par retraite (02).

Tableau N°21 : FORMATION SUIVIE EN 2022

Au cours de l'année 2022, à l'exception des sensibilisations du personnel sur les différents sujets, Cent seize (116) personnes y compris les clients (460) ; membres du personnel (31) et de l'Assemblée Générale, Conseil d'administration et de surveillance (14) ont été formés.

Aussi certains employés ont également été inscrits pour d'autres formations proposées par des partenaires et dont les thèmes ont été jugés opportuns.

Formation du personnel :

THEMES	Nombre de jours	Nombre de participants	Type de participants	Type de prestataire
Outils et démarches pour préparer et conduire efficacement les entretient d'évaluations annuelles	01 jour	04	Membres du personnel	SENAKPON COACHING ET TRAINING
Améliorer la gouvernance et l'excellence au sein des SFD	03 jours	02	Membre CA et CS	APSFD TOGO
Rôle et responsabilité des administrateurs ;	03 jours	12	Membres CA et CS	Consultant

l'analyse du portefeuille à risque et contrôle des comptes.				
Traitement rapide des opérations de caisse et caractéristiques particulières des billets de banque	01	02	Membres du personnel	APSFD TOGO
Analyse de la santé financière des SFD par la qualité du reporting	01 jour	02	Membre du personnel	APSFD TOGO
La transition écologique et Sociale	03 jours	01	Membre du personnel	MAIN
Booster la posture managériale du chef d'agence	01 jour	01	Membre du personnel	APSFD
Reband Your Leadership	01 jour	16	Membre du personnel	SENAKPON
Contrôle permanent et ses outils et la conformité dans les SFD	01 jour	02	Membre du personnel	APSFD TOGO
La fixation des objectifs avec précisions et clarté à la gestion axée sur les résultats (GAR) pour plus de résultats dans les entreprises et	02 jours	01	Membre du personnel	APSFD TOGO

organisation				
Gestion de crédit et épargne	03 jours	140	Clients	MISSIHOUN Yaovi
Finance individuelle	01 Jour	37	Clients	MISSIHOUN Yaovi
Marketing	01 Jour	36	Clients	MISSSIHOUN Yaovi
Entreprenariat Coopératif	02 Jours	71	Clients	MAGLO KOSI
Techniques Culturales	03 jours	107	Clients	BADJENE Kossi
Stratégie de commercialisation	2 jours	69	Clients	MISSIHOUN Yaovi

Afin de permettre aux employés d'être performants et de répondre efficacement aux exigences du marché de la microfinance, WAGES a mis plus l'accent sur les sensibilisations en interne pour l'année 2022.

Certains membres du Conseil d'Administration, du Comité de direction et du personnel ont eu à participer à certaines formations et ateliers. Les statistiques obtenues pour cette année 2022 sont les suivantes :

Relations avec la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

a) Déclaration de travailleur

Conformément aux dispositions en vigueur, tous les employés de WAGES sont systématiquement déclarés à la CNSS dès leur recrutement.

b) Cotisation à la CNSS

Les provisions pour cotisation à la CNSS ont été constituées et régulièrement versées à la CNSS à la fin du mois d'imposition.

Par ailleurs, les déclarations nominatives trimestrielles de salaire ont été convenablement préparées et transmises à la CNSS dans les délais requis.

c) Relations avec l'administration des impôts (OTR) :

A l'instar des Institutions mutualistes et sous le couvert des dispositions de l'article 30 et suivant la loi No. 95-014, WAGES est exonéré de l'impôt fiscal patronal et de l'impôt sur le résultat des activités d'épargne.

Par contre tous les employés de WAGES se sont régulièrement acquittés du paiement de l'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques (IRPP).

De même WAGES s'est régulièrement acquittée de toutes les autres taxes, les taxes sur valeurs locatives, etc…

d) Relations avec les fournisseurs et prestataires

Dans sa politique de maîtrise des charges de l'institution, la direction générale a poursuivi les analyses de prix/qualité auprès des prestataires permettant ainsi à l'institution de réduire ses coûts de fonctionnement.

VI- ACTIVITES DU DEPARTEMENT INFORMATIQUE

1- VI-1- Réseaux et télécommunication

1.1- Câblage et interconnexion des nouvelles agences de WAGES

Dans sa politique d'expansion au Togo et dans le but d'être toujours plus proche de sa clientèle, WAGES, au cours de l'exercice 2022, a ouvert sa première agence dans la région de la Kara précisément dans la ville de Kara et deux (2) nouveaux guichets situés dans les zones de Adéticopé et Agbavi.

Ces trois (3) guichets ont été interconnecté avec le réseau d'interconnexion existant de l'institution afin de permettre aux clients de ces dites localités de bénéficier de tous les services offerts par WAGES et pouvoir effectuer toutes les opérations de caisse dans toutes les agences et guichets interconnectés de la région maritime et plateaux.

Les clients des autres agences peuvent également effectuer des opérations de caisses dans ces nouveaux guichets.

2- Projet avec le FNFI : Digitalisation des services d'épargne et crédit APSEF pour les agents de terrain

Dans le cadre du développement d'activités de WAGES et vue l'importance de l'innovation vers les nouvelles technologies, l'institution a démarré au cours de cette année 2022 avec son partenaire FNFI, des travaux d'implémentation et des tests de mise en place d'un service pour la collecte d'épargne et le remboursement des crédits en ligne sur les Smartphone ou terminaux POS.

L'objectif poursuivi par les deux institutions est de mettre en place une plateforme en ligne et qui sera déployé sur les terminaux ou smartphones pour permettre aux agents de pouvoir collecter et enregistrer les opérations de remboursements des clients directement sur le terrain.

Le projet vise dans un premier temps les crédits du partenaire (crédits FNFI) mais pourra par la suite être utilisé pour tous les autres types de crédit que bénéficie les clients.

3- Formation sur la Digitalisation des services de Collecte : Tontine par des terminaux POS

Au cours de l'année 2022, le processus de la digitalisation des services de la tontine s'est poursuivi par la formation de nouveaux agents collecteurs et responsables guichets sur l'utilisation des terminaux POS pour effectuer les opérations de collectes auprès des clients.

Il s'agit des agents des nouvelles agences comme Kara, Agbavi et Adéticopé

Statistique des Formations : Gestion de la tontine sur les terminaux POS

Thème	Nombre de Participants	Profil
Formation sur la Gestion de la tontine sur les terminaux POS	**15**	• **Agent de la Clientèle** • **Agent de la tontine** • **Responsable Guichet**

4- Objectifs de l'année 2023

Pour l'année 2023, plusieurs challenges et objectifs doivent être réalisés. On peut citer :

- Mise en place d'une liaison backup (secours) pour l'interconnexion des agences de la région des Plateaux et Centrale et Kara ;
- Finalisation du projet FNFI de digitalisation des services d'épargne et crédit pour les agents de terrain ;
- Ouverture d'agence dans la région des Savanes (Cinkassé) et d'autres guichets avec les travaux d'interconnexion au réseau WAN de l'institution ;
- Test pour Migration du Système d'Information et de Gestion PERFECT de sa version 6.3 vers la version 6.4 ;
- Réflexion et Tests du système d'information et de gestion Web de CAGECFI ;
- Suivi des projets sur l'interopérabilité des services financiers numériques de la BCEAO.

VII- ACTIVITES DE LA DIRECTION JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

La Direction juridique et du contentieux a mené ses activités au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2022 suivant le planning des activités de l'exercice arrêté au début de l'exercice dont s'agit. Le présent rapport comporte trois volets essentiels prenant en compte les trois aspects relevant de ses compétences en savoir : les aspects juridique, judiciaire et du recouvrement.

VII-1- Les activités juridiques

L'aspect juridique renferme tout ce qui peut, au sein de l'institution, relever des relations avec la gestion des affaires juridiques en rapport avec les clients, le personnel et les divers partenaires et dont l'appréciation et la discussion peuvent plus ou moins se baser sur des avis juridiques en vue d'éviter à l'institution tout éventuel conflit susceptible de nuire à son image, à sa réputation et à ses intérêts.

En effet, les différents départements ont souvent eu recours aux conseils d'orientation des services juridiques dans leur prise de décision et surtout lorsqu'il s'était agi de la rédaction des actes juridiques ou de la prise de certaines décisions à caractère juridique devant s'appliquer soit au personnel soit aux clients ou aux tiers. Cette collaboration a été beaucoup plus étroite dans le domaine de la gestion des dossiers du personnel.

Au niveau opérationnel, les outils de travail comme les fiches de contrat d'emprunt, de cautionnement, les mesures de sureté adossées aux crédits et autres ont fait l'objet d'un suivi rapproché pour mettre l'institution à l'abri des pertes qu'elle pourrait enregistrer.

Sur le plan gouvernance institutionnelle, les organes se réfèrent au point de vue du département juridique pour un bon fonctionnement dans le respect des textes législatifs, statutaires et règlementaires.

VII-2- Les actes judiciaires

Les actes judiciaires sont ceux relatifs aux litiges nés entre soit WAGES et ses clients, soit entre WAGES et les tiers ou entre elle et son personnel dont l'appréciation est soumise aux autorités judiciaires compétentes. WAGES a été souvent représentée à ces procès par le biais de sa direction juridique et contentieux.

Elle n'a pas non plus manqué de l'assistance des auxiliaires de justice que sont les avocats et huissiers avec qui elle travaille.

Au 31 décembre 2022, l'institution totalise trente-quatre dossiers en contentieux dont vingt-quatre (24) en recouvrement devant les cours et tribunaux portant sur un montant total de deux cent quatre-vingt-douze millions six cent dix-huit mille neuf cent sept (292 618 907) francs CFA et se répartis entre les auxiliaires tel que figuré dans le tableau suivant.

Tableau N°22 : Dossier contentieux

N°		DOSSIERS	Mt du Crédit	Année de Naissance	Solde Restant	AGENCE
1	ATTOH-MENSAH	COSITO SARL/ BEBESSIKI	60 000 000	2004	36 000 000	Aguiarkomé
2		Fermiers d'Emmaüs (DABLAKA Amah)	15 000 000	2014	14 697 155	Aguiarkomé
3		De SOUZA Bayi épse DOSSOU	50 000 000	2015	9 467 726	Hédzranawé
4		DJOKOTO Sessou Adjoa	20 000 000	2010	8 716 450	AGOE
5		GBEHOUNOU Gbenahin	12 000 000	2012	2 882 390	Akodesséwa
6		KPADENOU Koffi / KPASSEGNA	20 000 000	2010	16 826 900	Hédzranawé
7		SOCIETE ANKOH	50 000 000	2008	33 123 460	Aguiarkomé
TOTAL			227 000 000	-	**113 984 081**	-
10	AGBAHE	AGBEHONOU Daniel Kokou	15 000 000	2012	2 492 165	Aguiarkomé
TOTAL			55 000 000	-	**13 057 041**	-
11	AZIBLI	NYAGAYA	20 000 000	2011	14 959 896	Aguiarkomé
12		TSETSE Yawa Dzifa	50 000 000	2022	16 187 054	Aguiarkomé
TOTAL			70 000 000	-	**35 501 480**	
13	BOKODJIN	HOUSSA / SEDDOH caution de HOUSSA	10 000 000	2017	4 511 155	Avédji
14		HOUSSOUNOUKPE Josephine	50 000 000	2017	34 210 932	Aguiarkomé
15		ALLAGLOH Kobla	16 000 000	2019	2 305 825	Aguiarkomé
16		TOTO Yao Enyonam	5 000 000	2019	2 937 350	Baguida
17		DAYE Anselme / TETTEH Mawuli	10 000 000	2015	6 076 685	Avedji
18		De SOUZA Mana Délali	50 000 000	28/09/2020	20 106 203	Aguiarkomé
19		AYIDOK Sessime Jean-P	30 000 000	2022	18 299 610	Aguiarkomé
20		AGBOGEE Komi	30 000 000	2022	19 135 952	Hédzranawé
21		DJOBO Afi Koko Epse KERWIN	19 500 000	2022	15 240 040	Aneho
TOTAL			220 500 000		**122 823 752**	-
22	KPADE	Société NICCO SARL U	10 000 000	07/04/2020	2 154 070	Adidogomé
23		COLE Kodjo	20 000 000	31/08/2021	13 097 494	Aguiarkomé
24		DOUTI Kampatib	2 500 000	2022	2 565 865	Akodesséwa
TOTAL			32 500 000	-	17 817 429	-
TOTAL GENERAL			**570 000 000**	**-**	**292 618 907**	**-**

Il est à signaler que la totalité de cet encours est provisionnée et radiée du portefeuille.
Au cours de la même période, l'institution a dénombré 10 dossiers en contentieux dont sept en social relatif à des réclamations de dommages et intérêt consécutif à des arrêts de travail pour divers motifs. Voir la liste dans le tableau ci-après

Tableau N°23 : Contentieux sociaux consécutifs à la rupture de contrat de travail

2

N°	Nom et prénoms	Motif du contentieux	Date de mise en procédure	Montant demandé	Evolution de la procédure	Avocats
1	TOGBEDJI Kankoé	Licenciement	2015	20.000.000	Tribunal de travail	Me Agbahey
2	HOINSI Ayikoolé	Licenciement	2015	20.000.000	Tribunal de travail	Me AGBAHEY
3	ADANDO Kokou Mawufé	Démission que le requérant tente de faire qualifier en licenciement	2018	85.678.367	Cours d'appel de Lomé	Me BOKODJIN
4	NASSIROU Ramanou	Démission d'office prononcée par la CBU non accpté par le réquerant	2019	315 574 595	Cour suprême	Me KPADE
5	UDEAGHA Ijeoma Grâce	Licenciement	2021	36.622.697	Tribunal de travail	Me AZIBLI
6	MAPAOU Essona	Fin d'un CCD non accepté par le requérant	2021	26.494.923	Tribunal de travail	Me KPADE
7	GUIMGA Di'Eraméguébe	Licenciement	2021	152.143.363	Tribunal de travail	Me AZIBLI
8	AKOUMANY Nuviyé Kodzo Domefaa, Ct° hyp de GBO Ablavi	Procédure en liquidation d'astreinte	2020	2 000 000	En cours à la cour d'appel	Me KPADE
9	SUNU BANK/ DIBOGO Bassirou/ Yerima Larba épse KORIKO	Procédure contre SUNU BANK en obtention du titre hypothéqué à SUNU après la dation en paiement en faveur de WAGES	2021		En attente de l'expédition pour enrôlement à la CCJA	Me BOKODJIN
10	Terrain de WAGES à Aguiarkomé (Affaire contre Dame AZIAGAN Ayélé Régine)	Action en revendication de droit de propriété	2022		Renvoi pour RA et production de l'Expédition	Me KPADE

Parmi tous ces dossiers, il y a le cas particulier du dossier NASSIROU Ramanou dont l'affaire est pendante devant la cour suprême et celui de ADANDO. On retient la lenteur des contradicteurs pour une tenue plus accélérée des toutes ces procédures.

Tous ces contentieux sont suivis par la direction juridique et du contentieux.

VII-3- Recouvrement

WAGES, tout comme toute autre institution de microfinance, éprouve parfois des difficultés à faire rentrer convenablement la totalité des montants consentis en prêt. Le département juridique et contentieux a toujours fait face dans la mesure du possible à faire rentrer ces fonds.

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2022, les activités du département ont été consacrées, dans ce volet, au recouvrement des crédits radiés, c'est-à-dire les crédits que l'institution passe en perte et déclasse du portefeuille, puis aux crédits en souffrance dont les clients sont en retard dans le paiement.

S'agissant des crédits radiés, la direction a recouvré au titre de l'année 2022 un montant total de quatre-vingt-dix-huit millions trois cent quatre-vingt-quatre mille (98 384 000) francs CFA en amiable par des agents dédiés et gérés par le département juridique et contentieux. Au niveau des dossiers au contentieux, quarante-quatre millions sept cent quinze mille (44 715 000) francs CFA ont été recouvrés.

Les activités de recouvrement sont suivies au mois le mois et se répartit comme suit dans le tableau ci-après :

Tableau N°24 : Recouvrement par mois (en 000)

N°	Agence	Encours au 30/12/2022	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22	Total
Recouvrement à l'amiable par agence															
1	BAGUIDA	193 638	556	860	610	452	1 454	1 169	1 104	784	959	389	515	8 632	**17 489**
2	AGUIAR	278 446	720	1 410	1 301	802	2 784	1 125	2 077	1 187	1 697	1 409	1 786	2 003	**18 304**
3	AKODESSE	183 071	538	479	662	432	648	440	1 112	1 942	608	482	513	354	**8 214**
4	HEDZ	126 866	1 584	1 009	940	501	889	924	2 098	1 032	1 080	948	868	2 298	**14 177**
5	ADIDO	83 489	301	772	602	721	3 833	1 933	795	336	704	536	866	1 076	**12 480**
4	AGOE-AVEDJI	157 843	346	745	1 124	792	987	828	940	690	701	853	450	328	**8 789**
9	SOK-TCHAOUDJO	92 979	221	189	201	239	211	249	263	267	140	300	345	272	**2 902**
7	TSEVIE	122 064	465	83	324	310	431	297	453	482	478	473	441	730	**4 971**
8	AGBODRAF	62 793	290	105	350	421	299	168	166	168	148	253	349	68	**2 790**
7	SOTOUBOU	21 895	20	2	40	54	42	28	7	9	4	11	97	6	**322**
11	KABOLI	49 395	213	182	182	200	80	302	48	6	41	76	317	178	**1 830**
12	ATAKPAME	43 813	367	333	246	157	230	217	168	33	38	97	13	114	**2 018**
13	ANIE	20 775	10	49	102	78	2	31	5	16	5	5	30	65	**402**
14	KPALIME	15 720	51	574	97	13	135	58	261	124	21	438	58	339	**2 172**
15	PAGALA	59 135	14	76	23	2	2	18	6	24	3	23	8	729	**932**
16	ANEHO	37 902	0	0	5	10	0	35	62	23	34	15	11	304	**500**
17	HAHOTOE	3 752	15	0	6	6	9	0	0	4	0	10	22	10	**85**

N°	Agence	Encours au 30/12/2022	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22	Total
Recouvrement à l'amiable par agence															
TOTAL AMIABLE		1 553 583	5 717	6 873	6 820	5 195	12 042	7 830	9 570	7 135	6 665	6 323	6 695	17 513	98 384

N°	Contentieux	Encours au 30/09/2022	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22	Total
Recouvrement par voie judiciaire et de crédit personnel en pertes															
1	Souffrants	121 771	836	1 059	0	0	0	0	0	0	661	0	500	2 605	**5 661**
2	Pertes	363 844	4 000	22 855	0	77	920	110	4 500	0	1 850	600	3 300	500	**38 715**
3	Perte personnel de WAGES	4 796	0	0	10	0	118	65	55	0	50	44	0	0	**342**
TOTAL CONTENTIEUX		**490 411**	**4836**	**23 914**	**10**	**77**	**1 038**	**175**	**4 555**	**0**	**2 561**	**644**	**3 800**	**3 105**	**44 715**
TOTAL GENERAL		**2 043 995**	**10 553**	**30 788**	**6 830**	**5 272**	**13 081**	**8 005**	**14 125**	**7 135**	**9 226**	**6 968**	**10 496**	**20 619**	**143 103**

VII-4- Difficultés rencontrées et les mesures de redressement

Deux difficultés principales ont ralenti les activités de la direction Juridique. Il s'agit de la gestion des dossiers contentieux pendants devant les instances judiciaires et le recouvrement des crédits déclassés.

Les dossiers contentieux connaissent une certaine lenteur dans leur règlement ; ce qui est souvent due à la nature même des procédures judiciaires. Signalons que très souvent, le conseil de la partie adverse se livre à des dilatoires qui retardent bien souvent les décisions judiciaires.

Le recouvrement des crédits déclassés est souvent heurté à l'insolvabilité et à la mobilité délibérée des débiteurs et de leurs cautions.

VIII- GESTION DES PROJETS

VIII-1- partenariat avec WSM

Rappel d'indicateurs d'output, planifiés pour 2022 par famille d'activités du service concerné *(remplir dans la ligne suivante- jaune).*

Famille d'activités 1 : Organiser les groupes cibles

Au total 585 personnes dont 480 femmes et 100 jeunes touchées par les divers services repartis comme suite :

- 25 autorités locales (chefs, notables, présidents CVD et CDQ) sont impliquées pour l'appropriation du programme.
- 400 personnes dont 350 femmes et 50 jeunes sont sensibilisés sur la notion de groupement
- 130 réunions de mise en place des GS et groupements réalisées
- 05 groupements sont constitués de 45personnes dont 27femmes et 05 jeunes et
- 15 GS sont constitués de 65 membres dont 45 femmes et 05 jeunes
- Les textes juridiques de 5 groupements sont élaborés et adoptés au cours des AG.
- 05 AG sont tenues pour 7 groupements de 50 membres dont 30 femmes et 12 jeunes.
- 05 IES sont accompagnés pour la gestion de leur structure et ont acquis des documents à cet effet
- 4 CVD sont accompagnés en dynamique communautaire
- 05 groupements sont accompagnés pour l'obtention de leurs agréments de reconnaissance

Famille d'activités 2 : Sensibilisations

- Au total 350 personnes dont 210 femmes et 35 jeunes sont sensibilisées sur les différents thématiques
- 150 personnes dont 105 femmes et 25 jeunes sont sensibilisées sur la valorisation et la mobilisation de l'épargne endogène
- 100 personnes dont 55 femmes et 5 jeunes sont sensibilisées sur la protection de l'environnement et les changements climatiques
- 100 personnes dont 50 femmes et 5 jeunes sont sensibilisées sur le genre et l'accès des femmes aux facteurs de production (terres cultivables)
- 100 affiches composées de dépliant, prospectus sur l'égalité du genre sont confectionnées

Famille d'activités 3 : Formation à la base

- 150 personnes dont 115 femmes et 10 jeunes issues de sont formées en gestion de crédit-épargne, finance individuelle et marketing
- 80 personnes (dont 65 femmes et 05 jeunes) sont formées en entreprenariat et plan d'affaire
- 150 personnes (dont 95 femmes et 10 jeunes) sont formées en techniques culturales
- 75 personnes (dont 50 femmes et 05 jeunes) sont formées en techniques de négociation et de commercialisation

Famille d'activités 4 : Formation spécifique

- 06 moniteurs et 55 (dont 45 femmes et 10 jeunes) apprenants formés
- 30 apprenants (dont 20 femmes et 5 jeunes) sont encadrés et suivent les cours en alphabétisation.
- 25 personnes dont 15 femmes et 5 jeunes sont formés en genre et environnement.
- 100 jeunes plants sont mis en terre dans deux villages
- 04 CVD et CDQ ont exécuté leur plan d'action et l'on évalué avec l'ensemble des membres de leur localité

Famille d'activités 5 : Appui-conseil et accompagnement des travailleurs de l'économie informelle

- 135 missions de supervision et de suivi-accompagnement sont réalisées au profit de 200 personnes (dont 155 femmes et 20 jeunes).
- 500 documents de gestion de crédit composés de livret, de formulaire d'ouverture de compte sont acquis
- 150 producteurs de riz/manioc dont 65 femmes et 10 jeunes sont sensibilisés.
- Un cadre d'échange et de réflexion pour l'organisation des filières riz/manioc est créé et fonctionnel.

• 350 membres des GS dont 95 femmes et groupements ont bénéficié de crédit pour la réalisation de leurs initiatives d'économie sociale. • 12 missions de supervision, de contrôle et de suivi des crédits sont réalisées. **Famille d'activités 6 : Plaidoyer et mobilisation communautaire** • 100 personnes dont 70 femmes et 15 jeunes sont informées /sensibilisées sur l'accès des femmes aux terres cultivables. • 10 autorités locales sont informées / sensibilisées sur l'accès des femmes aux terres cultivables. • Un cadre d'échange et de réflexion sur l'accès effectif des femmes aux terres cultivables est mis en place et fonctionnel • 04 émissions radiophoniques sont réalisées afin de susciter la mobilisation des producteurs • **Famille d'activités 7 : Suivi-évaluation du Programme** • Quatre (04) réunions / missions de suivi-évaluations sont réalisées	
Les indicateurs atteints en 2022	1. **Famille d'activités 1 : Organiser les groupes cibles** • Au total 547 personnes dont 378 femmes et 72 jeunes touchées par les divers services repartis comme suite : • 21 autorités locales de 17 villages et quartiers ont pris connaissance des objectifs du programme. Elles ont été impliquées pour l'adhésion de leurs populations. • 355 personnes dont 245 femmes et 40 jeunes ont participé aux séances de sensibilisation sur la notion de groupement. Les séances ont permis la constitution des groupements et groupes de solidarité • 57 réunions ont été réalisées pour la mise en place ou la redynamisation des groupements et groupes de solidarité • 06 groupements de 42 membres dont 25 femmes et 9 jeunes dont 03 nouveaux groupements ont été accompagnés. • 10 GS de 45 personnes dont 35 femmes et 10 jeunes ont été constitués. • 05 GS ont été accompagnés pour l'élaboration de leur règlement intérieur. • 01 AG ordinaire a été tenue par la coopérative GAMESU constituée de 07 groupements avec le renouvellement des membres des différents organes. • 04 IES (Péda kondji, Améyohonou, Aplanou et Akodesséwa) de 60 membres dont 43 femmes et 05 jeunes ont vu leur capacité renforcée en gestion de leurs entités communautaires • 04 CVD (Aplanou, Adidové, Akodesséwa et Yohonou) de 24membres dont 20 femmes et 04 jeunes sont accompagnés en dynamique communautaire • 02 groupements : Bel Ami d'Adankpo kondji et Novissi de Woticopé ont reçu leur attestation d'immatriculation. Attestation dédiée par le service technique du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural, le 12 mai 2022.. **Famille d'activités 2 : Sensibilisations** **Au total 304 personnes dont 245 femmes et 37 jeunes sont sensibilisées sur les différentes thématiques** • 170 personnes dont 149 femmes et 21 jeunes ont été sensibilisés sur la valorisation et la mobilisation de l'épargne endogène • 65 participants dont 50 femmes et 05 jeunes sont sensibilisés sur la protection de l'environnement et les changements climatiques • 69 personnes dont 53 femmes et 11 jeunes sont sensibilisées sur le

	genre et l'accès des femmes aux facteurs de production. • Les affiches n'ont pas été confectionnées **<u>Famille d'activités 3 : Formation de base</u>** **460 personnes (dont 355 femmes et 64 jeunes) formées sur les différentes thématiques** **140 personnes dont 91 femmes et 20 jeunes sont formées en gestion de crédit et épargne, notamment sur :** **- Ce qu'est l'épargne et le crédit** **- Pourquoi faut-il épargner ?** **- A quoi sert le crédit et comment faut-il le rembourser** **37 personnes (toutes des femmes) et 06 jeunes sont formés en finance individuelle, sur :** **- Ce qu'est la finance individuelle** **- Son importance dans la diversification des AGR** **01 session au profit de 36 participants dont 34 femmes et 05 jeunes sont formés en Marketing notamment sur :** **Les règles d'hygiène** **Importance de la publicité pour mieux vendre les produits** **71 personnes (dont 60 femmes et14 jeunes) sont formées en entreprenariat coopératif et associatif et élaboration de plan d'affaires, notamment :** **- L'utilité et l'importance de l'entreprenariat coopératif** **- L'utilité et l'importance d'un plan d'affaire** **107 personnes dont 82 femmes et 10 jeunes ont été accompagnées sur les techniques culturales.** **Le contenu a porté sur :** **L'itinéraire technique de la culture du maïs et du riz** **L'épandage d'engrais** **La lutte contre les chenilles légionnaires** **69 personnes dont 51 femmes et 09 jeunes sont formés en techniques de négociation et de commercialisation notamment :** **Les techniques de négociation de commercialisation** **La notion de réseautage** **<u>Famille d'activités 4 : Formation spécifique</u>** • 87 participants dont 46 femmes et 04 jeunes sont formés en genre er environnement • 82 membres (dont 45 femmes et 06 jeunes) de CDQ/CVD sont formés / accompagnés en élaboration de Plan d'Action Villageois • 02 CDQ/CVD ont été accompagnés dans l'exécution de leur plan d'action **<u>Famille d'activités 5 : Appui-conseil et accompagnement des initiatives développées</u>** • 117 missions de supervision et de suivi ont été réalisées pour 247 personnes (175 femmes et 15 jeunes) • 500 documents de gestion (livrets d'épargne, de tontine et de formulaire d'ouverture) ont été acquis. • • 74 producteurs dont 35 femmes et 05 jeunes ont été sensibilisés sur l'organisation de la filière riz/manioc.

	• 342 personnes (230 femmes et 105 jeunes) ont bénéficié de crédit d'un montant total de 172 330 000FCFA pour la réalisation des AGR • 12 missions de contrôle et de supervision des crédits débloqués réalisées par l'auditeur interne. Cela a permis la vérification opérations de caisse, les pièces comptables et les crédits effectivement accordés aux bénéficiaires. **Famille d'activités 6 : Plaidoyer et mobilisation communautaire** • 85 personnes dont 45 femmes et 15 jeunes et autorités locales de deux villages ont été sensibilisées. Les séances ont permis de susciter l'engagement des populations pour une réelle prise en compte des droits de la femme à la terre. • Rencontre de travail avec les autorité locales et entités locales de 02 villages sur les possibilités de création d'un cadre d'échange et de réflexion sur l'accès des femmes au terres cultivables • Une Emission radiophonique de 60 mn a été animée par les personnes ressources (Chef canton d'Anyron kopé, un agent de l'ONG la Colombe) sur l'accès des femmes aux terres cultivables sur la radio communautaire de Vogan **Famille d'activités 7 : Etudes, recherches et prises de position** 05 réunions de suivi Evaluation dont 01 avec WSM ont été réalisées. Les réunions ont rendu possible la planification et l'évaluation de l'état d'avancement des activités du programme. Des points d'attention ont été relevés pour un meilleur suivi des activités.
Commentaires sur les indicateurs atteints par service Quelles opportunités ou quels facteurs ont permis d'atteindre ces indicateurs ?	• Appropriation de la formation sur les techniques culturales, gestion de crédit et épargne par les bénéficiaires • Application des acquis de la formation par les bénéficiaires • Implication des autorités et communautés dans la mise en œuvre du programme et en particulier sur des thèmes sensibles (accès des femmes aux terres cultivables) • Bonne capacité d'appui-conseil et d'accompagnement de l'équipe du projet. • Augmentation de l'effectif de l'équipe du projet par le recrutement d'un chargé de projet et d'une promotrice de l'épargne endogène
S'ils ne sont pas pleinement atteints, quels obstacles ou défis ont rendu difficile la réalisation de cet indicateur, surtout dans le cas d'activités non-réalisés ? Comment votre organisation a –t-elle géré la situation de COVID ?	• Retard dans le virement des fonds pour la réalisation des activités • Incompréhension au départ du budget total alloué au programme entraînant une adaptation du budget avec réduction des activités. • Indisponibilités des bénéficiaires qui sont occupés par les activités agricoles / difficultés de mobilisation des populations dans certains villages pour des raisons d'ordre endogène.
Si vous avez répondu aux questions de la case précédente, comment votre organisation a-t-elle prévu de gérer ces défis ou est-elle planifiée pour continuer à y faire face ?	• Adaptation des activités selon la disponibilité des bénéficiaires • Intensification des activités de suivi et supervision sur le terrain
Quelle est la leçon la plus importante apprise au cours de la dernière année pour atteindre plus	• L'implication et la participation effectives des autorités locales, des entités communautaires et des bénéficiaires du

et de meilleurs résultats de ce service ((ici on peut relever deux facteurs qui ont rendu possible ou difficile l'atteinte des résultats) (Par exemple : adaptation de la stratégie, actions nouvelles et innovatrices en lien avec le service, ….)	programme à toutes les étapes sont indispensables pour une meilleure appropriation et durabilité du programme

VIII-2- Partenariat avec l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Centre Africain de Formation (INADES FORMATION)

L'objet du protocole d'accord entre l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social – Centre Africain de Formation en abrégé **INADES-Formation**, l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières **(AVSF – CICDA),** la Centrale des Producteurs de Céréales du Togo **(CPC Togo)** et WAGES en 2010 et renouvelé en 2018, est de favoriser l'accès au crédit des organisations paysannes membres de la CPC dans le cadre de l'appui au développement de la filière céréalière au TOGO. Ainsi, l'évolution des activités de 2018 à 2022 se résume comme suit :

Tableau 25 : Evolution de l'activité avec INADES-Formation

INTITULES		Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022
Nombre de crédits octroyés		-	5	3	3	3
Nombre de beneficiares		-	63	36	37	34
Montant total de financement accordé		-	4 823 500	4 439 000	5 586 000	5 775 000
Montant total des encours de crédit		-	4 805 230	4 643 600	5 586 000	5 775 000
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	-	-	204 600	-	-
	Taux	-	-	4%	0%	0%

VIII-2-- Partenariat avec le Secrétariat d'Etat chargé de la Finance Inclusive et du secteur Informel : Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI)

Dans le cadre du programme Accès des Pauvres aux Services Financiers **(APSEF)**, WAGES a signé avec le Fond National pour la Finance Inclusive **(FNFI)** une convention de partenariat le 25 Avril 2014. Les principaux bénéficiaires du programme APSEF sont les femmes et hommes pauvres des zones d'intervention dudit programme. Les activités éligibles aux programmes APSEF sont essentiellement l'agriculture, l'élevage, la pêche, la transformation et la fabrication, le commerce, la restauration, la réparation et l'artisanat, les services. La situation des activités au 31 décembre 2022 est la suivante:

Tableau 26: Evolution des activités avec le FNFI

INTITULES		Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022
Nombre de crédits octroyés		1 544	954	492	279	728
Nombre de beneficiares		5 996	3 692	2 065	1 078	2 773
Montant total de financement accordé		204 410 000	132 550 000	75 200 000	42 345 000	92 610 000
Montant total des encours de crédit		68 727 140	47 152 915	24 480 795	19 631 950	35 078 380
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	16 540 480	5 047 315	2 516 190	920 415	951 500
	Taux	24,07%	10,70%	10,28%	4,69%	2,71%

VIII-3-Partenariat avec SCANNING SYSTEM

En 2020, WAGES a signé une convention de partenariat avec Scanning Systems SA pour servir de crédit aux femmes de CINCASSE menant des activités génératrices de revenu. En effet, Scanning Systems SA dans sa responsabilité sociétale, a décidé d'accompagner les femmes de sa zone d'invention en leur accordant des crédits à travers l'expertise de WAGES. Pour la première année d'intervention, WAGES a accompagné 8 groupements constitués de 61 femmes pour un montant de 5 000 000 FCFA. En 2021 pour le deuxième cycle, WAGES a accompagné 13 groupements constitués de 96 bénéficiaires pour un montant de 10 000 000.

IX- ACTIVITES DE LA DIRECTION AUDIT ET CONTROLE INTERNE

La mise en œuvre du planning annuel 2022 élaboré et validé par le Conseil de surveillance et la Direction Générale, s'est poursuivi à travers les activités de la Direction Audit et contrôle Interne dans toutes les agences de l'institution qui ont reçu les missions de contrôles de caisse, contrôles permanents Agence - siège, des missions d'audit par approche risque et des missions circonstanciées. Les contrôles de caisse et les contrôles permanents ont été réalisés selon un chronogramme mensuel, bimestriel ou trimestriel ou annuel selon qu'il réside un contrôleur interne dans l'agence. De même, il a été réalisé des contrôles permanents trimestriels au Siège. Aussi, une mission d'audit a été effectué par approche risque au niveau des agences de Agbodrafo touchant les aspects comptables et opérations de guichet, crédits, épargne, administratif, informatique et réglementaire ; des missions d'audit du portefeuille au niveau des agences de Kpalimé, guichet de Sagbado et Sotouboua; des missions de contrôle de collecteur à l'agence d'Atakpamé et guichet de Zanguéra . Enfin, il a été effectué des vérifications sur les écritures de régularisation, des inventaires des immobilisations, du stock et de caisse de fin décembre 2022, de même que les rapports des missions d'audit de l'année 2021 dans les agences de Aguiarkomé, Anié, Atakpamé, Pagala, Sotouboua, Kaboli, et Sokodé pour lesquels les missions étaient en cours de finalisation.

D'autres vérifications régulières ont été effectuées sur les opérations portant sur des courriers à traiter et qui relèvent exclusivement de la compétence de la Direction Audit interne, les résiliations du contrat épargne vieux jours, les activations des comptes pour imputation et /ou transfert des crédits en perte sans carnet du client, d'ajout des membres sur les comptes épargnes associations, des duplicatas, le traitement des demandes de changement des signatures, de nom ou de photo dans les carnets, la gestion de l'octroi des dotations de carburant au siège, la gestion des cas de décès et ceci dans le but de s'assurer de leur régularité et de leur fiabilité en amont avant les opérations.

Contrôle permanent et caisse des Opérations dans les agences- Guichet et Points de Service. Les points abordés portent sont les suivants :

Aspect financier et Comptable

- Contrôle de caisse suivi du rapprochement comptable et vérification des écarts corrigés
- Pointage des reçus de caisse
- Recouvrement par Flooz et Tmoney : Ce contrôle consiste à rapprocher lors des pointages de reçus de caisse, les encaissements versés par les agents avec le Registre tenue au niveau du Siège conformément à la note de Service N°008/17 et Mémo du 11 mars 2020.
- Vérification du respect du délai d'encaissement de 7 jours des chèques de dotation reçus du siège. Ce contrôle consiste à rapprocher la date d'encaissement de chèque au niveau de l'agence par rapport à la date d'envoi du chèque par le siège, faire le pointage avec les preuves d'encaissement des chèques, Vérification du respect de la procédure en matière de convoyage des chèques.

- Contrôle du registre de convoyage de fonds : Espèce et d'encaissement de chèques en banques : Vérifier le registre des chèques au siège
- Vérifier l'encaisse maximum en fin de journée à conserver par l'agence conformément à la note de service N°10/WAGES/2020
- Contrôle de la gestion des fiches de retrait d'espèces
  Il consiste à S'assurer de la bonne tenue des registres, S'assurer de la chronologie des fiches de retrait, S'assurer de l'exhaustivité des opérations en faisant le rapprochement du registre tenue à la clientèle avec le brouillard de caisse, S'assurer de l'existence des fiches annulées et bien conservées
- Vérification du fonctionnement des activités de Transfert d'Argent
  Ce contrôle consiste à s'assurer que toutes les plateformes de transfert d'argent (Ria, Money gram, Western Union, Wari…) sont opérationnelles dans l'institution. Ainsi, il est relevé que certaines plateformes restent non opérationnelles et les partenaires fournisseurs de ces services ont été saisis à cet effet mais sans réaction de leur part. De même, les rapprochements des opérations saisies sur le grand livre Déposit Flooz et Tmoney avec celui de la plateforme Etisalat et Tmoney et autres opérations digitales n'ont révélé d'insuffisance majeure.
- Vérification des opérations de retrait d'espèce inter-agence suite à la note d'information du 26 Février 2021- Utilisation de pièce d'identité pour les opérations inter agences
  Ce contrôle permet de vérifier si l'opération est d'une autre Agence et s'assurer de la présentation de la pièce d'identité par le client
- Justification des avances sur petite caisses dans les délais de 72 heures
- S'assurer de l'analyse des comptes effectuée par le comptable suivant conformément au dispositif du 26/09/2019 pour la justification de solde du bilan à WAGES. Il s'agit de verifier si les etats de rapprochement frais de mise en place des dossiers, états de rapprochement des Prime d'Assurance Collectés et ceux versés à SAHAM, états de rapprochement des encours épargne / crédit comptabilité et portefeuille, analyse des soldes des comptes de régularisation actifs et Passif, analyse des débiteurs divers et créditeurs divers, analyse des comptes d'attente actifs et Passif, état de rapprochement des comptes de liaison sont effectués avec correction des écarts éventuels dans les délais. Quelques cas d'absence de rapprochement et d'écart ont été relevés et les recommandations ont été formulées pour leur régularisation.
  Vérification de tous les enregistrements des pièces comptables au niveau de l'agence et les écritures comptables affectant les comptes de dépôts « 25 au crédit » des clients. (Régularité, sincérité, fiabilité.). Ce contrôle a été effectué dans toutes les agences et a permis de relever de cas de comptes de dépôts débiteurs dus au prélèvement de frais de tenue de compte lors des transferts de crédits en perte ou suite au prélèvement de l'épargne vieux jours, la non prise en compte automatique par PERFECT de l'épargne libre et caution lors des transferts de certains crédits pour lesquels la situation a diminué d'ampleur.
  Aussi, l'analyse des comptes « 33 » se poursuit et les suspens sont en cours d'apurement et le dispositif d'analyse des comptes du bilan dans les agences est suivi afin d'éviter que de nouveau suspens.
- S'assurer de la tenue de registre D'incident de caisse, registre de suivi des chéquiers, registre de demande de chéquiers et registre de chéquier finis. Les vérifications ont

permis de relever l'absence de registre d'incidents de caisse qui est régularisé suite au constat.

Aspect réglementaire

- Vérification des formulaires des opérations suspects et de dépôt et retrait supérieur à 15 millions.
- Vérifier la conformité des informations sur les clients et s'assurer du Scan des photos et signature dans la base PERFECT, Vérification du respect du LB/CFT, fiche d'Adhésion BIC
- Affichage dans les agences des frais des services à la clientèle conformément à l'Avis du 26/02/2019
- Application du module BIC dans les agences relatives aux fiches des membres BIC et fiche d'obtention de consentement classés dans les dossiers d'ouverture de compte. (Gestion du Module BIC du 26/07/2017)
- S'assurer de la disponibilité dans les agences de la liste internationale de financement du terrorisme et de sanction financière (UE, France, ONU, OFAC) et de sa consultation à chaque ouverture

Faisant suite aux vérifications, les quelques insuffisances ont fait l'objet de correction ou de recommandations qui sont suivis.

Aspect Epargne

- Vérification du bon fonctionnement des opérations tontine POS.
- Vérification des imputations sur épargne. Ce contrôle a permis de s'assurer de la fiabilité des informations contenues sur la fiche de d'imputation sur épargne pour solder un crédit ou rembourser quelques échéances. Ce contrôle a été effectué dans toutes les agences et aucune anomalie n'est relevée
- Vérification des autorisations des résiliations des EVJ
  Analyse des rapports de contrôles des collecteurs signés par le chef d'agence (Échantillons touchés, taux de risque couverts) conformément à la Note de Service N° 001/WAGES/2020. Il est relevé que ce contrôle de supervision n'est pas systématiquement effectué par les agents de la clientèle ou bien l'échantillon touché a porté sur les inactifs au détriment des comptes actifs. L'audit a réanalyser les échantillons non touchés et a contrôlé ou recommandé des lettres d'explication et le contrôle des comptes dont les délais d'inactivité est inférieur à 1 an ou 6 mois selon des cas. Il est à préciser que le contrôle de supervision au niveau des autres tâches doit être renforcé pour éviter la récurrence des constats.
- Identification des comptes de dépôts à gros risque (Montant >=500 000) et vérifier par sondage représentatif la régularité des opérations de retrait qui y sont effectuées
  Ce contrôle a pour but de vérifier les opérations de retrait effectuées sur les comptes épargne disposant d'un montant de plus de 1 000 000f ou 500 000f selon les agences. Suite aux vérifications, toutes les opérations de retraits sont confirmées par les clients.

- Respect des dispositions en matière d'enrôlement, d'association de Numéro et d'activations des opérations Momo et Vérification des opérations M. BANKING (Brouillard et comptes comptables.

Aspect crédit

- Contrôle de la bonne tenue registre de déblocage de crédit par l'inscription du montant de crédit et signature par les clients dans le registre. Aucune anomalie majeure n'est relevée.
- Contrôle du suivi après déblocage par sondage 20% --- 80% : A ce niveau, l'audit sélectionne un échantillon de clients ayant obtenus de crédit le ou les mois précédents par agence contrôlée et les visites pour s'assurer que le suivi après déblocage est effectué par le chargé de crédit et contrevérifié par le gestionnaire de risque. A cet effet, ce contrôle n'a révélé d'insuffisance qui soit de nature à déclarer que les clients n'ont pas réellement investi les crédits dans les activités objet du crédit.
- Contrôle des crédits entrés en souffrance (retard >60jrs) :
  Le contrôle des crédits en retard de 61-90 jours se fait mensuellement, bimensuellement et périodiquement dans les agences dans lesquels les contrôleurs ne sont pas sur place. Il est ressorti des cas de clients non rencontrés qui sont confiés à la Direction gestion du risque pour poursuivre les recherches avec un compte rendu à la Direction Générale. Ainsi, il est aussi procédé au rapprochement avec la situation des clients non rencontrés préalablement déclarés par les agences selon la directive d'éradication des cas des clients non rencontrés et reçu du DO et DGR et s'assurer de leur suivi. Au cours de l'année 2022, sur un total de 1236 clients visités, 77 n'ont pas été rencontrés et confiés à la Direction Gestion du risque qui mène des actions pour retrouver soit les clients ou les cautions en vue du remboursement du crédit.
- Etude des dossiers de crédits conformément aux procédures : Il s'agit de connaitre la procédure d'épargne et de crédit, Engagement sur l'honneur- COVID (clients) et Reconnaissance –COVID (Caution), Surprime SAHAM pour les clients de 64-70 ans, plus de 70 ans dossiers pour étude au siège, rapport de solvabilité, fiche de consentement, disponibilité de un mois de salaire pour les crédits virements salaire, spécificité des crédits sur domiciliation salaire et virement permanent , l'évaluation des garanties bref s'assurer toujours des conditions actualisées d'octroi de chaque type de crédit conformément à la procédure d'Epargne et de crédit.
- Confirmation du crédit par le client par visite ou appel sur la base du N° de tel figurant sur le formulaire d'ouverture. A cet effet, les clients bénéficiaires des crédits décaissés dans les périodes contrôlées au cours de l'année 2021 ont été joints par téléphone et ont tous confirmé l'obtention des crédits décaissés à l'exception des agences de l'intérieur du pays (Sotouboua et Pagala, Hahotoé) qui ne disposent pas de contrôleur sur place.
- Respect du pouvoir de décaissement dans les agences conformément à la Note Rectificative N°12/WAGES/2020
- Vérification de la validation par le Siège des crédits décaissés dans l'agence conformément à la note de service N°006/WAGES/20 du 01 Avril 2020

- Rapport des gestionnaires de Risque sur les clients de garanties à un tampon conformément au mémo du 14 Juillet 2020. Ce contrôle consiste à s'assurer du suivi fait sur les garanties à un tampon. Aucune anomalie n'est constatée
- Respect du délai d'étude d'instruction. Ce contrôle consiste à s'assurer du respect du délai séparant la demande du crédit par le client et le décaissement du crédit. Il ressort des cas de non-respect du délai d'instruction qui sont des fois justifiées. Pour les cas non justifiés, l'audit a instruit les agents à cet effet.
- Respect de la tenue de fiche d'information complémentaire pour les cas du dépassement de taux de graduation des crédits et du premier cycle de montant supérieur à 10 millions. : Vérification d'avis motivé pour les crédits de plus de 150% d'Augmentation et de 1er cycle supérieur à 10 millions. Les cas constatés lors des contrôles sont soutenus par les fiches d'informations complémentaires conformément aux procédures
- Vérification de l'interdiction des crédits à échéance infini, trimestriel, semestriel et de différés de 8 mois au plus pour les crédits agricole conformément à la note de service N°0012/WAGES/16 et mémo du 05/05/2017
- Vérification de la réactivation des comptes inactifs/gelés.

  Elle a consisté à s'assurer du respect des procédures en matière de gestion de comptes inactifs/ gelés après un an d'inactivité. Ainsi, tous les comptes activés pour opération de retrait par les clients ont fait l'objet de confirmation et les procédures sont généralement respectées.
- S'assurer que les crédits en retard ont été effectivement suivis dès le 1er retard et que les dispositions prévues à cet effet ont été respectés : Rapport de suivi des crédits en retard conformément aux memos du 10/12/2018 et note de service 018/WAGES/19 portant organisation de la matérialisation des actions de suivi et recouvrement des crédits.
- Situation des crédits installés par erreur et non corrigés.

  Le contrôle vise à s'assurer que des crédits installés dans PERFECT ont tous été décaissés. A cet effet, des cas de crédits installés mais non décaissés ont été relevés à cause du refus du crédit par le client suite à la réduction du montant du crédit par le comité ou pour des raisons de voyage du client avant la validation du dossier par le comité de crédit. Les quelques cas ont fait l'objet de correction suite aux recommandations.
- Prise en compte des dépôts lors des transferts des crédits passés en perte.

  A ce niveau, il s'agit de s'assurer de la prise en compte des dépôts à vue et dépôt de caution pour apurer l'encours restant dû lors du transfert de crédit en perte ;

  Ainsi, des cas de non prises en compte des dépôts ou des provisions sur créances ont été relevées et les recommandations ont permis de corriger.
- Vérification des rapports de passation des crédits en perte aux agents de recouvrement s'il y a lieu dans un délai de 7 jours conformément à la note de service N°005/WAGES/2020 : si les clients ont été déclarés identifiés sur les suivis envoyés au Directeur des Opérations et disponibles au siège

  Ce contrôle consiste à s'assurer si les crédits en perte ont été passés aux agents de recouvrement et enfin si ces clients ont été déclarés identifiés sur les rapports de suivis

de crédit mensuels envoyés au Directeur des opérations par les agences. Ainsi la plupart des clients sont déclarés identifiés par les chargés de crédits suivant les fiches de suivi envoyés à la Direction des opérations et les passations ont été effectuées aux agents de recouvrement pour les agences dans lesquelles réside un agent de recouvrement.

- Vérification du rapport de la tenue de journées de recouvrements de crédit radiés dans l'agence conformément à la note de service N° 006/WAGES /2020.
- Suivi des clients non rencontrés lors des missions antérieures
- S'assurer de l'utilisation chronologique et de la saisie des bordereaux de reçus manuels mise à la disposition des agences par le siège pour les comptes des agents de crédits, agents de recouvrement et Agence.
  Ce contrôle vise à s'assurer que les bordereaux délivrés en cas de recouvrement sur le terrain ou à la caisse lors des coupures d'électricité, sont saisies dans PERFECT. Il est relevé que tous les recouvrements par bordereaux manuels ont été reversés aux guichets de WAGES. Cependant, il est relevé la perte d'un carnet de bordereau manuel au niveau de l'agence de Kpalimé mais les contrôles n'ont pas permis d'identifier des cas de fraude lié à cette perte.
- Confirmation par téléphone des recouvrements par bordereau manuel sur les numéros des clients dans PERFECT. En cas de non confirmation, l'auditeur doit visiter le client ou la personne ayant payée pour s'assurer de la conformité des bordereaux délivrés aux clients avec la souche. Ces contrôles ont permis de relevé au niveau de l'agence de Sotouboua des utilisations par le chargé de recouvrement de bordereau dont le montant figurant sur la souche saisie dans PERFECT diffère du montant figurant sur le feuillet délivré au client. L'agent incriminé a été licencié.

Aspect Informatique

- Vérification les erreurs de la période et analyser leur correction par rapport au délai de 8 jours ouvrables conformément à l'avenant des procédures d'intervention informatique du 06/06/2013. Ainsi des cas de non-respect du délai de correction des erreurs ont été relevés et les agents ont été interpelés à cet effet.
- Identifier les attributions des habilitations au cours de la période (demander les preuves) et vérifier les tâches incompatibles en cas de congés, permission.
- Vérification des preuves d'autorisation des modifications et suppression effectuées par les chefs d'agences dans la base PERFECT et des preuves d'autorisation des créations de portefeuille de crédit par les chefs d'agences. Aucune anomalie majeure n'est relevée.

Aspect Sécurité et Archivages

- Respect du dispositif organisationnel et de gestion des clés (Armoire et Portes) de l'agence par le contrôle mensuel du Gestionnaire de Risque.

- Organisation de la sécurité (Locaux, Matériel (bureaux et Informatique)) et de l'archive (Pièces comptables- Reçu de caisse- Dossier de crédit- formulaires d'ouverture de compte- les souches des reçus et autres pièces)
- Vérification de la tenue et la mise à jour du registre de détention des clés dans les agences.

Autres Aspects

- Vérification des rapports de lecture expliquée des procédures de la note de service N°004/WAGES/2018. L'audit vérifie la tenue des réunions de lecture expliquée des procédures et leur disponibilité et quelque cas de non-respect relevés ont fait l'objet de régularisation
- Vérifier les objectifs d'adhésion des clients (5 par trimestre) par le personnel conformément à la note de serviceN°003/WAGES/18.
- Analyse des rapports de contrôle de supervision (Chef d'agence, Gestionnaire de risque, Comptable, gestionnaire tontine).
  Ce contrôle consiste à s'assurer que l'auto contrôle et le contrôle de supervision sont effectués dans les agences et que les rapports sont produits et envoyés à la Direction gestion du Risque. A cet effet, il est relevé que les rapports sont produits mensuellement avec une grande rigueur dans le contrôle de supervision des collecteurs. Cependant, le contrôle de supervision au niveau des autres tâches doit être renforcé pour éviter la récurrence des constats.
- Vérification de l'attribution du carburant des collecteurs conformément à la Note de Service 002/20 et ceux qui sont en congé
- Contrôle de l'assurance que les stocks sont bien gérés et suivis : Ce contrôle consiste à la tenue des fiches de stock dans les agences et pour la gestion des carnets (Tontine et EPI) comparer avec les ouvertures de comptes et duplicata des carnets suivant le dispositif d'authentification des carnets du 28/05/2018. Il est ainsi observé des écarts qui sont justifiés par la suite.
- Vérification du rapport de l'envoi du rapport de la bonne gestion des groupes électrogènes et de l'utilisation du carburant à la DARH conformément à la Note de service N°003/2019 et l'analyser.
  A ce niveau, le contrôle consiste à s'assurer d'un bon suivi de l'utilisation des groupes électrogènes pour une gestion efficiente de la consommation du carburant. Aucune anomalie majeure n'est constatée.
- Vérification du registre de gestion des appareils photo et le cahier de prise de vue dans l'agence.
- Suivi des recommandations des rapports de contrôles de façon permanente.
- Gestion des biens hors usage dans les agences conformément au mémo du 04 Avril 2019 : Ceci consiste à s'assurer de l'élaboration des fiches de transferts et des ventes aux enchères des biens hors usage. Ainsi il est recommandé que les biens hors usage soient vendus aux enchères et sorti d'actifs conformément aux procédures et le processus est en cours.
- Ouverture des boites à suggestion et Transmission des plaintes au Responsables Clientèle

Conformément au dispositif de gestion et de résolution des plaintes et suggestions des clients, il est effectué l'ouverture périodique des boîtes à suggestion dans toutes les agences et guichet de WAGES et les plaintes recensées sont transmises au Responsable Clientèle pour un traitement afin de satisfaire les clients. Aussi il est relevé que certains guichets et agences ne disposent pas de boîtes à suggestion et cette situation a fait l'objet de correction suite aux recommandations.

- S'assurer de la disponibilité dans les agences de la liste internationale de financement du terrorisme et de sanction financière (UE, France, ONU, OFAC) et de sa consultation à chaque ouverture

Aspect Contrôle permanent des Opérations du Siège.

Contrôle au niveau de la Direction gestion du risque

Les actions de vérifications ont permis de s'assurer que tous les bordereaux manuels mise à la disposition des agences par le siège et par le DJC, Vérification de la signature du registre de sortie des garanties (Contrôle et Gestion du risque), Suivi des clients non rencontrés lors des missions antérieures, la vérification des procès-verbaux de tenue de réunion de LBC-FT et Suivi de l'Activité conformément au document de mis en place de la cellule du 27/09/2019. Ces contrôles ont relevé 77 cas de clients non rencontrés pour lesquels la directive portant éradication des cas de clients non rencontrés a été appliquée.

Contrôle au niveau de la Direction Finance et Comptabilité

Le contrôle a porté sur la vérification du dispositif du 04/12/2019 pour la gestion des archives à la Direction Finance et comptabilité de WAGES, conservation des documents comptables au niveau des agences et Siège, vérification des pièces de régularisation et des inventaires de fin d'année conformément à la note de service 023/2019, vérification des justifications semestrielles des soldes des comptes par le siège du 26/09/2019, l'envoi dans les délais du Tableau des Emplois et ressources à la BCEAO suivant le courrier du 01 Mars 2021, le respect du délai de clôtures des journées et des mois, la vérification des pièces des écritures comptables enregistrées dans la base du siège sur les comptes des agences (Ecritures par transfert) afin de s'assurer de leur régularité, sincérité, fiabilité, la vérification des écritures comptables affectant les comptes de dépôts « 25 au crédit » des clients. (Régularité, sincérité, fiabilité), Contrôle de l'assurance que les stocks (Carnet EPI –Tontine, Fourniture de bureau, Carburant) sont bien gérés et suivis, la vérification du respect du délai de justification des avances, vérification de la transmission du rapport mensuel de suivi budgétaire le 30 du mois suivant pour analyse des autorisations reçues en cas de dépassement, vérification du délai d'élaboration des Etats de rapprochement Bancaire le 15 du mois suivant, vérification de l'Etat de paiement des impôts. Ainsi il a été relevé entre autres des insuffisances portant sur le non-respect des délais de justification des avances, suspens sur les comptes de tiers, la non justification semestrielle des soldes des comptes par le siège, l'absence d'immatriculation des immobilisation et qui font l'objet de correction.

Contrôle au niveau du Pôle Administration et Ressources Humaines

Les contrôles ont porté sur la vérification de la prise en compte des frais médicaux à 80 % et à des plafonds, Vérification de la tenue et la mise à jour du registre de détention des clés au siège et s'assurer du contrôle par la Direction Gestion du Risque, Vérification de la Mise à jour des dossiers du personnel, Analyse des pièces justificatives de l'état de concordances et de traitement des salaires, traitement fiscal de la prise en compte des Avantage en nature, Analyse de l'Application de la convention collective, rapprochement des postes contenus dans les contrats de travail des agents par rapport à l'organigramme, le cumul des congés non jouis, analyse des états de recrutement par rapport au niveau minimum requis dans le document d'organigramme et fiches de poste, s'assurer de la mise à jour du Répertoire des fournisseurs, Vérification du respect des procédures pour tous les achats effectués au cours de la période conformément à la procédure d'Achat, Vérification de la mise à jour et suivi de la mise en œuvre du plan de formation, Respect du dispositif organisationnel et de gestion des clés (Armoire et Portes) du siège par le contrôle mensuel du DGR, conservation de la clé du coffret des copies des clés des bureaux et armoire à la DACI.

A la suite des contrôles, il est relevé entre autres la non fiabilité des reversements sur les frais médicaux, absence de suivi et de validation des plans de formation. Pour la gestion des congés, il a été procédé au suivi du planning de congé non joui relevé en 2021 où plusieurs agents ayant cumulé des congés non jouis ont été ramenés à la norme.

Contrôle au niveau de la direction des opérations

Les vérifications ont touché l'analyse de plan de développement de l'épargne en 2020 et 2021 conformément au plan du 30/07/2019, l'ouverture des boites à suggestion et Transmission des plaintes au Responsables Clientèle avec rapport trimestriel et bilan Annuel sur la gestion des plaintes, s'assurer de l'envoi au DO des rapports de suivi des crédits de plus de 60 jours, transmission des états de suivi des clients non rencontrés suivant la Directive, Transmission des données mensuelles relatives au l'impact COVID chaque 5 de mois conformément à la note de service N°009/WAGES /2020 pour la CAS-IMEC.

Aucune anomalie majeure n'est constatée sauf la non concordance des états des clients non rencontrés présentés par la Direction Gestion du risque et la direction des Opérations qui a fait l'objet de correction en décembre 2022

Contrôle au niveau de la Direction Juridique et Contentieux

Ces contrôles ont porté sur la vérification des rapports de réunion du comité de recouvrement, rapport de suivi des dossiers en contentieux et des détournements du personnel, de la tenue des registres des organes, du respect du critère d'éligibilité des membres à organes pour participer à l'AG, le respect du critère d'éligibilité des membres du CA et du CS. Il en ressort des contrôles que certains membres à l'AG ne sont pas à jour dans les cotisations

Contrôle au niveau de la Pole Informatique

Les activités de contrôle ont porté sur la transmission du code d'accès T money Flooz par le chef comptable du siège, le chef d'agence ou Responsable Guichet et caissier à la Direction de l'Audit Interne, Travaux de suivi et de rapprochement des opérations T money et Flooz

effectué par le chef Comptable du siège, le Suivi du Schéma Directeur Informatique 2020-2023, Vérification des preuves de changement au moins une fois tous les ans de combinaison, vérification de l'existence d'autorisation pour les travaux de week-end et jours fériés dans PERFECT, Vérification de la tenue du registre d'accès à la salle serveur conformément au dispositif d'accès à aux salles serveurs (Siège et Hédzranawoé) et s'assurer de la conservation du double des clés à la DACI, s'assurer que l'externalisation des sauvegardes des bases à ECOBANK, s'assurer de la tenue des réunions trimestrielles de comité de crise dans le cadre de la maintenance du Plan de secours Informatique, Réalisation de Tests techniques trimestrielle unitaires, Réalisation de Test Semestriel d'intégration, Réalisation de Test Annuel en vraie grandeur, S'assurer de l'autorisation d'habilitation signé de la DACI a tous les utilisateurs de PERFECT ou tous ceux qui ont eu accès à PERFECT pour un travail ponctuel. (Création d'habilitation par l'informatique), s'assurer de l'autorisation signée de la DACI pour la création du portefeuille (Crédit / de tontine) dans les agences, s'assurer de la Désactivation des habilitations pour les agents ayants été en congé, ayant quitté l'institution ou affecté dans une autre agence sur la base de la liste mensuelle envoyé par le PARH, Vérification de l'attribution des habilitations dans GOMISE conformément au document d'attribution des habilitations, vérification de l'attribution des habilitations dans PERFECT conformément au document d'attribution des habilitations dans PERFECT, Communication des statistiques à Crédit Info Volo par le Pôle Informatique, Vérification de la situation d'enrôlement et d'opération MoMo,Vérification des opérations supprimées, modification par habilitation, vérification du rapport des opérations de remboursements des crédits en historique par les comptables et s'assurer de la désactivation par l'informatique de cette habilitation dans les 24 heures.

Quelques insuffisances ont été relevées et portent sur l'absence d'externalisation des bases, absence de validation de suivi du schéma directeur. Ces manquements constatés ont fait l'objet de recommandations et les corrections sont enclenchées.

Aspect opérations de guichet et rapprochement comptables

Ces contrôles visent à s'assurer de la concordance des soldes physiques et les soldes théoriques brouillard et grand livre caisse, de la fiabilité des opérations de transfert d'argent, et des informations contenues dans le registre de déblocage, le respect des procédures de convoyage et la sécurité des opérations de transfert électronique.

Les contrôles de caisse ont été effectués dans toutes les agences suivant des périodicités mensuelles ou bimensuelles et inopinées. A cet effet, les vérifications des reçus de caisse et des opérations de caisse ont permis de relever entre autres, des constats portant sur le non-respect du délai de correction des erreurs, les manquants et surplus de caisses qui sont tous régularisés à la suite des constats.
Concernant les opérations de transfert de fonds et d'opération de monnaie électronique, des écarts sont relevés entre les grands livres déposit Flooz et T money et le solde électronique qui ne sont pas encore corrigés malgré les relances de WAGES à les opérateurs.

Au niveau de la gestion de l'encaisse, il est observé certains cas de dépassement du solde d'encaisse maximale à conserver en fin de journée dans le coffre-fort dans certaines agences.

Certains de ces dépassements sont justifiés du fait qu'il s'agit des encaissements de montant élevé en fin de journée alors que les banques ont fermé leurs portes. Pour les cas non justifiés, les sanctions ont été prises à l'encontre des agents concernés.

Missions d'Audit et Contrôles circonstanciés

Aussi, lors de la missions d'audit effectué l'agence de Agbodrafo par approche risque au cours de l'année 2022 et les missions de 2021 dont les rapports sont produits en 2022, plusieurs points du contrôle comptables sont abordés et touchent également les contrôles rapprochement remboursement déboursement portant sur les crédits déboursés et ont permis de constater que les crédits déboursés ont été régulièrement comptabilisés dans le même mois et les frais de mis en place du crédit et les frais d'assurance sur les crédits ont été payés conformément à la procédure en vigueur dans l'institution, les écarts entre les frais d'assurance collectés et ceux reversés ont fait l'objet d'analyse et régularisés.

Aspect réglementaire

Ce contrôle a touché le LAB/CFT, le BIC,

Au niveau LAB/CFT et BIC des omissions lors des ouvertures de compte et dans les dossiers de crédits ont été relevés et ont fait l'objet de régularisation.

Aspect Archivage et sécuritaire

Aucune anomalie

Aspect crédit

- **Audit de portefeuille lors des missions d'audit**
  Les audits de portefeuille de crédit lors des missions d'audit ont porté sur le portefeuille de crédit de 25 chargés de crédit pour un encours de 440 236 132 fcfa en retard d'au moins 30 jours et ont touché 690 clients. Les travaux d'audit de portefeuille ont permis de relever 76 cas de clients non rencontrés lors des missions. Ainsi sur recommandations, ces cas ont été transmis à la Direction Gestion du Risque qui continue les recherches qui permettent de retrouver les clients, soit les cautions avec des efforts de remboursement observés de leur part. Aussi, quelques cas de détournement de remboursement qui ont diminué d'ampleur ont été relevés et l'agent impliqué a été licencié.
- **Vérification des recouvrements des crédits déclassés**
  Ce contrôle a porté sur les crédits radiés et suivis par les agents de recouvrement et la vérification des objectifs d'identification des clients. A ce niveau, un échantillon de 475 clients a été visité lors des missions d'audit et ont permis de ressortir pour ceux rencontrés, entre autres des cas d'encaissement de fonds non reversés au guichet, de recouvrement sans délivrance de bordereau manuel. Ainsi les agents impliqués sont interpelés par écrit et ont été licenciés

Aspect épargne

Le contrôle sur l'épargne a porté sur l'épargne à vue et l'épargne tontine.

- Contrôle des épargnes à vue : Ce contrôle a touché 1700 clients pour un encours de 218 440 804fcfa et a permis de rapprocher les soldes au niveau du livret avec celui dans la comptabilité de WAGES. Les écarts constatés sont dus à des frais de tenue de compte ou des intérêts sur compte épargne non positionnés dans le livret, des dépôts sans livrets, retrait non positionné dans le livret, transfert de fonds sur compte Epargne vieux jours sans autorisation. Certains carnets n'ont pas pu être rapprochés pour cause de numéro de téléphone inaccessible ou ne décroche pas, ou encore des clients n'ayant pas honoré leur rendez-vous. Ainsi, l'audit a recommandé le gel des comptes qui ne seront dégelés que cas par cas suite à la présentation des clients au guichet.

- Contrôle test des collecteurs : Ce contrôle a touché 3146 clients avec un encours de 40 484 710fcfa. Précisons qu'un détournement d'un montant de 986 900fcfa a été relevé et remboursé par l'agent et l'agent a été licencié. Aussi des 3 146 clients, un total de 405 n'ont pas pu être rencontrés et qui la plupart sont des clients qui ont cessé de cotiser ou avec des soldes nuls. Certaines faiblesses ont été aussi relevées et ont fait l'objet de recommandations.

Aspect informatique

Ce contrôle a permis de s'assurer de la bonne attribution des habilitations validées afin d'éviter l'attribution incompatible comportant des risques élevés pour l'institution, le maintien du bon fonctionnement du système informatique. De même, la vérification porte sur les corrections des erreurs utilisateurs et logiciels. Les quelques cas relevés portent sur le fait que les habilitations des employés qui ont quitté l'institution demeurent dans la base PERFECT, ou en cas d'affectation des agents, les habilitations ne sont pas systématiquement mis à jour. De même les suppressions et correction effectuées dans le logiciel par tous les utilisateurs sont réguliers. A cet effet, lors des travaux de contrôle, les preuves de suppression sont transmises à l'audit et leur analyse ont permis de conclure qu'elles sont régulières.

Les travaux de fin d'exercice et suivi des inventaires

Le suivi des inventaires et les travaux de vérification des pièces de régularisation ont permis de s'assurer de l'existence physique des immobilisations et la gestion du logiciel des immobilisations, du respect des procédures d'approvisionnement et de la gestion du stock. Les quelques faiblesses relevées ont fait l'objet de rapport comportant des recommandations.

Production de rapport au Conseil d'administration (CA) et au Conseil de surveillance (CS)

A chaque trimestre de l'année 2022, il est élaboré un rapport de synthèse sur les activités du contrôle interne est envoyé au CA faisant ressortir les points saillants des constats de missions de contrôle. Ceci a pour but d'attirer l'attention du Conseil d'Administration sur ces constats en vue de l'amélioration des performances de l'institution.

De même les constats trimestriels saillants sont présentés lors des réunions trimestrielles du conseil de surveillance pour attirer leur attention sur les faits manquants du trimestre. C'est ainsi que quatre (04) rapports synthèses trimestriels sont présentés au Conseil d'Administration et au Conseil de surveillance. De même, il a été tenu les 4 réunions statutaires du conseil de Surveillance.

Production du rapport à l'autorité de tutelle

Conformément aux instructions de la BCEAO, un rapport général de contrôle est produit sur les activités exécutées au cours de l'année 2022 de même que 04 rapports trimestriels sont produits et envoyés aux autorités de supervision à savoir : la BCEAO, la commission bancaire et le Ministère de l'Economie et des Finances.

Suivi des recommandations du commissaire au compte

Les recommandations du commissaire aux comptes sur l'exercice 2020 ont fait l'objet de suivi. Sur 14 recommandations, 7 ont été exécuté, 4 recommandations en cours de réalisation ou réalisé en partie et 3 à caractère continu et fait l'objet de suivi. Toutes les recommandations sont suivies pour leur exécution totale. Aussi à la fin de l'année 2022, il est parvenu le rapport de contrôle interne 2021 qui font l'objet de suivi.

Suivi du plan de d'affaire

Un nouveau plan d'affaire couvrant la période 2021 -2025 a été élaboré par un consultant et la mise en œuvre est suivie par notre direction.

Suivi des recommandations du contrôle interne

Il est effectué un suivi périodique de toutes les recommandations issues des rapports de toutes les missions de contrôle effectuées au cours de l'exercice 2022. Ce suivi permet de s'assurer de la bonne exécution des recommandations. Ainsi sur 537 recommandations formulées, 515 ont été réalisées en cours de réalisation soit un taux d'exécution des recommandations au 31/12/2022 de 95,90%.

Suivi des recommandations de la commission bancaire

La Direction Audit et Contrôle Interne a continué le suivi de la mise en œuvre des décisions de la 98ème session de la commission bancaire transmises à WAGES ainsi que les diligences issues de sa mission effectuée au sein de WAGES du 16 au 30 Aout 2013. Sur un total de 138 diligences, 135 ont été exécutées au 31 décembre 2022 soit un taux d'exécution de 97,83%. Les diligences restantes touchent les fonds indûment perçus, l'établissement des plans parcellaires et d'immatriculation des terrains acquis, l'amélioration du Portefeuille à Risque (PAR).

Portant sur les diligences au nombre de 83 issues de la mission de vérification de la Commission Bancaire du 11 au 29 Mars 2019, 80 diligences sont totalement exécutées soit un taux de mise en œuvre de 96,38%.

Il reste 3 recommandations toutes en cours de réalisation portant sur, les formalités de mutation non encore abouti pour les terrains, la non production automatique des indicateurs de rentabilité et d'activité dans PERFECT et les actions de recouvrement sur les ex-agents de WAGES et clients.

X- ACTIVITES DE LA DIRECTION GESTION DU RISQUE

X-1- Les activités ordinaires de la Direction gestion du risque

Durant l'année 2022, la Direction Gestion du Risque s'est investie avec sérénité sur plusieurs objectifs pour l'amélioration de la gestion et du management du risque, le contrôle permanent dans toutes les activités de l'institution et le suivi de la cartographie de risque.

X-1-1- Organisation au sein de la direction gestion du risque

Sur le plan organisationnel, il y a eu deux (2) recrutements dans la Direction au cours de l'année 2022. Deux départs ont été intimement enregistrés. Toutefois, le dispositif de suivi mis en place pour le contrôle efficace des activités des agences est maintenu et renforcé au cours de la période par un suivi plus rapproché.

Pour maintenir un contrôle de supervision adéquat au sein de la direction gestion du risque, une réunion périodique est instituée avec les gestionnaires de risque. Compte tenu des exigences, seulement une (1) réunion a été tenue au cours de l'année 2022. Plusieurs points ont été abordés lors de cette réunion notamment :

- *Rapport de suivi de la balance âgée,*
- *Le suivi du portefeuille (balance âgée ; décaissement de crédit ; crédits passés en perte…),*
- *Le suivi de la mise en œuvre de la directive sur les clients non retrouvés,*
- *Le suivi du contrôle permanent dans les agences,*
- *Suivi des comptes dormants,*
- *Information sur la recharge des crédits,*
- *Inventaire des dossiers,*
- *Renforcement des diligences sur les clients étrangers et ceux qui sont en location …*
- *Situation des congés des GR,*
- *Divers.*

Les rencontres entre les gestionnaires de risque ont aussi permis de faire le suivi de la mise en œuvre des actions de prévention, de détection et de maitrise des risques référencés par la cartographie des risques et d'évaluer le plan opérationnel annuel de la direction gestion du risque.

X-1-2- Activités réalisées par la direction gestion du risque

A- Activités courantes

- **Les contre-vérifications lors du montage du dossier de crédit**

Le check-list , mis en place pour permettre aux gestionnaires de risques de matérialiser tout le travail de contre vérification effectué lors de l'analyse des dossiers de crédit avec le suivi centralisé au siège, a permis de minimiser les risques de détournement de l'objet des crédits dès le montage, les crédits par personne interposée, les crédits fictifs et de s'assurer que les

gestionnaires de risque des agences effectuent normalement leur travail. Tous les crédits décaissés au cours de l'année 2022 dans les agences ont fait l'objet des contres vérifications sous la supervision du Directeur Gestion du Risque.

Il n'a été enregistré au cours de l'année 2022, aucune fraude majeure liée au décaissement des crédits dans les agences.

- **Les activités des comités de crédit**

Dans chaque agence, les gestionnaires de risque à travers les comités de crédit et les visites de terrain, ont continué la mise en œuvre du dispositif de prévention du risque crédit. Cette prévention est faite à travers l'étude et la validation des dossiers de crédit, le contrôle du respect des procédures, de l'existence physique des clients et des cautions de l'activité, l'analyse de la capacité de remboursement des clients et des cautions et les vérifications de l'existence des garanties matérielles. Les activités des comités de crédit du siège se sont également déroulées normalement au cours de l'année 2022.

Durant l'année 2022, pour toute l'institution, **17 586** dossiers ont été décaissés pour un montant total de **18 789 902 126 FCFA** contre **15 731** dossiers décaissés pour un montant total de **15 953 776 920 FCFA** pour l'année 2021. On note une augmentation de **1855** dossiers correspondant à un montant total de **2 836 125 206**FCFA**.**

En général, les comités de crédit font des efforts dans l'analyse des dossiers de crédit avec une participation active de la direction gestion du risque qui préside les réunions des comités de crédit dans les agences.

- **Le contrôle permanent et suivi des balances âgées**

Pour suivre les activités et assainir le portefeuille, la direction gestion du risque produit un rapport mensuel du contrôle permanent suivant les rapports reçus des gestionnaires de risque ou des chefs d'agence. Ce rapport, permet de détecter des cas de retards avancés afin de proposer des actions rigoureuses pour améliorer la qualité du portefeuille. Certains clients en retard sur lesquels les agences éprouvent de sérieuses difficultés sont convoqués chez le directeur gestion du risque qui appuie régulièrement les agences dans le recouvrement.

- **Le suivi des activités avec le BIC**

Suivant le courrier n°2257/EC/SE du 17 mai 2016 relatif au recueil du consentement des clients dans le cadre du projet de Bureau d'Information sur le Crédit (BIC), la direction gestion du risque a été responsabilisé pour le suivi de la mise en œuvre et le respect des tests réglementaires y afférents. Un état décadaire est produit et envoyer à la BCEAO comme demandé, et les rapports de solvabilité des clients sont édités sur la plateforme BIC par tous les chefs d'agence et permettent le renforcement de l'analyse des dossiers de crédit par les comités de crédit.

- **Le suivi des clients non rencontrés**

Dans le souci de renforcer la gestion du risque crédit et mitiger davantage le risque de crédits fictifs, une directive a été mise en place et toutes les agences doivent produire des rapports et faire un suivi strict afin d'éradiquer la situation des clients non retrouvés.

Cette directive est suivie par la direction gestion du risque à travers les chefs d'agence et les gestionnaires du risque. Au 31 décembre 2022, sur les 622 clients déclarés non retrouvés par les missions de l'Audit interne de 2017 à 2022, 217 crédits sont soldés pour un montant de 56 179 340FCFA, 148 clients ont été retrouvés et suivi pour un encours de 52 425 045 FCFA ; 157clients n'ont pas été retrouvés par les agences pour un encours de 69 433 055 FCFA. Sur les 157 clients non encore retrouvés, 106 cautions sont retrouvées. Le suivi de la situation des clients non retrouvés est rigoureusement fait et la situation s'est améliorée avec la mise en œuvre en 2021 de la directive d'éradication du phénomène.

- **La gestion du suivi des BIA avec SANLAM et la CIF-VIE**

En exécution du contrat qui lie SANLAM assurance à WAGES, la direction gestion du risque est responsabilisée pour le suivi de ce contrat. Ce suivi est fait et le rapport mensuel est produit et transmis régulièrement à SANLAM assurance

Dans le cadre de ce suivi, la déclaration des sinistres est également envoyée en cas de décès des clients sous crédit. Au cours de l'année 2022, 31 cas de décès ont été déclarés pour un encours de 28 140 149 FCFA. Sur ce total, SANLAM assurance a payé 6 542 679 FCFA pour 16 clients et le reste, soit 15 clients pour 21 597 470 FCFA est en cours de traitement. Pour l'année 2022, un total de crédits décaissés de 16 322 995 851 FCFA ont été assurés pour 13 827 crédits.

Notons toujours que, dans le cadre de la mitigation des risques crédits, un contrat a été également souscrit en juillet 2022 avec CIF-VIE pour l'assurance décès et invalidité totale pour les bénéficiaires de crédit. Quatre (4) agences de l'intérieure à savoir : Atakpamé, Notsé, Anié et Kpalimé ont été confiées à CIF-VIE. Au cours de l'année 2022, il n'y a eu que 5 cas de décès pour un montant de 1 395 690 déclaré à CIF-VIE. Le total des crédits assurés pour l'année 2022 s'élève à 1 553 957 775 FCFA pour 2231 crédits.

- **Dispositif de la gestion et retrait des garanties**

Suivant les procédures, un client qui sollicite plus d'un million doit garantir son crédit par une garantie physique (Un terrain et/ou une maison). Ces documents insérés dans les dossiers de chaque client concerné sont gardés et classés dans la salle archive sous la responsabilité de la Direction Gestion de Risque.

Depuis l'année 2016, à la suite des manquements relevés ayant occasionné des fraudes importantes, cette gestion a été centralisée au niveau de la direction gestion du risque et aucun cas de fraude lié à la gestion des garanties n'a plus été enregistré jusqu'à ce jour traduisant ainsi, une maîtrise de ce risque.

Au cours de l'année 2022, on a dénombré au total **325** retraits définitifs de garantie contre 333 retraits en 2021.

A la fin de chaque année, un inventaire des dossiers de crédit est fait dans chaque agence suivi d'un rapport pour s'assurer de l'existence de chaque dossier classé. Ainsi à la fin de l'année 2022, tous les dossiers décaissés ont fait l'objet d'inventaire avec un rapport. Il faut noter que les dossiers à garantie auprès des notaires sont suivis et répertoriés dans un registre. Pour s'assurer de l'effectivité des dossiers chez les notaires un inventaire périodique est prévu et réalisé par l'audit interne.

- **Activations de compte**

Pour un suivi des comptes inactifs, l'activation des comptes des agences interconnectées a été centralisée au siège. Ce dispositif permet de contrôler les comptes inactifs de l'institution et d'éviter que ces comptes ne soient touchés frauduleusement. Ainsi pour qu'un compte soit activé, le client signe la fiche prévue à cet effet, qui sera contre signée par le chef caisse ou le comptable, le chef d'agence et le gestionnaire de risque. Après cela, elle est scannée par la chargée de clientèle de l'agence et envoyée aux gestionnaires du risque du siège habilité à activer le compte après les contrôles de conformité nécessaires. Au cours de l'année 2022, **6.778** comptes ont été activités.

- **La gestion du dispositif des comptes dormants**

Suivant les instructions de la BCEAO sur la gestion des comptes dormants, un dispositif a été mis en place à WAGES depuis 2019 pour le suivi de cette activité. Suivant ce dispositif, le pôle informatique doit produire les états des comptes dormants et qui sont transmis à la direction gestion du risque. Pour le traitement, les actions de recherche des clients sont faites avec les chefs d'agence.

Cette activité se poursuit et les états sont disponibles. Le processus est en cours et dès qu'une décision pour un transfert d'un premier lot à la BCEAO sera actée, les dispositions seront prises.

- **La gestion des carnets EPI, ASSOCIATIONS et TONTINE**

Au cours de l'année 2022, le suivi de la gestion des carnets (tontine, EPI et Associations) sous le contrôle de la direction gestion du risque est maintenu. Tous les carnets sont authentifiés avec des cachets secs avant d'être servi dans les agences afin d'éviter le risque d'utilisation frauduleuse. Au cours de la période, **19 000** carnets EPI, **10 100** carnets tontine et **3 200** carnets épargne KID ont été servis.

- **La gestion des bordereaux manuels**

Pour assainir le portefeuille et faire les opérations de caisse en cas de coupure d'électricité ou de l'instabilité du réseau informatique, l'institution a mis en place des bordereaux de reçu de caisse et de recouvrement. Ces bordereaux sont gérés par la direction gestion de risque afin d'éviter les falsifications et l'utilisation frauduleuse. Durant l'année 2022, **311** bordereaux ont été servis aux agences et points de services.

- **La gestion des reports d'échéances**

Suite à l'avis portant sur le report d'échéances, les clients ont commencé par exprimer les besoins à travers leurs demandes dans ce sens au niveau de toutes les agences de l'institution et la direction gestion du risque a été responsabilisée pour la centralisation et le traitement.

Le suivi de la situation est maintenu durant l'année 2022 et un rapport est envoyé à la BCEAO chaque mois.

B- La gestion du dispositif de lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme (LBC-FT)

La mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC-FT) dès leurs entrées en vigueur dans l'institution WAGES en juin 2011 se poursuit normalement.

Les procédures LBC-FT prévoient des dispositions très strictes pour l'entrée en relation de tout client avec l'institution. Les opérations avec la clientèle sont rigoureusement soumises au respect de ces procédures et le personnel dédié à cette tâche est régulièrement formé et sensibilisé à cet effet.

Le responsable LBC-FT (Directeur gestion du risque) s'assure du respect des procédures LBC-FT à travers des contrôles permanents et périodiques.

De plus, l'institution reçoit régulièrement dans le cadre de ce dispositif de la CENTIF, des lettres de demande d'information auxquelles elle répond avec diligence.

Au cours de l'année 2022, les activités menées dans le cadre de la gestion du dispositif LBC-FT se résument essentiellement aux points suivants :

- **Respect des procédures LBC-FT**

Il est procédé à des vérifications permanentes sur les documents d'identification des clients dès leur entrée en relation avec l'institution afin de s'assurer du bon respect des procédures de LBC-FT. Les cotations des clients prévues dans les procédures sont suivies avec efficacité et les fiches associées sont remplies et bien classées. Les saisies de ces fiches sont faites directement dans le logiciel de l'institution et les dispositions sont en cours pour le renforcement du profilage. L'institution ayant déjà réalisé sa cartographie des risques avec une approche basée sur les risques et ayant couvert les exigences de la LBC-FT, une évaluation des indicateurs de risques est régulièrement réalisée et les ajustements nécessaires sont réalisés et suivis.

Le processus d'identification des clients au niveau de WAGES est très rigoureux et des diligences supplémentaires sont prévues pour certaines catégories (PPE) de clients. C'est ainsi que l'adhésion des personnes politiquement exposées est soumise à une disposition précise pour un bon suivi. Toutes ces adhésions sont approuvées par le Directeur Général après validation du Responsable LBC-FT. Les plans de masse (plans indiquant les domiciles et

résidences des clients) sont établis et ajoutés aux dossiers d'ouverture de compte des clients.

- **Formation et sensibilisation du personnel sur la LBC-FT**

Le personnel ancien est régulièrement sensibilisé et les nouveaux employés sont formés sur les procédures LBC-FT. Au cours de l'année 2022, un total de **vingt-six (26) employés** composé des nouveaux employés, les chefs d'agence et certains anciens employés ont été spécifiquement formés sur le thème :

- La connaissance des clients ;
- Les dispositions lors des opérations suspectes ;
- La communication avec les clients ;
- Les nouvelles dispositions de la loi ;
- La mise à jour des informations sur les clients.

Des séances de sensibilisation et coaching sont fréquemment organisés pour les anciens employés au besoin surtout les gestionnaires de risques lors des réunions périodiques afin qu'ils soient toujours actifs dans le processus.

- **Création et fonctionnement de la cellule LBC-FT de WAGES**

La cellule LBC-FT de WAGES, mis en place en début d'année 2020 a continué normalement ses activités au cours de l'exercice 2022. Au cours de l'année 2022, la cellule LBC-FT de WAGES a tenue deux (2) réunions pour le renforcement de la mise en œuvre et le déploiement du dispositif dans l'institution.

Les rapports sanctionnant ces réunions sont disponibles et bien classés

- **Echanges avec les autorités de tutelles : BCEAO/ CBU/ la CENTIF et l'OCRTIDB**

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de LBC-FT et suivant les dispositions règlementaires, le rapport sur la mise en œuvre du dispositif de LBC-FT concernant l'exercice 2021 a été produit au cours de l'année 2022 et envoyé à la BCEAO, à la Commission Bancaire, à la CENTIF et à la CAS-IMEC dans les délais.

Les relations avec la CENTIF ont continué normalement au cours de l'année 2022. Sur la période, quatre (4) courriers de demande d'information de la CENTIF portant sur un total de neuf (9) clients personnes physiques et deux (2) personnes morales ont été traités envoyés.

De même, les rapports mensuels de l'année 2022 portant sur les opérations de dépôts et retraits supérieurs ou égaux à 15 millions de F CFA suivant les dispositions de l'instruction N°010-09-2017 relatif au dispositif LBC-FT ont été préparés et transmis aux autorités de tutelles.

Sur la période, trente et un (31) réquisitions à personne qualifiée de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Drogues et du Blanchiment (OCRTIDB) ont été également traitées et retournées.

C- Les activités d'analyse et de suivi de la cartographie de risques.

➢ Suivi des indicateurs de risque

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de la Direction Gestion du Risque et suivant le dispositif de gestion des risques de l'institution, les reporting suivants ont été préparés au cours de l'année 2022 aux dates et périodes prévues.

- Reporting sur la mise en œuvre du suivi après déblocage des crédits par agence ;
- Reporting des états de rapprochement bancaire ;
- Reporting sur les indicateurs de risque ;
- Reporting sur les comités de crédit ;
- Reporting sur le contrôle permanent ;
- Reporting sur les retraits et dépôts supérieurs à 15 millions ;
- Rapports des comités de crédit du siège et comité intermédiaire.

Au cours de l'année 2022, l'analyse des activités à travers les indicateurs des différentes catégories de risques, a été menée.

✓ Risque de crédit

Il existe dix (10) indicateurs pour cet aspect. A fin décembre 2022, cinq (5) sont respectés et cinq (5) indicateurs ont une bonne tendance au cours de l'année, mais ne sont pas respectés. Les cinq indicateurs respectés sont :

- ***Le PAR de 1-30 jours ;***
- ***Les provisions sur le montant PAR >90 jours***
- ***Prêts au personnel passé en perte***
- ***Taux de perte sur créances***
- ***Le montant des crédits suivi après déblocage sur le total de crédit décaissé au cours de la période.***

Ceux non respectés concernent :

- ***Le PAR >30 jours ;***
- ***Le PAR >90 jours ;***
- ***Clients non rencontrés ;***
- ***Les impayés sur crédit au personnel ;***
- ***Le taux du portefeuille moyen et long terme sur le total du portefeuille***

✓ Risque de dérive de mission

La norme de cet indicateur est respectée à fin 2022. Le financement de gros crédits (plus de 20 millions de FCFA) au cours de la période est maîtrisé.

✓ Risque de liquidité

Sur les (4) quatre indicateurs pour cet aspect, deux (2) sont respectés. Il s'agit *du seuil d'alerte sur l'encaisse totale et ratio prudentiel non respecté.* Les deux indicateurs non respectés concernent : *l'encaisse agence par rapport au niveau moyen journalier d'épargne retirée et de l'encaisse agence par rapport à la moyenne hebdomadaire des déboursements en espèces*. Malgré le non-respect de ces indicateurs, le suivi de la liquidité est fait de façon assez rigoureuse et le risque est globalement mitigé.

- ✓ **Risque transactionnel et Opérationnel**

On note (12) douze indicateurs de risques opérationnels et transactionnels dont cinq (05) indicateurs sont respectés. Au cours de la période des efforts sont constatés et aucune agence n'est déclarée à haut risque. Le tableau suivant résume la situation de ces indicateurs.

Tableau N°27 : Récapitulatif des indicateurs de risque transactionnel et opérationnel : 31-12- 2022

INDICATEURS DE RISQUES	NORMES	TAUX REALISATION				REALISATIONS
		T 1	T 2	T 3	T 4	
Constats saillant du rapport trimestriel d'audit	Moins de 10	0	0	0	3	Respecté
Gestion des combinaisons, mot de passe et codes (non scellé, oublié, falsifié …)	0 cas d'anomalie constaté	0	0	0	0	Respecté
Etat de rapprochement bancaire élaboré/Etat de rapprochement bancaire à élaborer	Egal à 100%	100%	100%	100%	100%	Respecté
Nombre d'agence à haut risque (Voir rapport d'audit et liste des hauts risques)	Egal à 0	0	0	0	0	Respecté
Taux de correction des erreurs	Egal à 100%	100%	100%	100%	100%	Respecté
Nombre de cas de dépassement de l'encaisse autorisé au coffre	Egal à 0	2	6	2	5	Non respecté : Akodessewa, Hédzranawoe, Agbodrafo et Atakpamé
Nombre d'incidents informatiques (Erreur réseau)	Moins de 5	10	4	7	20	Non respecté : Coupure de liaison, perte de la qualité de certaines liaisons BLR (Zanguéra, Adidogomé, Akodésséwa, Assivito, Agoè, Gbossimé, Kaboli,Tsévié et Pagala)
Nombre des statistiques CAS-IMEC	Egal à 100%	57,10%	52,40%	52,40%	42,90%	Non respecté
Suivi des recommandations du contrôle interne	Egal à 100%	80,35%	98,29%	87,13%	95,90%	Non respecté
Nombre d'incidents informatiques (Erreur Logiciel)	Moins de 5	45	54	60	56	Non respecté
Charge administratives/moyenne total actifs	Moins de 5%	2,96%	5,48%	7,92%	10,46%	Non respecté
Nombre d'incidents informatiques (Erreur Utilisateur)	Au plus 1	18	59	46	40	Non respecté

✓ **Risque de réputation ou d'image et de Dépôt**

Les six (6) indicateurs de cette rubrique sont respectés et concernent : *le pourcentage de plaintes des clients traité ; le nombre de pratiques inacceptables ou erreurs commises volontairement sur les produits d'épargne durant la période ; le détournement sur le compte épargne des clients, le nombre de comptes fermés, le pourcentage d'agence ayant commis de pratiques inacceptables ou erreurs commises volontairement sur les produits d'épargne durant la période et le taux des dépôts à vue sur le total des dépôts.*

✓ **Juridique, Conformité et Ressources humaines**

Sur les sept (12) indicateurs de cette rubrique, huit (8) indicateurs sont respectés à savoir : agence ayant des déficits en poste clés, le nombre de procès et respect de la loi des SFD et des instructions de la BCEAO , nombre de procès perdus, Congés non jouis, agents ayant dépassé les 90 jours de congés non jouis, tenue régulière des réunions de la cellule LBC-FT, formation du personnel sur la LBC-FT, Tenue des réunions du CA et du CS et rotation du personnel au poste (nombre d'année> 3ans (sauf directeurs, responsables et agents de tontine)).

Les quatre (4) indicateurs non respectés sont : *la rotation du personnel (démission ou licenciement), efficacité des recouvrements des huissiers et avocats, le nombre de procès perdus et recouvrement sur les cas de détournement du personnel.*

➢ **Le suivi des risques financiers (états de rapprochement bancaire)**

Pour l'année 2022, **273** états de rapprochement bancaire ont été produits dans les délais sur les **276** requis. **3** états n'ont pas été produits dans les délais.

Globalement, l'institution n'est pas exposée au risque de fraudes financières car le suivi de tous les états de rapprochement est fait de façon rigoureuse durant toute l'année 2022.

➢ **Le suivi des contrôles permanents**

Sur la période, les contrôles permanents de premier niveau et de supervision dont l'objectif principal est de permettre à l'institution d'anticiper plus efficacement sur les risques liés aux non-respects des procédures, aux mauvais suivis et contrôle de supervision des activités sont maintenus dans toutes les agences.

Les fiches de contrôle permanent mises en place pour permettre à chaque agent de procéder à l'autocontrôle et au contrôle de supervision des tâches quotidiennes afin d'atténuer davantage les risques, ont été suivies et exploitées durant l'année 2022.

Au cours de l'année 2022, tous les rapports mensuels ont été produits et plusieurs points sont relevés et corrigés. Globalement, il est constaté une amélioration au niveau de toutes les agences et les erreurs et manquements ont diminués.

DEUXIEME PARTIE :

ETATS FINANCIERS EXERCICE 2022

ETATS FINANCIERS EXERCICE 2022

- DIMF 2000 : BILAN VERSION DEVELOPPEE

- DIMF 2000 : HORS BILAN VERSION DEVELOPPEE
- DIMF 2080 : COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPPEE
- DIMF 2005 : Tableau des emplois et des ressources,
- DIMF 2006 : Etat des biens donnés en crédit-bail et opérations assimilées,
- DIMF 2007 : Etat des biens détenus dans le cadre de la concession,
- DIMF 2008 : Etat des biens détenus dans le cadre de la clause de réserve de propriété,
- DIMF 2009 : Détail du compte « 6221 – Personnel extérieur à l'institution »
- DIMF 2010 : Etat des crédits en souffrance,
- DIMF 2011 : Etat des informations annexes,
- DIMF 2011 – 1 : Etat des engagements par signature,
- DIMF 2012 : Etat de l'encours des crédits des dix (10) débiteurs les plus importants du SFD
- DIMF 2013 : Etat de l'encours total des prêts aux dirigeants, au personnel ainsi qu'aux personnes liées,
- DIMF 2014 : Etat des ressources affectées et des crédits consentis sur ressources affectés,
- DIMF 2015 : Etat des valeurs immobilisées,
- DIMF 2016 : Etat d'affectation du résultat,
- Etat de traitement de la réévaluation
- ETAT RECAPITULATIF DES RATIOS DE WAGES AU 31/12/2020

BILAN VERSION DEVELOPPEE

DIMF 2000

Etat : TOGO

Etablissement : ONG WAGES & CRRC

Date d'arrêté : 2022/12/31 D : AA0 F : XX/NT:XXX

P : A N.S. : TOG X/XX M : 1 (En Francs CFA)

Code poste	ACTIF	2022			2021	Code poste	PASSIF	2022	2021
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET			NET	NET
A01	**OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES**	**4 637 571 262**	**-**	**4 637 571 262**	**4 451 025 046**	F01	**OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES**	**1 519 812 827**	**738 983 083**
A10	**VALEURS EN CAISSE**	**180 964 967**	**-**	**180 964 967**	**327 771 750**	F1A	**Comptes Ordinaires des Institutions Financières**	**8 280 253**	**9 785 040**
A11	**Billets et monnaies**	180 964 967		180 964 967	327 771 750	F2A	**AUTRES COMPTES DE DEPOT DES INSTITUTIONS FINANCIERES**	**-**	**200 000 000**
A12	**COMPTES ORDINAIRES CHEZ LES INSTITUTIONS FINANCIERES**	1 006 606 295		1 006 606 295	1 363 253 296	**F2B**	Dépôts à terme reçus	-	200 000 000
A2A	**AUTRES COMPTES DE DEPOTS CHEZ LES INSTITUTIONS FINANCIERES**	**3 450 000 000**	**-**	**3 450 000 000**	**2 760 000 000**	**F2C**	Dépôts de garantie reçus	-	-
A2H	Dépôts à terme constitués	3 450 000 000		3 450 000 000	2 760 000 000	**F2D**	Autres dépôts reçus	-	-
A2I	Dépôts de garantie constitués	-		-	-	F3A	**COMPTES D'EMPRUNTS ET AUTRES SOMMES DUES AUX INSTITUTIONS FINANCIERES**	**1 483 661 682**	**507 074 653**
A2J	Autres dépôts constitués	-		-	-	F3E	Emprunts à moins d'un an	24 707 980	2 174 649
A3A	**COMPTES DE PRETS AUX INSTITUTIONS FINANCIERES**	**-**	**-**	**-**	**-**	F3F	Emprunts à terme	1 458 953 702	504 900 004
A3B	Prêts à moins d'1 an	-		-	-	F50	Autres sommes dues aux institutions financières		
A3C	Prêts à terme	-		-	-	F55	**RESSOURCES AFFECTEES**	**21 438 999**	**21 438 999**
A60	Créances rattachées	-		-	-	**F60**	**Dettes rattachées**	**6 431 893**	**684 391**
A70	**COMPTES DE PRETS EN SOUFFRANCE**	**-**	**-**	**-**	**-**				
	Prêts immobilisés	-		-	-	**G01**	**OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS**	**14 296 961 359**	**12 689 813 649**
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus	-		-	-	G10	Comptes ordinaires	7 590 837 974	6 673 503 945
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	-		-	-	G15	Dépôts à terme reçus	297 082 000	144 260 000
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	-	-	-	-	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	1 521 476 840	1 451 379 508
						G30	Autres dépôts de garanties reçus	4 803 986 795	4 324 703 501
B01	**OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS**	**14 965 673 265**	**315 054 018**	**14 650 619 247**	**12 464 054 280**	G35	Autres dépôts reçus		
B2D	Crédits à court terme	5 995 053 862		5 995 053 862	4 989 029 550	**G60**	**Emprunts**		
B2N	Comptes ordinaires	-		-	-	**G70**	**Autres sommes dues**		
B30	Crédits à moyen terme	7 884 856 333		7 884 856 333	6 719 634 942	G90	**Dettes rattachées**	83 577 750	95 966 695
B40	Crédits à long terme	287 656 130		287 656 130	138 637 140				
B65	Créances rattachées	105 068 317		105 068 317	73 769 530	**H01**	**OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES**	**354 260 941**	**276 518 560**
B70	**CREDITS EN SOUFFRANCE**	**693 038 623**	**315 054 018**	**377 984 605**	**542 983 118**	H10	**Versements restant à effectuer**	-	-
	Crédits immobilisés	10 280 150	-	10 280 150	20 803 053	H40	**Créditeurs divers**	177 598 319	156 717 699
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	183 194 714	30 712 304	152 482 410	139 437 730	H6A	**Comptes d'ordre et divers**	**176 662 622**	**119 800 861**
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	257 175 461	124 244 941	132 930 520	173 157 155	H6B	Comptes de liaison	-	
B73	Crédits en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus	242 388 298	160 096 773	82 291 525	209 585 180	H6C	Comptes de différence de conversion	-	
						H6G	Comptes de régularisation passif	149 072 086	92 325 325
C01	**OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES**	**646 927 625**	**1 582 366**	**645 345 259**	**296 784 493**	H6P	Comptes d'attente - passif	27 590 536	27 475 536
C10	**TITRES DE PLACEMENT**	-		-	-				
C30	**COMPTES DE STOCKS**	**27 994 798**	**-**	**27 994 798**	**23 965 682**	K01	**VERSEMENTS RESTANTS A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES**	**-**	**-**
C31	Stocks de meubles	-		-	-	K20	**Titre de participation**	-	-
C32	Stocks de marchandises	-		-	-				
C33	Stocks de fournitures	23 470 328	-	23 470 328	18 536 367	**L01**	**PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES**	**4 838 578 106**	**4 344 142 852**
C34	Autres stocks et assimilés	4 524 470	-	4 524 470	5 429 315	L10	Subventions d'investissement	20 208 996	20 208 996
C40	**Débiteurs divers**	**572 916 033**	**1 582 366**	**571 333 667**	**245 616 604**	**L20**	**Fonds affectés**	**56 720 006**	**61 066 006**
C55	**Créances rattachées**	**-**		-	-	L21	Fonds de garantie	56 720 006	61 066 006
C56	**Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat**	**-**		-	-	L22	Fonds d'assurance	-	-
C59	**Valeurs à rejeter**	**-**		-	-	L23	Fonds de bonification	-	-
C6A	**Comptes d'ordre et divers**	**46 016 794**	**-**	**46 016 794**	**27 202 207**	L24	Fonds de sécurité	-	-
C6B	Comptes de liaison			-	-	L25	Autres fonds affectés	-	-
C6C	Comptes de différence de conversion			-	-	L27	Fonds de crédit	96 426 277	102 573 062
C6G	Comptes de régularisation actif	23 167 185		23 167 185	5 154 548	**L30**	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**493 961 954**	**522 367 544**
C6Q	Comptes transitoires	-		-	-	L31	Provisions pour charges de retraite	432 517 442	432 864 707
C6R	Comptes d'attente - actif	22 849 609		22 849 609	22 047 659	L32	Provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature	-	-
						L33	Autres provisions pour risques et charges	61 444 512	89 502 837

D01	**VALEURS IMMOBILISEES**	**2 971 028 226**	**1 894 950 761**	**1 076 077 465**	**837 594 325**	**L35**	**PROVISIONS REGLEMENTEES**	**-**	**-**
D1A	**IMMOBILISATIONS FINANCIERES**	**34 714 784**	**27 030 843**	**7 683 941**	**7 683 941**	L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long termes	-	-
D1E	Titres de participation	34 714 784	27 030 843	7 683 941	7 683 941	L37	Provision spéciale de réévaluation	-	-
D1L	Titres d'investissement			-	-	L41	**EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES**	-	-
D10	Prêts et titres subordonnés			-	-	L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnes	-	-
D1S	**DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS**	25 139 278		25 139 278	23 435 352	**L45**	**FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX**		
D23	**IMMOBILISATIONS EN COURS**	**-**	**-**	**-**	**-**	**L50**	**Primes liées au capital**		
D24	Incorporelles			-	-	**L55**	**Réserves**	**1 553 131 018**	**1 553 131 018**
D25	Corporelles			-	-	L56	Réserve générale	412 936 756	412 936 756
D30	**IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION**	**2 863 318 239**	**1 867 919 918**	**995 398 321**	**781 475 032**	L57	Réserves facultatives	-	-
D31	Incorporelles	450 113 149	443 761 973	6 351 176	6 706 018	L58	Autres réserves	1 140 194 262	1 140 194 262
D36	Corporelles	2 413 205 090	1 424 157 945	989 047 145	774 769 014	**L59**	**Ecart de réévaluation des immobilisations**	-	-
D40	**IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION**	**-**	**-**	**-**	**-**	**L60**	**Capital**	**-**	**-**
D41	Incorporelles			-	-	L61	Capital appelé		
D45	Corporelles (*)			-	-	L62	Capital non appelé		
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	**47 855 925**	**-**	**47 855 925**	**25 000 000**	**L65**	**FONDS DE DOTATION**	**132 356 518**	**132 356 518**
D46	Incorporelles			-	-		Ligne de Crédit non remboursable	132 356 518	132 356 518
D47	Corporelles	47 855 925	-	47 855 925	25 000 000		Fonds de solidarité emprunteur WAGES		
D50	**Crédit bail et opérations assimilées**	**-**	**-**	**-**	**-**	**L70**	**REPORT A NOUVEAU (+ ou -)**	**1 952 439 708**	**1 257 881 915**
D51	Crédit-bail			-	-	**L75**	**Excédent des produits sur les charges**		-
D52	Location avec option d'achat			-	-				
D53	Location-vente			-	-	**L80**	**Résultat de l'exercice (+ ou -)**	**533 333 629**	**694 557 793**
D60	**Créances rattachées**			-	-	L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	533 333 629	694 557 793
D70	**CREANCES EN SOUFFRANCE**	**-**	**-**	**-**	**-**	**L82**	Excédent ou déficit en instance d'approbation		
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus			-	-				
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus			-	-				
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus			-	-				
E01	**ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES**	**-**	**-**	**-**	**-**				
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital souscrit non appelé			-	-				
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital souscrit appelé non versé			-	-				
E05	**EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS**								
E90	**TOTAL ACTIF**	**23 221 200 378**	**2 211 587 145**	**21 009 613 233**	**18 049 458 144**	**L90**	**TOTAL PASSIF**	**21 009 613 233**	**18 049 458 144**

COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPPEE

DIMF 2080

Etat : TOGO

Etablissement : ONG WAGES & CRRC

(En Francs CFA)

Date d'arrêté : 2022/12/31 D : AA0 F : XX/NT: XXX

P : A N.S.: TOG X/XX M : 1

Code poste	CHARGES	2022	2021	Code poste	PRODUITS	2022	2021
R08	**Charges sur opérations avec les institutions financières**	**70 249 408**	**15 226 092**	**V08**	**Produits sur opérations avec les institutions financières**	**184 546 832**	**143 360 182**
R1A	**Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs**	-	-	**V1A**	**Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs**	**10 082 527**	**18 511 907**
R1B	Organe financier			V1B	Organe financier	-	-
R1C	Caisse Centrale			V1C	Caisse centrale		
R1D	Trésor public			V1D	Trésor public		
R1E	CCP			V1E	CCP		
R1F	Banques et correspondants			V1F	Banques et correspondants	10 082 527	18 511 907
R1H	Etablissements financiers			V1H	Etablissements financiers		
R1I	SFD			V1I	SFD		
R1K	Autres institutions financières			V1K	Autres institutions financières		
R1L	**Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs**	-	-	**V1L**	**Intérêts sur autres comptes de dépôts chez les institutions financières**	**174 464 305**	**124 848 275**
R1N	Dépôts à terme reçus			V1Q	Intérêts sur dépôts à terme constitués	174 464 305	124 848 275
R1P	Dépôts de garantie reçus			V1R	Intérêts sur dépôts de garantie constitués	-	-
R1Q	Autres dépôts reçus			V1S	Intérêts sur autres dépôts constitués		
R2A	**Intérêts sur comptes d'emprunts**	**69 018 094**	**13 946 248**	**V2A**	**Intérêts sur comptes de prêts aux institutions financières**	**-**	**-**
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an	74 052	573 172	V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an	-	-
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	68 944 042	13 373 076	V2G	Intérêts sur prêts à terme	-	-
R2R	**Autres intérêts**	-	-	**V2Q**	**Autres intérêts**	**-**	**-**
R2T	Divers intérêts	-	-	V2S	Divers intérêts		
R2Z	**Commissions**	**1 231 314**	**1 279 844**	**V2T**	**Commissions**	-	-
R3A	**Charges sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients**	**224 163 318**	**157 533 335**	V3A	**Produits sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients**	**2 795 528 095**	**2 408 905 291**
R3C	**Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients**	**224 163 318**	**157 533 335**	**V3B**	**Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients**	**2 042 911 821**	**1 770 202 647**
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	147 474 620	131 937 740	V3G	Intérêts sur autres crédits à court terme	680 209 877	549 952 600
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	19 842 023	14 013 885	V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	1 353 677 754	1 216 102 817
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial	56 846 675	11 581 710	V3N	Intérêts sur crédits à long terme	9 024 190	4 147 230
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus			**V3R**	**Autres intérêts**	**63 476 723**	**60 279 431**
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus			V3T	Divers intérêts	63 476 723	60 279 431
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues aux membres, bénéficiaires ou clients	-	-	**V3X**	**Commissions**	**689 139 551**	**578 423 213**
R3Q	Autres intérêts						
R3T	**Commissions**						
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	**2 685 662 201**	**2 379 506 046**		**MARGE D'INTERET DEFICITAIRE**	-	-
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	**294 412 726**	**172 759 427**		***TOTAL PRODUITS D'INTERETS***	**2 980 074 927**	**2 552 265 473**
R4B	**Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses**	-	-	**V4B**	**Produits sur opérations sur titres et sur opérations diverses**	**-**	**-**
R4C	Charges et pertes sur titres de placement	-	-	V4C	Produits et profits sur titres de placement	-	-
R4K	Charges sur opérations diverses			V4D	Intérêts sur crédits accordés au personnel non membre		
R4N	Commissions			V4E	Produits sur opérations diverses	-	-
				V4F	Commissions	-	-
R5B	**Charges sur immobilisations financières**	-	-				
R5C	Frais d'acquisition			**V5B**	**Produits sur les immobilisations financières**	**-**	**-**
R5D	Etalement de la prime			V5C	Produits et profits sur prêts et titres subordonnés		
				V5D	Dividendes et produits assimilés sur titre de participation	-	-
R5E	**Charges sur crédit-bail et opérations assimilées**	-	-	V5F	Produits et profits sur titres d'investissement	-	-
R5G	**Charges sur opérations de crédit-bail**	-	-				
R5H	Dotation aux amortissements						
R5J	Dotation aux provisions						
R5K	Moins-values de cession						
R5L	Autres Charges						
	A REPORTER	**294 412 726**	**172 759 427**		**A REPORTER**	**2 980 074 927**	**2 552 265 473**

	REPORT	**294 412 726**	**172 759 427**		**REPORT**	**2 980 074 927**	**2 552 265 473**
R5M	**Charges sur opérations de location avec option d'achat**	-	-	**V5G**	**Produits sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées**	-	-
R5N	Dotation aux amortissements			**V5H**	**Produits sur opérations de crédit-bail**	-	-
R5P	Dotation aux provisions			V5J	Loyers		
R5Q	Moins-values de cession			V5K	Reprises de provisions		
R5R	Autres Charges			V5L	Plus-values de cession		
R5S	**Charges sur opérations de location-vente**	-	-	V5M	Autres produits		
R5T	Dotation aux amortissements			**V5N**	**Produits sur opérations de location avec option d'achat**	-	-
R5U	Dotation aux provisions			V5P	Loyers		
R5V	Moins-values de cession			V5Q	Reprises de provisions		
R5X	Autres Charges			V5R	Plus-values de cession		
R5Y	Charges sur emprunts et titres subordonnés			V5S	Autres produits		
R6B	**Pertes sur opérations de change**	**60 478**		**V5T**	**Produits sur opérations de location vente**	-	-
R6C	**Commissions**			V5V	Loyers		
				V5W	Reprises de provisions		
R6F	**Charges sur opérations de hors bilan**	-	-	V5X	Plus-values de cession		
R6K	Charges sur engagements de financement reçus des institutions financières			V5Y	Autres produits		
R6L	Charges sur engagements de financement reçus des membres, clients ou bénéficiaires			**V6B**	**Gains sur opérations de change**	-	-
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières			**V6C**	**Commissions**		
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients						
R6S	Charges sur engagements sur titres			**V6F**	**Produits sur opérations de hors bilan**	-	-
R6T	Charges sur autres engagements reçus			V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières		
R6V	**Charges sur prestations de services financiers**	**1 802 011**	**1 571 758**	V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R6W	Charges sur les moyens de paiement	1 450 011	1 156 558	V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières		
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	352 000	415 200	V6P	Produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R7A	**Autres charges d'exploitation financière**	-	-	V6Q	Produits sur engagements sur titres		
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif			V6R	Produits sur autres engagements donnés		
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière			V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers		
R7D	Diverses charges d'exploitation financière						
				V6U	**Produits sur prestations de services financiers**	**140 054 867**	**128 168 622**
				V6V	Produits sur les moyens de paiement		
				V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	140 054 867	128 168 622
				V7A	**Autres produits d'exploitation financière**	-	-
				V7B	Plus - values sur cession d'éléments d'actif		
				V7C	Transferts de charges d'exploitation		
				V7D	Divers produits d'exploitation		
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	**140 054 867**	**128 168 622**		**AUTRES CHARGES FINANCIERS NETTES**	**1 802 011**	**1 571 758**
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	**1 802 011**	**1 571 758**		**AUTRES PRODUITS FINANCIERES NETS**	**140 054 867**	**128 168 622**
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	**2 823 915 057**	**2 506 102 910**		**MARGE D'INTERET DEFICITAIRE**	-	-
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	**140 054 867**	**128 168 622**		**AUTRES CHARGES FINANCIERS NETTES**	**1 802 011**	**1 571 758**
	PRODUIT FINANCIER NET	**3 120 129 794**	**2 680 434 095**		**CHARGE FINANCIERE NETTE**	**296 214 737**	**174 331 185**
R8G	**Achat et variations de Stocks**	**(4 933 961)**	**4 542 125**		**VENTES**		
	Achat de marchandises			**V8B**	**MARGE COMMERCIALE**		
R8J	Stocks vendus			V8C	Ventes de marchandises		
R8L	Variations de stocks marchandises	(4 933 961)	4 542 125				
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION				**PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION**		
S02	**FRAIS DE PERSONNEL**	**1 558 127 039**	**1 275 832 682**				
S03	Salaires et traitements	1 338 771 355	1 096 872 607				
S04	Charges sociales	211 236 509	171 565 075				
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	8 119 175	7 395 000				
	A REPORTER	**1 849 468 293**	**1 454 705 992**		**A REPORTER**	**3 120 129 794**	**2 680 434 095**

	REPORT	**1 849 468 293**	**1 454 705 992**		**REPORT**	**3 120 129 794**	**2 680 434 095**
S1A	**IMPOTS ET TAXES**	**10 667 346**	**9 806 384**	**W4A**	**PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION**	**13 701 622**	**19 988 535**
S1B	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés sur rémunérations	85 000	315 417	W4B	**Redevances sur concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaire**	-	-
S1C	**Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'Administration des impôts**	**8 643 051**	**7 562 897**	W4D	**Indemnités de fonction et rémunérations d'administrateurs, gérants reçues**		
S1D	Impôts directs	-	-	W4G	**Plus-values de cession**	**10 223 375**	**10 717 835**
S1G	Impôts indirects	8 002 151	6 310 397	W4H	sur immobilisations incorporelles et corporelles	10 223 375	10 717 835
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	640 900	1 252 500	W4J	sur immobilisations financières		
S1J	Impôts et taxes divers	-	-	W4K	Revenus des immeubles hors exploitation		
S1K	**Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes**	**1 939 295**	**1 928 070**	**W4L**	**Transferts de charges d'exploitation non financière**	-	-
				W4M	Charges refacturées		
S2A	**AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION**	**646 065 065**	**493 558 384**	W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices		
S2B	**Services extérieurs**	**137 584 362**	**139 961 234**	W4P	Autres transferts de charges		
S2C	Redevances de crédit-bail	-	-	**W4Q**	**Autres produits divers d'exploitation**	**3 478 247**	**9 270 700**
S2D	Loyers	38 803 284	38 050 860				
S2F	Charges locatives et de co-propriété	-	-	**W50**	**PRODUCTION IMMOBILISEE**	-	-
S2H	Entretien et réparations	73 019 302	64 813 760	W51	Immobilisations incorporelles	-	-
S2J	Primes d'assurance	18 701 010	14 752 475	W52	Immobilisations corporelles	-	-
S2K	Etudes et recherches	-	-				
S2M	Frais de formation	6 308 060	21 540 320	**W53**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**22 027 588**	**26 314 867**
S2L	Divers	752 706	803 819	**X50**	**REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX**		
S3A	**Autres services extérieurs**	**457 988 135**	**331 645 366**	**X51**	**REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS**	**76 104 579**	**20 919**
S3B	Personnel extérieur à l'institution	101 014 812	58 939 427	X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	76 072 616	20 919
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	68 910 405	47 835 277	X56	Reprises de provisions sur immobilisations	31 963	
S3E	Publicité, publications et relations publiques	22 586 737	15 994 701				
S3G	Transports de biens	1 654 450	514 000	**X6B**	**REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES**	**757 155 869**	**1 073 405 773**
S3J	Transports collectifs du personnel	-	-	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	548 829 947	921 409 548
S3L	Déplacements, missions et réceptions	16 379 629	19 709 600	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	66 495 057	125 615 915
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	190 483 059	150 710 929	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au pl	353 153 513	515 983 379
S3N	Frais postaux et frais de communication	52 701 936	31 013 187	X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au p	129 181 377	279 810 254
S3P	Divers	4 257 107	6 928 245	X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	-	52 050
S4A	**Charges diverses d'exploitation**	**50 492 568**	**21 951 784**	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	78 058 325	59 521 406
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	X6I	Reprises de provisions réglementées	-	-
S4D	Indemnités de fonction versées	10 177 500	7 290 000	X6J	Récupération sur créances amorties	130 267 597	92 422 769
S4I	Frais de tenue d'assemblée	2 376 300	2 453 200				
S4K	Moins-values de cession sur immobilisations	-	-	**X80**	**Produits exceptionnels**	**2 159 304**	**2 722 030**
S4L	sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-				
S4M	sur immobilisations financières	-	-	**X81**	**Profits sur exercices antérieurs**	**14 873 697**	**42 824 155**
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière	-	-				
S4Q	Produits rétrocédés	-	-	**L80**	**DEFICIT**	-	-
S4R	Autres transferts de produits	-	-				
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	37 938 768	12 208 584				
T50	**DOTATION AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX**	-	-				
T51	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATION**	**123 683 848**	**119 895 006**				
T53	**Dotations aux amortissements des charges à répartir**						
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	123 683 848	119 895 006				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation						
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours						
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation						
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation						
	A REPORTER	**2 629 884 552**	**2 077 965 766**		**A REPORTER**	**4 006 152 453**	**3 845 710 374**

	REPORT	**2 629 884 552**	**2 077 965 766**		**REPORT**	**4 006 152 453**	**3 845 710 374**
T6B	**DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES**	**822 144 145**	**1 071 677 667**				
T6C	**Dotations aux provisions sur créances en souffrance**	**409 345 128**	**698 507 296**				
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	143 084 532	192 426 392				
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	162 153 602	233 615 599				
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus	104 106 994	272 465 305				
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	-	-				
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	187 660 685	209 573 801				
T6J	Dotations aux provisions réglementées	-	-				
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	225 138 332	163 596 570				
T6L	Autres Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-	-				
T80	**Charges exceptionnelles**	**36 000**	**364 686**				
T81	**Pertes sur exercices antérieurs**	**10 754 127**	**1 144 462**				
T82	**IMPOTS SUR LES EXCEDENTS**	**10 000 000**					
L80	**EXCEDENT**	**533 333 629**	**694 557 793**				
T84	**TOTAL CHARGES**	**4 006 152 453**	**3 845 710 374**	**X84**	**TOTAL PRODUITS**	**4 006 152 453**	**3 845 710 374**

HORS BILAN VERSION DEVELOPPEE DIMF 2000

Etat : TOGO Etablissement : WAGES

F : 1 /

Date d'arrêté : 2022/12/31 D : AC0 NT : ... (en Francs CFA)

P : A N. S. : TOG X/XX M : 1

Code Poste	LIBELLES	2022	2021
	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	**-**	**-**
N1A	ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES INSTITUTIONS FINANCIERES		
N1H	ENGAGEMENTS RECUS DES INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-
N1J	ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS		
N1K	ENGAGEMENTS RECUS DES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS		
	ENGAGEMENT DE GARANTIE	**10 006 365 565**	**627 306 468**
N2A	D'ordre des institutions financières		
N2H	Reçus des institutions financières		
N2J	D'ordre des membres, bénéficiaires ou clients		
N2M	Reçus des membres, bénéficiaires ou clients	10 006 365 565	627 306 468
	ENGAGEMENTS SUR TITRES	**-**	**-**
N3A	Titres à livrer		
N3B	Intervention à l'émission		
N3C	Marché gris		
N3D	Autres titres à livrer		
N3E	Titres à recevoir		
NRF	Intervention à l'émission		
NRG	Marché gris		
N3H	Autres titres à livrer		
	ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES		
	OPERATIONS DE CHANGE AU COMPTANT		
P1A	Francs CFA achetés non encore reçus		
P1B	Devises achetées non encore reçues		
P1C	Francs CFA vendues non encore livrés		
P1D	Devises vendues non encore livrés		
	PRETS OU EMPRUNTS EN DEVISES		
P1E	Devises prêtées non encore livrées		
P1F	Devises empruntées non encore reçues		
	OPERATIONS DE CHANGE A TERME		
P1G	Opérations de change à terme francs Cfa à recevoir contre devises à livrer		
P1H	Opérations de changes à terme devises à recevoir contre FCFA à livrer		
P1J	Opérations de change à terme devises à recevoir contre devises à livrer		
P1K	Opérations de change à terme devises à livrer contre devises à recevoir		
P1L	Report /déport non couru à recevoir		
P1M	Report/déport non couru à payer		
P1R	Intérêts non courus en devises couverts à recevoir		
P1S	Intérêts non courus en devises couverts à payer		

Code Poste	LIBELLES	2022	2021
P1V	Ajustements devises hors bilan		
	AUTRES ENGAGEMENTS		
Q1A	Engagements donnés		
Q1B	Engagements reçus		
	OPERATIONS EFFECTUES POUR LE COMPTE DE TIERS	-	-
Q1C	Valeurs à l'encaissement non disponibles	18 731 660	19 419 500
Q1F	Comptes exigibles après encaissements	-18 731 660	-19 419 500
Q1J	Comptes de suivi des engagements de financement consortiaux		
Q1K	Comptes de suivi des engagements de garantie consortiaux		
Q1L	Comptes de suivi des crédits consortiaux		
Q1M	Crédits distribués pour le compte de tiers		
N90	ENGAGEMENTS DOUTEUX		

Annexe 1 :

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES — DIMF 2005

Etat : TOGO — Etablissement : WAGES

Date d'arrêté: 2022/12/31 — D: BG0 — F:XX — (en Francs CFA)

P:A — N.S. : TOG X/XX — M:1

Code	LIBELLES	Amortissements/ Provisions	Montants nets
	ACTIF		
B02	**Créances sur les membres, bénéficiaires ou clients**	**693 038 623**	**14 545 550 930**
B2D	Crédits à court terme		5 995 053 862
B30	Crédits à moyen terme		7 884 856 333
B40	Crédits à long terme		287 656 130
B70	Crédits en souffrance	693 038 623	377 984 605
D50	**Crédit-bail et opérations assimilées**	**-**	**-**
D51	Crédits-bail		
D52	Location avec option d'achat		
D53	Location-vente		
D70	**Créances en souffrance sur crédit-bail et opérations assimilées**		-
	PASSIF		
G02	**Dettes l'égard des membres, bénéficiaires ou clients**		**9 409 396 814**
G10	Comptes ordinaires créditeurs		7 590 837 974
G15	Dépôts à terme reçus		297 082 000
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial		1 521 476 840
G60	Emprunts		-
G70	Autres sommes dues		-

Annexe 2 :

ETAT DES BIENS DONNES EN CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES DIMF 2006

Etat : TOGO — Etablissement : **WAGES**

Date d'arrêté: 2022/12/31 — D: BG0 — F:XX — (en Francs CFA)

N.S. : TOG X/XX

P:A — M:1

LIBELLES	Durée	Montants bruts	Amortissement/ Provisions	Montants nets
CREDIT-BAIL				
Crédit bail Mobilier				
Crédit bail Immobilier				
Crédit bail sur actifs incorporels				
LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT				
LOCATION - VENTE				
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATION DE CREDIT - BAIL ET ASSIMILEES				
TOTAL				

Annexe 3 :

ETAT DES BIENS DETENUS DANS LE CADRE DE LA CONCESSION **DIMF 2007**

Etat : TOGO Etablissement : **WAGES**

Date d'arrêté: 2022/12/31 D: BG0 F:XX (en Francs CFA)
N.S. : TOG X/XX
P:A M:1

POSTES	Durée	VALEUR D'INVENTAIRE ou VALEUR DE MARCHE	CONCESSIONNAIRE	
			NOM	VALEUR DECLARSEE DANS LE CAHIER DE CHARGE
TOTAL			**TOTAL**	

Annexe 4 :

ETAT DES BIENS DETENUS DANS LE CADRE DE LA CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE **DIMF 2008**

Etat : TOGO — Etablissement : **WAGES**

Date d'arrêté: 2022/12/31 — D: BG0 — F:XX — (en Francs CFA)

P:A — N.S. : TOG X/XX — M:1

Libellés des biens biens inscrits à l'actif frappés dela clause de RP*	Objet clause de réserve	Montants bruts	Calendrier arrêtré		Créanciers
			Date d'inscription	Durée de jouissance	
TOTAL					

Annexe 5 :

DETAIL DU COMPTE 6221 - PERSONNEL EXTERIEUR A L'INSTITUTION — **DIMF 2009**

Etat : TOGO — Etablissement : **WAGES**

Date d'arrêté: 2022/12/31 — D: BG0 — F:XX — (en Francs CFA)

P:A — N.S. : TOG X/XX — M:1

Libellés	EFFECTIF (en unités)							FACTURATION A L'INSTITUTION
	NATIONAUX	Autres Etats de l'UMOA	Hors UMOA	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	TOTAL	
1. Cadres supérieurs							-	
2. Techniciens supérieurs et cadres moyens							-	
3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés							-	
4. Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	55						55	74 646 073
TOTAL	55	-	-	-	-	-	55	74 646 073
PERMANENTS								
SAISONNIERS								
TOTAL	55	-	-	-	-	-	55	74 646 073

Annexe 6 :

ETAT DES CREDITS EN SOUFFRANCE					DIMF 2010
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES			
Date d'arrêté: 2022/12/31	D: BA0			F:XX	(en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOG X/XX			M:1	
CREDITS EN SOUFFRANCE	A	B	C = A - B	D	E = C - D
	191, 192 et 193 291, 292, 293 Crédits et Prêts en souffrance	**162 et 254** Dépôts de garantie	Soldes restant dus	**199 et 299** Provisions	Crédits et Prêts en souffrance nets
Crédits comportant au mois une échéance impayée ≤ à 3 mois	10 280 150	3 511 250	6 768 900	-	-
Crédits comportant au mois une échéance impayée > 3 mois à ≤ à 6 mois	133 029 493	60 836 250	72 193 243	28 878 041	43 315 202
Crédits comportant au mois une créance impayéé > 6 mois à ≤ 12 mois	265 666 937	108 446 250	157 220 687	125 803 802	31 416 885
Crédits comportant au moins une échéance impayée >12 à <= à 24 mois	284 062 043	123 692 500	160 369 543	160 372 173	- 2 630
TOTAL	**693 038 623**	**296 486 250**	**396 552 373**	**315 054 016**	**74 729 457**

Annexe 7 :

ETAT DES INFORMATIONS ANNEXES

DIMF 2011

Etat : TOGO

Etablissement : **WAGES**

Date d'arrêté: 2022/12/31 D: BB0 F:XX (en Francs CFA)

P:A N.S. : TOG X/XX M:1

LIBELLES	Montants / Effectif
Encours des engagements par signature à court terme	-
Encours des engagements par signature à moyen et long terme	-
Montant total consacré par l'institution aux opérations autres que les activités d'épargne et c	2 366 412
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de l'institution	422 177
Nombre total de groupements de l'institution ainsi que de leurs membres	-
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe masculin de l'institution	174 119
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe féminin de l'institution	219 832
Nombre total de groupements bénéficiaires	26 976
Nombre total d'usagers bénéficiaires	-
Nombre total de sociétaires bénéficiaires	1 250
Population cible de la caisse (ou son estimation)	-
126-127-128 Dépôts à plus d'un an du SFD auprès des institutions financières	3 450 000 000
252 - Dépôts à terme à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de caisse	297 082 000
253 - Comptes d'épargne à régime spécial	1 521 476 840
254 - 255 - Autres dépôts à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de la caisse	4 803 986 795
Recouvrements sur prêts intervenus au cours de l'exercice	-
Recouvrements sur prêts attendus au cours de l'exercice	-

Annexe 8 :

ETAT DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE **DIMF 2011-1**

Etat : TOGO Etablissement : **WAGES**

Date d'arrêté: 2022/12/31 D: BC0 F:XX (en Francs CFA)
P:A N.S. : TOG X/XX M:1

LIBELLES	Montants / Effectif
Encours des engagements par signature donnés à court terme	
Encours des engagements par signature donnés à moyen et	
TOTAL	

Annexe 9 :

ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS **DIMF 2012**

Etat : TOGO Etablissement : **WAGES** Etablissement:

Date d'arrêté: 2022/12/31 D: BFO F:XX
P:A N.S. : TOG X/XX M:1

PRENOMS/NOM/N° D'IDENTIFICATION	DUREE INITIALE DU CREDIT	DUREE RESTANTE A COUVRIR	MONTANT NET EN FCFA
AYITE Afiwa Elom / A0103020	**24**	**24**	70 000 000
KOAGNI CHRISTINA M (MARCELO BEACH CLUB)	**24**	**23**	70 000 000
AGBAN Tagbah Sourou / A0212997	**24**	**22**	70 000 000
AMADOU Amoudatou / A0110061	**24**	**21**	67 374 690
KATCHEKPELE Koffi / A0506562	**60**	**55**	66 731 010
ODOH Samson Okwudili / A0122496	**24**	**19**	64 435 865
MONROE Omar James / A0908226	**10**	**6**	62 996 900
OURO-GBELEOU Alhassan Kader / A0212702	**18**	**15**	62 995 460
LA SOCIETE CAFE INFORMATIQUE ET TELECOMM	**24**	**20**	62 406 785
KOMBIANI Yimboama / A0913535	**6**	**3**	60 557 635
TOTAL			**657 498 345**

Annexe 10 :

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES **DIMF 2013**

Etat : TOGO | Etablissement: WAGES | Etablissement:

Date d'arrêté: 2022/12/31 | D: BE0 | F:XX

P:A | N.S. : TOG X/XX | M:1 | (en Francs CFA)

PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)
AKAKPO Anoko / A0104155	19 888 160
AFFO Kossi / A0126800	15 214 035
AMEGAN Comlan Mawunya / A0105055	9 408 150
ADJASSOU Kokouvi Michel / A0124189	6 004 475
MENSAH EPSE DAKITSE-BENISSAN Adjo Dzigbodi / A0909672	5 310 440
TONDJA Gbati / A0107896	5 015 140
SALHA ALI Rahamatou / A0119052	4 929 430
MASSAH Ablavi Epse MESSAN / A0807581	3 451 445
AKAKPO Koffi Atsou / A0127292	3 054 910
BABAKAN Nanepo Mounira / A0131229	2 915 070
KONGO Ayélé epse KOUMEBIO / A0127362	2 878 835
AWUNYO Komla Agbénowosi / A0119837	2 765 055
KOUDAHE Koffi Germain / A0807987	2 702 205
ADOGNON Agnite Kokou / A0120328	2 638 000
EDORH Gbegnohin / A0129141	2 522 120
ARAHORE WASR Assedma / A1008307	2 359 385
ABALO Amélé / A0100001	2 314 670
HONKPO Kouassi / A0130309	2 302 440
SAMEY Y. Comlan / A0101162	2 117 680
HOINSOU Koffi / A0132416	2 087 220
SEGLA Yawo / A0129532	2 067 936
GNEMEGNA A Ahoefa Fafavi / A0713077	1 892 340
TCHAGNAO Talata / A0504261	1 846 800
ZOUHONGBE Koffi Jacques / A0126229	1 776 490
EDOH Yao / A0133799	1 464 220
OURO-GANDI Tchadji'Bom / A0126504	1 361 000
EDORH Méyévi / A0103770	1 265 250
DISSORIFEI Abissoumatom / A0513572	996 030
EKPE Kwami Edem / A0132383	763 490
ALLOKPENOU Adam / A0413941	735 340
AMETEPE Wotsa Seena Yawoa / A0601999	700 000
AFALOVI Kakanou Yohanes / A0135115	670 200
BATENDI Bayékiname / A0103066	667 515
OBLASSE Koffi Agbegnigan / A0122577	661 000
AGBESSI Folly / A0138044	629 700
KPADENOU K Edoh / A0610364	627 990
TCHASSE Akele / A1100881	612 465
LOGBO-AKEY Adjo épse AGBLEWODE / A0702794	610 300
AKPALIWOE Yawo Amen / A0132783	586 495
ADI Koffi / A1302731	563 370
DAKOU Kossi Mawussi / A2002495	533 730

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES **DIMF 2013**

Etat : TOGO | Etablissement: WAGES | Etablissement:

Date d'arrêté: 2022/12/31 | D: BE0 | F:XX

P:A | N.S. : TOG X/XX | M:1 | (en Francs CFA)

PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)
NOUKPETOR Kossiwa Délali / A0705337	531 790
OURO-GBELEOU Zoweriatou / A0510214	529 340
YAKOUTO Marius kokouvi / A1000104	500 000
AGOSSOU Wedjangnon / A1906100	459 580
FOLLY Adakou Affiavi Epse WILSON-SOWAH / A0109789	455 240
HABIA Koffi Gbleve / A0611382	450 655
OURO-DJERI Nouridine / A0130001	450 000
DIOGO Akuavi Epse HOUNGUES / A0413385	450 000
SOUKA Attignon Koffi / A0806149	437 184
GBADOE Kangni Sonkoudè / A0411883	420 460
KPOKOUDJOE Yaossan Ata-Venunye Makafui / A0136810	418 910
N'DJINOU Yaotche / A0511652	413 855
AGBO Emefa Esther / A0132419	413 664
MOUTI Nafissa / A0513571	404 220
AKATO Kokou Dodji / A2002550	386 570
DEGBEGNON Pierrette Affi / A0133660	367 670
ATTA Koffi Vinyo / A2004397	360 000
GBEMU Akuvi Kafui / A0715601	354 520
AFAGLA Koffi / A0511520	352 790
KOTO Kokumensha / A0720629	344 860
KPELAFIA Aminou / A1204035	337 930
MAWUVI Yaovi / A2002339	330 700
HLONGNOIN Adjo Tassivi / A0914246	321 710
ADJAMANI Afi Bamdélé / A0605827	314 490
AGBO Yao Gladstone / A0137915	303 755
KOUDEKA Ganyo / A2100352	302 510
GOUDEAGBE Christian / A0135193	302 440
ASSAGBA Ayaovi Kevin / A0133985	300 000
KOFFI Ayao Mawuegnigan / A0128383	300 000
ABOLO Abra Edo / A0718894	299 810
KUDZODZI Kokou Amédomé / A1204913	296 965
AMEDOAME Komi / A1002648	295 760
ATCHOU A K Dominique / A0909515	294 105
ZINSOU-SESSOU Ahoefa E Marie-L / A0137342	275 820
GBENOU Kokou Abla E Epse AHATEFOU / A0906926	275 820
AMEGNIKIN Komlan Hervey / A2104901	275 750
POTISON Foly / A0132393	271 190
FREITAS Essénam Koami / A2100109	265 865
DOSSOU Nyona Akouavi / A0903193	263 480
NADIEGA Yatoute / A1201987	262 830
AGBOGAN Yao Messan / A1902602	259 140

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES **DIMF 2013**

Etat : TOGO | Etablissement: WAGES | Etablissement:

Date d'arrêté: 2022/12/31 | D: BE0 | F:XX

P:A | N.S. : TOG X/XX | M:1 | (en Francs CFA)

PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)
KPODJIA GLIKPANU Yawo Mensah / A0808877	257 555
FIAWUMO Yawa Fidèle Bernice / A0720522	257 060
LATIFOU Moussiliou / A1006193	255 215
SOSSOU Ablavi Mawusse / A1909021	254 250
YEMEY Kouami / A1103584	253 845
KAMATO Améyo / A1100949	253 845
VITSO Akossiwa Sefako / A0510213	253 725
AMENKEY Adjo Akofa / A0135437	253 425
ATTISSO EPSE LAWSON AKUETEGAN Ablavi / A0720994	252 950
LAWSON Latré Clémence Epse DEKPE / A0808784	249 130
ATTILEY Yao Moussa / A0134507	248 335
AFANDE Mekaeli Massan Amele / A0133877	247 395
AYIDA Afi Mirabelle / A0620932	247 220
QUASHIE A Mawuse Edwige / A1908212	241 300
DOSSA Kodjo / A0216856	240 000
AGBEDI Kofi Dzinyefa / A1907021	240 000
SESSOU Kodjo Amégnona / A0310268	240 000
GADO-KOUKOU Biva Fadel / A1205874	239 520
ADJOWOTO Ami Romarine / A0138115	238 010
DJOSSOU Komi / A0107847	236 462
TOMETY A E Kwasi Dosse / A1007262	234 740
OTINI Akossiwa Udzoani / A2103452	226 870
BOUKARI Wakilou / A1402408	220 065
AZINON Kossi Delagno / A2002513	218 165
BAMISSO Somié wiyaou / A1401298	212 290
OURO-GNAOU Talley Sadikou / A0618377	212 170
KPERE Mobossasso / A0511477	211 680
DOUTI Lalibe / A1302983	210 300
SIMTAYA Katassagou / A2104222	209 580
DJIBRO Mustapha Zareni / A0721290	203 400
FIA Komla Mawunya / A0132349	203 300
ATAMA-GAMA Toudiguina / A0132372	203 004
FIAWOO Essi Audrey / A0136783	203 000
ATIKPATI LAWANI Faouziatou / A1205314	202 750
NUNAKPO Koffi / A2104011	202 170
KOUDAYAH Kokoé / A1100237	202 100
AGLEBEY Yao Elessessi / A0123346	196 305
APEDOGAN Kouevi Totekpomawu / A0911929	195 580
ATTITSOGBE Essivi C S / A0512560	195 490
AHATOR Akoko Aku / A0605829	187 225
SOKPO Afi / A0605830	186 180

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES **DIMF 2013**

Etat : TOGO | Etablissement: WAGES | Etablissement:

Date d'arrêté: 2022/12/31 | D: BE0 | F:XX

P:A | N.S. : TOG X/XX | M:1 | (en Francs CFA)

PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)
KEAKPA Kossi / A0513406	183 860
SESSOU Ablavi M. / A1100236	183 830
EDOU Mawouchimé / A0612278	180 490
AJAVON Amah Komlan / A0130372	180 000
AZIAKA Toudeka / A0129725	180 000
FUMEY Kossi Brathold / A1907842	180 000
AMOUZOU Ablanvi Enyonam / A0616441	180 000
ANIKA Kofi Séwonu / A1005602	177 460
DJOGBESSI Komlan / A0903653	177 450
AGBOGAN Affiwa / A0911259	177 250
AGOPOME Komlanani / A0209803	175 150
KOUDAYA Koami Ferdinand / A0908183	170 155
TOUNOU KPAKPO Adote Nassirou / A0134239	169 702
MITSODI Yao / A0410744	168 060
OUZI Adjo Germaine / A2002409	161 745
BOULIYA Benewinde-Ibraim / A1302720	161 675
SODOGA Kofivi / A0138885	156 400
DJADOO Ayaovi / A0616397	152 315
KOLA Malibeda / A1204715	151 890
KANGNI Dede T Sitou Epse AYIVI / A0807848	151 890
KOUVEDJI Yaotse Elolo / A2004227	151 340
KAGLAN Kokou Afawobo / A0412822	150 000
TAY Kokou Elikplim / A0610004	150 000
KPAKPOVI Missiho / A0128695	150 000
ADAMAH Assiongbon N / A0121610	150 000
ADJALLE Anoumou Kokou / A1103081	140 900
BOSSOHOU Koffi Agbéko / A1802118	140 890
YERIMA Amizétou / A0614035	140 000
TIDJANI Alimatou Sadia Epse FUMEY / A1900177	138 000
ATRA Koffitse Bleze / A0612440	137 875
JOHNSON Edem Kofi / A1009224	136 775
HUNLEDE Amah Venunye / A0129824	132 000
LAWSON Nadou Pascaline / A0132415	127 140
WONEGOU Adjo-sika / A0509453	126 870
AVINU Essi / A0911609	125 715
SOSSOU Ablato Tassivi / A0618120	124 990
ABALO Tchotcho / A0130151	123 795
COMLANVI Amba Sika / A1103254	120 625
N'KENA Tanzouma Denise / A0510930	120 115
DAHOUINDJI Gbésidè Ameyo / A0105311	120 000
COLE Codjo Edem / A0121781	120 000

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES **DIMF 2013**

Etat : TOGO | Etablissement: WAGES | Etablissement:

Date d'arrêté: 2022/12/31 | D: BE0 | F:XX

P:A | N.S. : TOG X/XX | M:1 | (en Francs CFA)

PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)
GODO Afiwavi / A0614630	120 000
GAZARO Feihane / A0135623	120 000
NADOR Dedevi Eyram / A0620492	120 000
EZIAN Afiwavi / A0613671	120 000
AZIAFO Missoude / A0412851	120 000
ZINSOU-SESSOU Ahoefa A Essinam / A0716092	120 000
AHONDO Kossi Henoxe / A0614043	120 000
HOUNSOU Kodjo / A0914323	120 000
GAGLI Ameyo Kafui / A0714252	120 000
TOSSENOU Akpene Elom Afi / A0135007	120 000
ATABUDZI Akuvi Enyonam / A0104426	120 000
KOUYAYA Comlan / A1801274	119 301
NADA Mawidar / A1200991	118 740
KOLA Palakiyéme / A1200992	118 740
SODJINOU Kossi / A1000153	118 250
SAFUI Zikpi Adjoa / A0801626	117 740
BAWILIZIM Essohouna / A1400759	106 830
KOWOU Alosse / A0807642	105 100
ATAKOURA Bododou / A1201141	103 680
KUAMITSE Adzovi Mawuse / A0911524	103 665
KPADDEY-KOUGBEADJO Eyram / A0910120	102 335
AMOUZE Piyalou / A0314262	101 775
FONDOUMI Kossiwa / A2003886	90 910
SAMAH Mayaba / A1301713	90 750
KPOTSI Séname Koami / A1302749	90 750
AFFANOUKOE Adjovi Ahoefa / A0900296	90 000
ALIDJISSO Gninginvi Kodjo / A0900307	90 000
DATE Kokou Tete / A0613665	90 000
ABASSA Koffivi / A0909733	90 000
GNONZOUGUE NEME MAVAWE / A2002410	90 000
ABALO Olade / A1906778	90 000
SEGBE Komla Amen / A1401691	89 030
ADANZOUHOIN Amivi / A0900294	88 000
TOGBUI ZAGARAGO Komi Edem / A0804584	84 815
KOUNGA Maurice / A0215757	84 405
HASSE Assokou / A2000058	82 140
ADJAKA Komi / A0122901	80 710
LELOUA Boyodi K / A1900301	78 000
GOKA Koffitse / A0721168	77 968
DJOBO Kossiwa Delali / A0614525	76 585
NOUWOAMEY Kokoutse Innocent / A0121583	76 305

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES **DIMF 2013**

Etat : TOGO | Etablissement: WAGES | Etablissement:

Date d'arrêté: 2022/12/31 | D: BE0 | F:XX

P:A | N.S. : TOG X/XX | M:1 | (en Francs CFA)

PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)
GOUDJO Amele Leontine / A1009121	75 530
AMEDJOPE Koffi Kounale / A1008183	75 020
OURO-NILE TAGBA Abdoul-Samadou / A0312747	72 000
KANYI Kodjovi A / A0413980	72 000
KOKOU-KOMLA Koudjo Mawoutodji / A0508256	72 000
AGBOGAN Homegnon Kossi / A0507166	72 000
EDJONOU Kossi / A0614684	69 480
ATSOU Yao / A0906941	68 776
MABLE Y. Mawuko kekeli / A1002777	68 275
ADEGNON Komivi / A0211049	67 830
AMEYIBOR Koffi Agbeko / A0128314	61 750
BASSA Kokou Senyedzi / A1900113	60 000
ARANGA Tchimire / A0713074	60 000
KOMBATE Yobé Dametéde / A0605286	60 000
AGBO Akouwavi Maulikplimi / A0132256	60 000
MAHINOU Akouavi Nicole / A0103150	60 000
SAMEY Kossivi / A0513778	60 000
KLAKE Komlavi Gagnon / A0912158	56 500
LASSEY Koku Tsoekewo / A0507935	51 448
ABEVI Hoêvi / A0721487	50 000
ESSO-ABODJI Tadjou-Din / A1008624	45 760
AGBODAN Dédé Délali / A0212452	41 595
AKOBI RACHELLE MODOUKPE / A1205366	38 295
GNANI Annatou / A1205369	38 295
BANKA Abla / A1006397	33 495
TETOU Elisabeth / A2003887	30 750
KPAKPAOU Saralou / A1301818	30 585
OURO-DJOBO Atcha / A1906452	30 000
ABBI Essossolem / A0316674	29 050
LOGBO Yao / A0512867	20 275
ATILAH K Vénunyé Alexis / A0137155	20 050
DJAMESSI Akouvi Essianyo / A0512868	16 765
TOTAL GENERAL	**156 937 910**

Annexe 11 :

ETAT DES RESSOURCES AFFECTEES ET DES CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES **DIMF 2014**

Etat : TOGO Etablissement : **WAGES**

Date d'arrêté: 2022/12/31 D: BFO F:XX
P:A N.S. : TOG X/XX M:1

LIBELLES	COURT TERME	MOYEN TERME	LONG TERME	TOTAL
RESSOURCES AFFECTEES	**19 500 000**	**1 938 999**		**21 438 999**
CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES				-
dont crédits en souffrance				
TOTAL	**19 500 000**	**1 938 999**	**-**	**21 438 999**

Annexe 12 :

ETAT DES VALEURS IMMOBILISEES **DIMF 2015**

Etat : TOGO Etablissement: **WAGES**

Date d'arrêté: 2022/12/31 D: BG0 F:XX (en Francs CFA)

P:A N.S. : TOG X/XX M:1

Code	LIBELLES	Montants bruts	Amortissements/ Provisions	Montants nets
D1A	**Immobilisations financières**	**34 714 784**	**27 030 843**	**7 683 941**
D1E	Titres de participation	34 714 784	27 030 843	7 683 941
D1L	Titres d'investissement	-	-	-
D1S	**Dépôts et cautionnements**	**25 139 278**	**-**	**25 139 278**
D23	**Immobilisations en cours**	**-**	**-**	**-**
D24	Incorporelles	-	-	-
D25	Corporelles	-	-	-
D30	**Immobilisations d'exploitation**	**2 863 318 239**	**1 627 993 466**	**995 398 321**
D31	Incorporelles	450 113 149	443 761 973	6 351 176
D32	Droit au bail			-
D33	Autres éléments du fonds commercial			-
D34	Frais d'établissement			-
D35	Autres immobilisations incorporelles			-
D36	Corporelles	2 413 205 090	1 424 157 945	989 047 145
D40	**Immobilisations hors exploitation**	**-**	**-**	-
D41	Incorporelles	-	-	-
D42	Droit au bail			-
D43	Autres éléments du fonds commercial			-
D44	Autres immobilisations incorporelles			-
D45	Corporelles	-	-	-
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	**47 855 925**	**-**	**47 855 925**
D46	Incorporelles	-	-	-
D47	Corporelles	47 855 925	-	47 855 925

Annexe 13 :

ETAT D'AFFECTATION DU RESULTAT — **DIMF 2016**

Etat : TOGO — Etablissement: **WAGES**

Date d'arrêté: 2022/12/31 — D: BH0 — F:XX — (en francs CFA)
P:A — N.S. : TOG X/XX — M:1

Code	LIBELLES	Proposition de répartition	Répartition effective
	DETERMINATION DU RESULTAT A AFFECTER		
L80	Résultat de l'exercice (+/-)	**533 333 629**	**533 333 629**
L70	Report à nouveau (+/-)		
770	**RESULTAT A AFFECTER**	**533 333 629**	**533 333 629**
	AFFECTATION DU RESULTAT BENEFICIARE		
772	Réserve générale	**80 000 044**	**80 000 044**
773	Réserves facultatives	-	
774	Autres réserves	-	
776	Report à nouveau bénéficiaire	**453 333 585**	**453 333 585**
777	Autres affectations	-	
	AFFECTATION DU RESULTAT DEFICITAIRE		
776	*Report à nouveau déficitaire	-	
778	*Prélèvement sur les réserves	-	
779	Autres	-	

Annexe 14 :

ETAT DE TRAITEMENT DE LA REEVALUATION **DIMF 2018**

Etat : TOGO Etablissement : **WAGES**

Date d'arrêté : 2022/12/31 D: BG0 F:89 (en Francs CFA)

P:A N.S. : TOG X/XX M:1

Biens réévalués	Date de Réévaluation	Nature de Réévaluation		Méthodes de réévaluation		Valeurs Avant Réévaluation (1) (VNC)	Valeur Réévaluée (2)	Ecart de Réévaluation (2) - (1)
		Libre	Légale	Secteur primaire	Secteur secondaire			
TOTAL								

I- DONNEES GENERALES

- Tableau N°1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unité)
- Tableau N°1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)
- 1.3 Données sur la gouvernance
    - Tableau sur l'état des rémunérations de dirigeants et du personnel de l'institution
    - Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

II- DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

- Tableau n°2 : Evolution du nombre de points de service

III- DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

- Tableau n° 3.1 Evolution du montant des dépôts (en milliers de FCFA)
- Tableau n° 3.2 : Décomposition des dépôts par terme
- Tableau n° 3.3: Evolution du Nombre de déposants (membres, bénéficiaire ou client ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs
- Tableau n° 3.4: Evolution du capital social*
- Tableau n° 3.5: Répartition du capital entre les principaux actionnaires

IV. DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAEMENTS PAR SIGNATURE)

- Tableau n°4.1 : Evolution du montant annuel des prêts
- Tableau n°4.2 : Evolution du nombre de prêt accordés dans l'année (en unité)
- Tableau n°4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)
- Tableau n°4.4 : encours de crédits au 31 décembre (en milliers de FCFA)
- Tableau n°4.5 : Nombre de crédit en cours au 31 décembre (en unité)
- Tableau n°4.6 : Evolution de l'encours des crédits par terme
- Tableau n °4.7 : encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et Commission Bancaire de l'UMOA)
- Tableau n°4.8 : Opérations de crédit sur ressources affectées
- Tableau n°4.9 : Gestion du portefeuille de crédit

V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

- Tableau n°5.1 : Opération de transfert (en milliers de FCFA)
- 5.2 Activités de micro assurance : Tableau n° 5.2: Opérations de micro assurance (en milliers de FCFA)
- Tableau n° 5.3: opérations de change

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

- Tableau n°6.1 : tarification des opérations avec la clientèle (*)

- Tableau n°6.2 : répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)
- Tableau 6.3: dons et œuvres sociales
- Tableau n°6.4 : répartition sectorielle des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

VII- OPERATION AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

- Tableau n°7 : Opération avec les autres institutions financières (établissements de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

VIII.DONNEES SUR LA PERFORMANCE DES MEMBRES DES RESEAUX (UNIONS, FEDERATIONS ET CONFREDERATIONS)

- Tableau n°8 : Indicateurs de performance des institutions affiliées au réseau (*)

IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

- Tableau n°9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année

X. PERFORMANCES FINANCIERES

- Tableau n°10 : Indicateurs de performances financières

I- DONNEES GENERALES

Tableau N°1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unité)

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont compotés sur une base unitaire) (1)+(2)	396 839	422 177	6,38%
Nombre de personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	369 432	393 951	6,64%
. Hommes (a)	163 499	174 119	6,50%
. Femmes (b)	205 933	219 832	6,75%
Nombre de personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises associations, etc.	27 407	28 226	2,99%
Nombre de groupements de personnes physiques bénéficiaires	26 239	26 976	2,81%
Nombre total des membres des groupements de personnes physiques bénéficiaires (3)= (c)+(d)	112 789	115 988	2,84%
. Hommes (c)	33 711	34 485	2,30%
. Femmes (d)	79 078	81 503	3,07%

Tableau N°1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Nombre total de membres, du conseil d'administration ou de l'organe équivalent	7	7	0,00%
Nombre de membres du conseil de surveillance (*)	3	3	0,00%
Nombre de membre du comité de crédit (*)			
Nombre de membres des autres comités crées par la SFD (**)	8	8	0,00%
Effectif total des employés (3)= (1)+(2)	368	408	10,87%
. Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance) dont : (1)	6	6	0,00%
- nationnaux	6	6	0,00%
- personnel expatrié	-	-	
. Autres employés (2) = (a)-(b)+(c)	362	402	11,05%
Agent permanents (a)	251	267	6,37%
Agents contractuels (b)	111	135	21,62%
personnel expatrié (c)	-	-	

(*) A renseigner par les institutions coopératives ou mutualistes d'épargne et de crédit
(**) 1. Comité de Direction : 8 membres

Tableau N°1.3 : Données sur la gouvernance

Tableau sur l'état des rémunérations de dirigeants et du personnel de l'institution

Rubriques	2021	2022	Variation (%)
Masse salariale globale en FCFA	1 275 832 682	1 558 127 039	22,13%
- Personnel dirigeant (Directeur Général et son adjoint, Directeurs de service)	135 096 600	133 627 235	-1,09%
- Autre personnel.	1 140 736 082	1 424 499 804	24,88%
Montant des frais généraux en FCFA	1 779 197 450	2 214 859 450	24,49%
Ratio Masse salariale rapportée aux frais généraux	71,71%	70,35%	-1,90%
Proportion salaire du Directeur Général rapporté aux frais généraux	7,59%	6,03%	-20,54%

Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

Rubriques	2021	2022	Variation (%)
indemnités de fonctions versées aux admnistrateurs non salarié en FCFA	**7 290 000**	**10 177 500**	**39,61%**
Frais de tenues des réunions des organes et des assemblées en FCFA	**2 453 200**	**2 376 300**	**-3,13%**
- Perdiem	445 000	1 117 000	151,01%
- Transport	-	-	
- Hébergement	-	-	
- téléphone	4 500	25 500	466,67%
- carburant	-	-	
- Autres	2 003 700	1 233 800	-38,42%

1. Salaire, appointements, indemnités, gratifications et primes occasionnelles ou périodiques versés au personnel, les rémunérations des administrateurs salariés, les cotisations aux régimes de retraite, etc.
2. S'applique aux sociétés (SA, SARL)

II- DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

Tableau N°2 : Evolution du nombre de points de service

Paramètres	2021	2022	Variation (%)
Nombre d'institutions de base	1	1	0,00%
nombre de Guichets ou d'antennes	28	32	14,29%

III- DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

Tableau N°3.1 : Evolution du montant des dépôts (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Montant total des dépôts des membres, bénéficiares ou clients (1)+(2)	12 593 847	14 213 384	12,86%
Montant des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	12 015 385	13 416 238	11,66%
. Montant des dépôts des Hommes (a)	6 157 760	6 600 553	7,19%
. Montant des dépôts des Femmes (b)	5 857 625	6 815 686	16,36%
Montant des dépôts des personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.	578 462	797 145	37,80%

Tableau N° 3.2 : Décomposition des dépôts par terme

Dépôts à vue		Dépôts à terme		Autres dépôts	
Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)
7 590 837 974	53,41%	297 082 000	2,09%	6 325 463 635	44,50%

Tableau n°3.3 : Evolution du Nombre de déposants (membres, bénéficiaire ou client ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Nombre total des dépôts des membres, bénéficiares ou clients (1)+(2)	305 800	329 156	7,64%
Nombre des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	274 742	297 163	8,16%
. Nombre des dépôts des Hommes (a)	130 323	141 153	8,31%
. Nombre des dépôts des Femmes (b)	144 419	156 010	8,03%
Nombre des déposants personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.) (2)	31 058	31 993	3,01%
Nombre de compte actifs	161 376	90 743	-43,77%
Nombre des comptes inactifs	123 214	57 018	-53,72%
Nombre total de comptes	396 839	422 177	6,38%

Tableau N°3.4 : Evolution du capital social*

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Montant du capital social (en millier de FCFA)			

* pour les sociétés de capitaux.

Tableau N°3.5 : Répartition du capital entre les principaux actionnaires

Noms et prénoms de principaux actionnaires	Montant du capital détenu (2021)	Part du capital détenu (2021)	Montant du capital détenu (2022)	Part du capital détenu (2022)

IV. DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAEMENTS PAR SIGNATURE)

Tableau N°4.1 : Evolution du montant annuel des prêts accordés * (en millions de francs)

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Montant des prêt accordés (1)+(2)	15 953 776 920	18 789 902 126	17,78%
Montant des dépôts des parssonnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	15 012 300 920	17 634 447 351	17,47%
. Montant des prêt accordés aux Hommes (a)	6 987 998 000	8 981 723 066	28,53%
. Montant des prêt accordés aux Femmes (b)	8 024 302 920	8 652 724 285	7,83%
Montant des prêt accodrdés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.	941 476 000	1 155 454 775	22,73%

* Il s'agit du montant des prêts accordés dans l'année

Tableau N°4.2 : Evolution du nombre de prêts accordés dans l'année (en unité)

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Nombre des prêt accordés (1)+(2)	15 731	17 564	11,65%
Nombre de crédit accordé à des perssonnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	15 263	16 651	9,09%
Nombre de crédit accordé à des Hommes (a)	6 300	6 895	9,44%
Nombre de crédit accordé à des Femmes (b)	8 963	9 756	8,85%
Nombre des prêt accodrdés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.	468	913	95,09%
Nombre moyen des prêt accordés (sommes des prêts rapportée au nombre de prêts accordés)	1 014 162	1 069 796	5,49%

Tableau N°4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)

Nature de l'engagement donné	2021	2022	Variation (%)
Engagement donnée en faveur des institutions financières	-	-	
Engagements de financement données en faveur des membres, bénéficiaires ou clients	-	-	
Engagements des garantie d'ordre des institutions financières	-	-	
Engagements de garantie d'ordre des membres bénéficiaires ou clients	-	-	

Tableau N°4.4 : encours de crédits au 31 décembre (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Encours total de crédits (1)+(2)	12 844 824	14 860 605	15,69%
Encours de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	12 019 042	13 723 866	14,18%
encours de crédits sur les hommes (a)	6 743 051	7 523 189	11,57%
Encours de crédits sur les femmes (b)	5 275 991	6 200 677	17,53%
Encours de crédits sur les personnes morales(groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	825 781	1 136 739	37,66%

Tableau N°4.5 : Nombre de crédit en cours au 31 décembre (en unité)

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Nombre de crédits en cours (1)+(2)	15 201	16 391	7,83%
Nombre de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	14 797	15 675	5,93%
Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	6 329	6 796	7,38%
Nombre de crédits en cours sur les femmes (a)	8 468	8 879	4,85%
Nombre de crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	404	716	77,23%

Tableau N°4.6 : Evolution de l'encours des crédits par terme

Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année 2021)		Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année 2022)		variation de l'encours des crédit à court terme	variation de l'encours des crédits à moyen et long terme
court terme	Moyen et long terme	court terme	Moyen et long terme		
5 189 820 322	7 655 003 265	6 173 537 592	8 687 067 356	18,95%	13,48%

Tableau N°4.7 : Encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et Commission Bancaire de l'UMOA)

Prénoms et nom	Encours total des crédits (en FCFA)	Structure dont relève l'emprunteur

Tableau N°4.8 : Opérations de crédit sur ressources affectées

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Nombre de crédits accordés sur ressources affectées	-	-	
Montant des crédits accordés sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	
Nombre de crédits en cours sur ressources affectées	-	-	
Montant des crédits en cours sur ressources affetées (en milliers de FCFA)	-	-	

Tableau N°4.9 : Gestion du portefeuille de crédit

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Encours des créances en souffrance (en milliers de FCFA)	997 522	693 039	-30,52%
Taux brut des créances en souffrance(1)	7,77%	4,66%	-39,95%
Taux de remboursement des crédits accordés (2)	97,12%	98,27%	1,18%
Taux de recouvrement des créances en souffrance (3)		81,19%	
Encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	
taux brut de créances en souffrance sur ressources affectées (4)	0,00%	0,00%	
Taux de remboursement des crédits accordés sur les ressources affectées (5)	100,00%	100,00%	0,00%
Taux de recouvrement des créances en souffrances sur les ressources affectées (6)	100,00%	100,00%	0,00%
Montant des crédits passés en perte (en milliers de FCFA)	163 573	225 138	37,64%
Taux de perte sur créances (7)	1,27%	1,49%	17,70%

V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

5.1 Activités de transfert rapide d'argent

Information d'ordre général :
- Nom et adresse du représentant (Banque, poste) ; **ECOBANK TOGO, Banque Atlantique Togo**
- Nom et adresse de la société représentée (Western Union, Money gram, Wari ; RIA etc.) :
- Nombre d'opérations exécutées au cours de l'année 2019 :
. À l'émission :
. À la réception :

Tableau N° 5.1 : Opération de transfert (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021	2022	Variation (%)
Transferts reçus (1)	-	-	
UEMOA			
Autre pays africains			
Unions européene			
Etat-Unis			
Autre pays			
Transferts émis (2)	-	-	
UEMOA			
Autre pays africains			
Unions européene			
Etat-Unis			
Autre pays			
solde des transferts (3)= (1)-(2)	-	-	

5.2 Activités de micro assurance

Information d'ordre général :
- Nombre de bénéficiaires ;
- Catégories de prestations effets : à détailler.

Tableau N° 5.2 : Opérations de micro assurance (en millier de FCFA)

Rubriques	2021	2022	Variation (%)
Montant des primes émises			
Assurance-vie			
Assurance non vie			
Montant des arrièrés de primes			
Montant des sinistres à payer			

Tableau N° 5.3 : Opérations de change

Devises concernée	Montant des devises achetées	contrevaleur en FCFA des devises achetées	Montantdes devises vendues	Contre valeur en FCFA des devises vendues
EURO (EUR)				
Dollar des EU (USD)				
Franc Suisse (CHF)				
Livre sterling (GBP)				
Autres				

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Tableau n°6.1 : tarification des opérations avec la clientèle (*)

Indicateurs	2021	2022
Taux d'intérêt créditeur minimum servi sur le dépôts de membres, bénéficiaire ou clients	3,50%	3,50%
Taux d'intérêt créditeur maximum servi sur le dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	5,50%	5,50%
Taux d'intérêt nominal débiteur maximum sur les crédits accordés aux membres bénéficiares ou clients	18,00%	18,00%
Taux d'intérêt effectif global (**)	**16,80%**	**16,80%**

(*) : Communiquer le taux d'intérêt annuel
(**) : Taux d'intérêt nominal débiteur minimum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients
N.B. : Le taux effectif est la moyenne des taux effectif de chaque produit de crédit de WAGES

Tableau de calcul de la moyenne des taux effectifs des produits de crédit de WAGES

Produit de crédit	Taux effectif Annuel
Crédit ordinaire	22,33%
Crédit domiciliation salaire	19,53%
Crédit sur salaire par ordre de virement permanent	20,03%
Crédit PSAEG	12,73%
Crédit Rural	19,53%
Crédit aux organisations sociales	21,43%
Crédit spécial	28,72%
Crédit à épargne déductible	24,33%
Crédit APSEF 1er et 2è cycle	5,19%
Crédit APSEF 3è et 4è cycle	6,91%
Crédit FAIEJ	8,24%
Crédit PRADEB	12,67%
Moyenne	**20,16%**

Tableau N°6.2 : Répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)

Objet du crédit	2021	2022	Variation (%)
Crédits immobiliers	268 845	565 001	110,16%
Crédits d'équipement	-	-	
Crédits à la consomamation	209 233	236 338	12,95%
Crédits de trésorerie	12 366 745	14 059 265	13,69%
Autres crédits	-	-	

Tableau N°6.3 : Dons et œuvres sociales

Références du bénéficaire	Nature du don ou des œuvres sociales	Evaluation financièere (en FCFA)
La Famille du feu TENGUE Komi Roger, propriétaire du local abritant l'agence de wages adidogomé pour ses obsèques du 26/11/2022	Financier	100 000
Le District Préfectoral de Football de Klotto s/c DEGOE Kofi Dziwonu	Financier	40 000
La Paroisse Sainte ELISABETH de HONGRIE de Tsévié Boloumondji s/c KOUBALOU-LAOUDEMA Modjosso	Financier	60 000
EKLOU Kodjo Agbégnigan alias Emilio J's	Financier	80 000
La Chambre Cimmunale de Métier 1 s/c DJONDO-MAMA Dossèvi	Financier	250 000
Le Mouvement Pour une Action Citoyenne au TOGO (MPAC-TOGO) s/c AJAVON Ayi Agbo	Financier	150 000
Le Comité de Développement du Quartier Hédzranawoé N°1 s/c AMEVOR Afi Miafemowo	Financier	50 000
COMMUNE DE SOTOUBOUA 1 s/c le Maire GNANGUISSAN Plibam	Financier	75 000
Le MARCHE DES CREATEURS (MDC) s/c AHYEE Ayivi J-P	Financier	50 000
TOGBUIGAN Adela Aklassou IV, chef canton de Bè s/c AGBAGLO Akouétévi	Financier	50 000
L'EGLISE MAISON DE L'EVANGILE s/c Le Pasteur Elom MAWUSSI	Financier	50 000
TOGBUIGAN Adela Aklassou IV, chef canton de Bè s/c WOAYI Kodjo	Financier	50 000
TOTAL		**1 005 000**

Tableau N°6.4 : répartition sectorielle des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

Secteurs d'activités	2021	2022	Variation (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	507 061	660 557	30,27%
Industries extractives			
Industries manufacturières		-	
Bâtiment et travaux publics			
Commerce, restaurants, hôtels	14 702 132	17 120 569	16,45%
electricité, Gaz, eau		-	
Transports entrepôts et communications		-	
assurances, services aux entreprses			
Immobilier	227 370	472 303	107,72%
Services divers	517 214	536 473	3,72%

(*) La sectorisation retenue dans ce tableau est celle prévue par le référentiel comptable spécifique des SFD

VII- OPERATION AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

Tableau N°7 : Opération avec les autres institutions financières (établissements de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Encours des placements aupès des autres institutions financières (en Milliers de FCFA)	2 760 000	3 450 000	25,00%
Encours des emprunts des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	507 075	1 483 662	192,59%
Montant total des emprunts obtenus dans l'année auprès des autres institutions financières	513 564	1 375 751	167,88%
Ressources affectées (en milliers de FCFA)	21 439	21 439	0,00%
subventions d'exploitation reçues (en milliers de FCFA)	26 315	22 028	-16,29%
Subventions d'équipement reçues (en milliers de FCFA)	-	-	

VIII.DONNEES SUR LA PERFORMANCE DES MEMBRES DES RESEAUX (UNIONS, FEDERATIONS ET CONFREDERATIONS)

Tableau N°8 : Indicateurs de performance des institutions affiliées au réseau (*)

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Nombre d'institutions affiliées déficitaires			
Montant total du déficit d'exploitation des institution affiliées (en milliers de FCFA)			
Nombre d'institutions affiliées excédentaires			
Montant total de l'excédent d'exploitation des institution affiliées (en milliers de FCFA)			

(*) Tableau à renseigner par les structures faitières

IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

Tableau N°9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Par l'Assemblée Générale	1	1	0,00%
Par le Conseil d'Administration ou l'organe équivalent	4	6	50,00%
Par le conseil de Surveillance (*)	4	4	0,00%
Par le Comité de Crédit (*)	N/A	N/A	
par les autres comités (**)	10	7	-30,00%

(*) A renseigner par les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de de crédit
(**) Comité de Direction (CODIR)

X. PERFORMANCES FINANCIERES

Tableau n°10 : Indicateurs de performances financières

Indicateurs	2021	2022	Variation (%)
Marges d'intérêt en milliers de FCFA	2 379 506	2 685 662	12,87%
Produit financier net en milliers de FCFA	2 506 103	2 823 855	12,68%
Résultat net en milliers de FCFA	694 558	533 334	-23,21%
Taux de marge nette (1)	29,19%	19,86%	-31,97%

(1) le taux de marge nette est égal au rapport entre le résultat net et la marge d'intérêt.